

**Contributions volontaires gérées
par le Haut Commissaire des Nations Unies
pour les réfugiés**

**États financiers vérifiés
de l'année terminée le 31 décembre 1997**

et

**Rapport du Comité
des commissaires aux comptes**

**Assemblée générale
Documents officiels • Cinquante-troisième session
Supplément No 5E (A/53/5/Add.5)**



Nations Unies • New York, 1998

NOTE

Les cotes des documents de l'Organisation des Nations Unies se composent de lettres majuscules et de chiffres. La simple mention d'une cote dans un texte signifie qu'il s'agit d'un document de l'Organisation.

TABLE DES MATIERES

| | <u>Page</u> |
|--|-------------|
| Lettres d'envoi | vi |
| I. Rapport du Comité des commissaires aux comptes | 1 |
| Résumé | 1 |
| A. Introduction | 2 |
| B. Gestion financière | 5 |
| C. Gestion | 9 |
| D. Remerciements | 18 |
| Annexe Suivi des mesures prises en application des recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport sur l'exercice terminé le 31 décembre 1996 | 19 |
| II. Opinion | 27 |
| III. Exposé des responsabilités du Haut Commissaire et approbation des états financiers | 28 |
| IV. Etats financiers de l'année terminée le 31 décembre 1997 . . . | 29 |
| Notes explicatives | 30 |
| Etat I Recettes et dépenses et évolution des réserves et des soldes pour l'année terminée le 31 décembre 1997 - ensemble des fonds | 36 |
| Etat II Actif, passif, réserves et soldes pour l'année terminée le 31 décembre 1997 - ensemble des fonds . | 41 |
| Etat III Mouvements de trésorerie pour l'année terminée le 31 décembre 1997 | 46 |
| Tableaux afférents aux états financiers | |
| Tableau 1 Contributions pour l'exercice terminé le 31 décembre 1997 - contributions de gouvernements, contributions intergouvernementales et contributions privées | 47 |
| Tableau 2 Etat, au 31 décembre 1997, des contributions non acquittées afférentes à des années antérieures . . | 65 |
| Tableau 3 Programmes généraux : Etat, au 31 décembre 1997, des allocations et dépenses | 66 |

TABLE DES MATIERES (suite)

| | <u>Page</u> |
|---|-------------|
| Tableau 4 Comptes spéciaux : état, au 31 décembre 1997, des fonds alloués disponibles | 72 |
| Tableau 5 Programmes spéciaux, y compris les fonds d'affectation spéciale : état au 31 décembre 1997, des fonds disponibles | 74 |
| Tableau 6 Etat, au 31 décembre 1997, des projets d'exercices antérieurs financés par tous les fonds | 77 |
| Tableau 7 Prêts accordés à des réfugiés ou en leur faveur . . | 83 |
| Tableau 8 Dépôts à vue ou à terme au 31 décembre 1997 | 84 |
| Tableau 9 Dépôts à vue et à terme, 1993-1997 | 85 |
| Tableau 10 Avoirs en monnaies non convertibles au 31 décembre 1997 | 86 |
| Appendice Dons extrabudgétaires en nature en 1997 | 87 |

ABREVIATIONS

| | |
|--------|---|
| AIEA | Agence internationale de l'énergie atomique |
| CE | Communauté européenne |
| CEI | Communauté d'Etats indépendants |
| CNUCED | Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement |
| DAFI | Deutsch Akademische Fluchtling Initiative |
| HCR | Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés |
| OIM | Organisation internationale des migrations |
| OMM | Organisation météorologique mondiale |
| ONUDI | Organisation des Nations Unies pour le développement industriel |
| PAM | Programme alimentaire mondial |
| PNUD | Programme des Nations Unies pour le développement |
| PNUE | Programme des Nations Unies pour l'environnement |
| UNESCO | Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture |
| UNICEF | Fonds des Nations Unies pour l'enfance |
| VNU | Programme de Volontaires des Nations Unies |

LETTRES D'ENVOI

Le 26 février 1998

Monsieur le Président,

Conformément au Règlement financier applicable aux contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, j'ai l'honneur de vous transmettre les comptes de l'année 1997, certifiés exacts et approuvés conformément au paragraphe 11.4 dudit Règlement.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Le Haut Commissaire des Nations Unies
pour les réfugiés

(Signé) Sadako OGATA

Monsieur le Président du Comité
des commissaires aux comptes
Organisation des Nations Unies
New York

Le 15 juillet 1998

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre ci-joint les états financiers, au 31 décembre 1997, concernant les contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés. Ces états, communiqués par le Haut Commissaire, ont été examinés par le Comité des commissaires aux comptes et sont accompagnés de l'opinion du Comité.

Vous trouverez également ci-joint le rapport du Comité sur lesdits comptes.

Veillez agréer, Monsieur le Président, les assurances de ma très haute considération.

Le Contrôleur et Vérificateur général
des comptes de l'Inde,

Président du Comité des commissaires
aux comptes de l'Organisation des
Nations Unies

(Signé) Vijay Krishna SHUNGLU

RAPPORT DU COMITE DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Résumé

Le Comité des commissaires aux comptes a vérifié les opérations, pendant la période allant du 1er janvier au 31 décembre 1997, afférentes aux contributions volontaires administrées par le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés au siège du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) à Genève ainsi que dans les bureaux locaux du HCR en Angola, en Bosnie-Herzégovine, en Côte d'Ivoire, en Fédération de Russie, aux Philippines, en République démocratique du Congo et en République-Unie de Tanzanie. Le Comité a également vérifié les états financiers relatifs aux contributions volontaires administrées par le Haut Commissaire. En outre, il a examiné la mesure dans laquelle était appliqué le Mémoire d'accord conclu entre le HCR et le Bureau des services de contrôle interne concernant la portée de la vérification interne des comptes, comme demandé par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) dans son rapport du 22 octobre 1997 (A/52/518).

Les principales conclusions du Comité sont les suivantes :

- a) Les comptes et états financiers afférents aux contributions volontaires sont généralement conformes aux normes comptables du système des Nations Unies, sauf pour ce qui est de la comptabilisation de certains postes de recette et de la divulgation d'informations concernant les biens non consommables;
- b) Le HCR a adopté des mesures supplémentaires pour encourager les organes d'exécution qui lui sont associés à communiquer des attestations de vérification concernant les fonds avancés au cours d'années antérieures;
- c) Les retards intervenus dans la signature des accords avec des agents d'exécution et les carences constatées dans la tenue des comptes par ces derniers persistent;
- d) Les questions de politique générale concernant les réfugiés ne sont pas pleinement intégrées au processus de formulation des projets ni appliquées en conséquence. L'absence de statistiques adéquates ventilées par sexe et par âge empêche de procéder à une évaluation des besoins qui puisse servir de base aux plans d'exécution;
- e) Sur 134 bureaux de pays, 25 n'ont pas pu achever la comptabilisation de leurs avoirs dans le système de suivi des avoirs MINDER. Même lorsque ce système a été mis en place, les avoirs des bureaux extérieurs n'ont été comptabilisés qu'en partie. Il n'a pas été procédé à un inventaire physique des avoirs dans les bureaux extérieurs en raison des retards intervenus dans la livraison des lecteurs de codes à barre;
- f) L'application du Mémoire d'accord conclu entre le HCR et le Bureau des services de contrôle interne concernant les dispositions à prendre en matière de vérification interne des comptes n'en est encore qu'à ses premiers stades;

g) Le HCR a commencé à convertir et à remplacer celles de ses applications informatiques qui ne pourront pas fonctionner comme il convient après l'an 2000.

Les principales recommandations du Comité sont les suivantes :

a) L'Administration devrait revoir la méthode actuellement suivie pour comptabiliser les recettes de sorte que ses politiques et pratiques comptables soient conformes aux normes comptables du système des Nations Unies;

b) Le HCR devrait suivre de plus près la ponctualité avec laquelle les projets sont exécutés, particulièrement dans le cas de ceux pour lesquels l'élément temps est critique;

c) L'Administration devrait prendre sans tarder des mesures efficaces pour veiller à rassembler des statistiques adéquates ventilées par sexe et par âge qui puissent être utilisées pour formuler des programmes en faveur des femmes;

d) Le HCR devrait encourager tous les bureaux extérieurs à donner suite à la demande du Haut Commissaire pour qu'il puisse évaluer en détail les activités à réaliser et les ressources à mobiliser pour mettre en oeuvre le rapport Machel sur les enfants réfugiés;

e) L'Administration devrait prendre sans tarder des mesures pour achever l'installation du système MINDER dans tous les bureaux extérieurs et appliquer tous les aspects du système de sorte que la comptabilité reflète avec exactitude les avoirs du HCR et ceux qui sont détenus par des agents d'exécution associés, et pour améliorer le contrôle exercé sur les avoirs;

f) Le HCR devrait veiller à ce que tous les systèmes informatiques soient testés pour vérifier qu'ils pourront fonctionner comme il convient après l'an 2000, suffisamment à l'avance pour pouvoir remédier à tout problème éventuel.

L'on trouvera une liste des principales recommandations du Comité au paragraphe 11 du rapport.

A. Introduction

1. Conformément au paragraphe 22 du statut du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR), le Comité des commissaires aux comptes a vérifié les comptes de l'année terminée le 31 décembre 1997 relatifs aux contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire. La vérification a été effectuée conformément à l'article XII du Règlement financier de l'Organisation des Nations Unies et à l'annexe audit règlement et conformément aux normes communes de vérification des comptes adoptées par le Groupe de vérificateurs externes des comptes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique. Les normes en question exigent que le Comité organise et mène la vérification des comptes de manière à s'assurer, avec un degré raisonnable de certitude, qu'il n'y a pas d'erreur importante dans les états financiers.

2. Le Comité a effectué sa vérification essentiellement pour pouvoir formuler une opinion sur le point de savoir si les dépenses comptabilisées dans les états financiers pour la période allant du 1er janvier au 31 décembre 1997 avaient été

encourues aux fins approuvées par le Comité exécutif du HCR; si les recettes et les dépenses avaient été classées et comptabilisées régulièrement conformément au Règlement financier et aux Règles de gestion financière; et si les états financiers du HCR reflétaient fidèlement sa situation financière au 31 décembre 1997. Les vérificateurs ont effectué un examen général des systèmes financiers et des contrôles internes et procédé aux vérifications des écritures comptables et autres pièces justificatives qu'ils ont jugées nécessaires pour se forger une opinion sur les états financiers.

3. La vérification a été effectuée au siège du HCR à Genève et dans les bureaux extérieurs en Angola, en Bosnie-Herzégovine, en Côte d'Ivoire, en Fédération de Russie, aux Philippines, en République démocratique du Congo et en République-Unie de Tanzanie.

4. Indépendamment de sa vérification des comptes et des opérations financières, le Comité a examiné, comme l'article 12.5 du Règlement financier de l'ONU l'y autorise, l'adéquation des contrôles internes et l'efficacité des procédures applicables à la gestion des liquidités ainsi que les mesures adoptées par le HCR pour mettre en oeuvre ses politiques générales concernant les réfugiées, les enfants réfugiés, l'environnement et d'autres programmes.

5. Le Comité a examiné la mesure dans laquelle était appliqué le Mémoire d'accord conclu entre le HCR et le Bureau des services de contrôle interne concernant les ressources dégagées pour assurer une couverture adéquate de la vérification interne des comptes, comme demandé par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (CCQAB) dans son rapport du 22 octobre 1997 (A/52/518). Dans ce contexte, le Comité a passé en revue l'adéquation et le fonctionnement des arrangements pris en la matière.

6. Comme les années précédentes, le Comité a fait part à l'Administration, dans le cadre du dialogue continu concernant les questions liées à la vérification des comptes, des conclusions des vérifications particulières, dans des lettres contenant ses conclusions et recommandations détaillées.

7. Un résumé des principales recommandations figure au paragraphe 11 ci-dessous. Les constatations des vérificateurs sont exposées en détail aux paragraphes 12 à 100.

8. Le rapport aborde des questions qui, de l'avis du Comité, méritent d'être portées à l'attention de l'Assemblée générale. Toutes les observations présentées dans ce rapport ont été communiquées au HCR. Celui-ci a confirmé les éléments sur lesquels se fondent les conclusions et observations du Comité : il a fourni les explications demandées et répondu aux questions qui lui ont été posées. Le rapport comporte deux parties ayant trait l'une à la vérification des comptes, l'autre à la gestion.

1. Recommandations antérieures qui ne sont pas pleinement appliquées

9. Conformément au paragraphe 7 de la résolution 51/225 de l'Assemblée générale en date du 3 avril 1997, le Comité indique séparément ci-dessous les recommandations qui n'ont pas été pleinement appliquées par le HCR. Les années indiquées (à partir de 1994) renvoient à l'année au cours de laquelle le Comité a formulé des recommandations tendant à ce que :

a) Les bureaux extérieurs et les partenaires opérationnels présentent en temps opportun les rapports de suivi des projets et des sous-projets (1994, 1995 et 1996);

b) Les nouveaux systèmes MINDER de gestion des avoirs devraient être perfectionnés (1994 et 1996).

10. Conformément à la résolution 48/216 B de l'Assemblée générale en date du 23 décembre 1993, le Comité a également passé en revue les mesures adoptées par l'Administration pour mettre en oeuvre les recommandations qu'il avait formulées dans son rapport pour l'année qui s'est terminée le 31 décembre 1996 (A/52/5/Add.5, chap. I). Les mesures adoptées et les observations du Comité à ce sujet sont exposées en détail dans l'annexe au présent rapport.

2. Principales recommandations

11. Le Comité recommande que l'Administration :

a) Revoit la méthode actuellement appliquée à la comptabilisation des recettes de sorte que ses politiques et pratiques comptables soient conformes aux normes comptables du système des Nations Unies (par. 16);

b) S'attache à revoir et à annuler au moment opportun les engagements qui ne sont plus nécessaires (par. 32);

c) Veille à ce que les rapports de suivi des sous-projets soient présentés en temps voulu et à ce que des fonds ne soient décaissés aux partenaires opérationnels que lorsque cela est nécessaire (par. 43);

d) Suive de plus près la ponctualité avec laquelle les projets sont réalisés, particulièrement dans le cas de ceux pour lesquels un élément temps est critique (par. 58);

e) Prenne sans tarder des mesures efficaces en vue de rassembler des statistiques adéquates ventilées par sexe et par âge qui puissent être utilisées pour la formulation de programmes en faveur des femmes (par. 64);

f) Encourage tous les bureaux extérieurs à donner suite à la demande du Haut Commissaire pour que celui-ci puisse évaluer en détail les activités à réaliser et les ressources à mobiliser pour mettre en oeuvre le rapport Machel sur les enfants réfugiés (par. 69);

g) Mette au point un système complet de suivi et d'évaluation pour veiller à ce qu'il soit dûment tenu compte des questions envisagées dans sa politique en matière d'environnement (par. 75);

h) Fasse sans tarder le nécessaire pour achever l'installation du système MINDER dans tous les bureaux extérieurs et introduise tous les aspects du système de sorte que la comptabilité reflète avec exactitude les avoirs du HCR et ceux détenus par ses partenaires opérationnels et pour améliorer le contrôle exercé sur les avoirs (par. 90);

i) Veille à ce que tous les systèmes soient testés pour déterminer s'ils pourront fonctionner comme il convient après l'an 2000, suffisamment à l'avance pour pouvoir remédier à tout problème éventuel (par. 99).

B. Gestion financière

1. Etats financiers

Normes comptables du système des Nations Unies

12. Le Comité a examiné la mesure dans laquelle les états financiers du HCR pour l'année qui s'est achevée le 31 décembre 1997 étaient conformes aux normes comptables du système des Nations Unies. Il ressort de cet examen que lesdits états financiers sont généralement conformes aux normes, sauf pour ce qui est de la comptabilisation de certains postes de dépense et l'indication de la valeur d'inventaire du matériel durable, comme indiqué ci-après.

Comptabilisation des recettes

13. Le HCR a comptabilisé les contributions volontaires reçues pour la réalisation d'activités spécifiques (programmes spéciaux) sur la base de l'exercice plutôt qu'à la date de leur réception, comme l'exige le paragraphe 35 des normes comptables du système des Nations Unies. Ainsi, un montant de 64,2 millions de dollars a été comptabilisé comme recettes en 1997 et en tant que contributions volontaires à recevoir, alors même que ce montant était destiné à des activités spécifiques et n'avait pas été reçu au 31 décembre 1997, ce qui a eu pour effet de gonfler d'un montant correspondant les recettes et les sommes à recevoir. De même, des montants représentant au total 24,4 millions de dollars afférents à des années antérieures ont été inclus dans la catégorie des contributions volontaires à recevoir, alors même qu'ils n'avaient pas été reçus au 31 décembre 1997, ce qui a eu pour effet, dans ce cas également de gonfler d'un montant correspondant le poste des sommes à recevoir.

14. Bien que l'Administration ait affirmé ne pas faire de distinction entre les contributions volontaires reçues au titre des programmes généraux ou au titre de programmes spéciaux lorsqu'elle a exposé les politiques et pratiques comptables appliquées, le Comité considère que les contributions destinées à des activités spécifiques devraient être traitées de manière rigoureusement conforme aux normes comptables du système des Nations Unies.

15. Selon les règles de gestion financière applicables aux contributions volontaires gérées par le HCR, les contributions en nature doivent être imputées au compte approprié lors de la réception. Le Comité a noté toutefois que le HCR comptabilisait également les contributions en nature sur la base de l'exercice, c'est-à-dire au moment où elles étaient annoncées. A la fin de 1997, le montant des contributions en nature à recevoir indiqué au tableau 1 de l'état I des états financiers s'élevait à 2,57 millions de dollars. Le HCR a fait valoir que les indications données à ce propos dans la note 2 f) étaient suffisantes, mais le Comité considère que les contributions en nature ne doivent être comptabilisées comme recettes que lorsqu'elles sont reçues.

16. Le Comité recommande que l'Administration revoit la méthode actuellement suivie pour la comptabilisation des recettes de sorte que ses politiques et pratiques comptables soient conformes aux normes comptables du système des Nations Unies.

Biens non consommables

17. Le HCR ne s'est pas pleinement conformé au paragraphe 49 des Normes comptables du système des Nations Unies, qui stipule que la valeur d'inventaire du matériel durable doit être clairement indiquée.

Passage à un système de rapports biennaux

18. Dans sa résolution 52/212 en date du 22 décembre 1997, l'Assemblée générale a approuvé la demande formulée par le Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires tendant à ce que le Haut Commissaire consulte le Comité des commissaires aux comptes sur les incidences qu'aurait la présentation de rapports biennaux plutôt que de rapports annuels et à ce qu'un rapport à ce sujet soit soumis à l'Assemblée générale à sa cinquante-troisième session. Le Comité encourage le HCR à donner suite à cette demande et à le consulter, ainsi qu'il a été invité à le faire.

Partenaires opérationnels

19. Dans son rapport de 1994, le Comité a fait observer qu'alors même que des avances substantielles de fonds étaient consenties aux partenaires opérationnels, le mécanisme de reddition de comptes était insuffisant étant donné que ces derniers ne présentaient pas d'états financiers vérifiés ni d'attestation de vérification. Dans son rapport de 1995, le Comité a recommandé au HCR de veiller à ce que ses partenaires opérationnels présentent des attestations de vérification en temps utile pour que la direction reçoive les assurances nécessaires concernant la régularité, sur les plans du fond et de la forme, des dépenses encourues par les agents d'exécution, telles que reflétées dans les états financiers. Le Comité a réitéré cette recommandation en 1996. Au cours des années 1995, 1996 et 1997, les montants avancés à des partenaires opérationnels du HCR (autres que les organismes des Nations Unies) ont atteint 472,7 millions, 491,5 millions et 370,4 millions de dollars respectivement, pour lesquels il n'avait été reçu d'attestation de vérification, au 31 mars 1998, que pour 225,1 millions de dollars (47,6 %) pour 1995, 23,1 millions de dollars (4,7 %) pour 1996 et néant pour 1997.

20. L'Administration a fait savoir que la présentation d'attestations de vérification avait été rendue obligatoire à compter du 1er janvier 1997 et que la sélection de nouveaux partenaires était également subordonnée à cette condition. Le texte standard des sous-accords du HCR avait été modifié en avril 1998 afin de stipuler que les partenaires opérationnels avaient l'obligation de fournir de telles attestations pour les projets du HCR. En conséquence, les ONG partenaires étaient tenues de soumettre leurs états financiers vérifiés dans les six mois suivant la date limite de règlement des engagements. Le HCR a réitéré qu'il s'agissait là d'un délai approprié qui permettait aux partenaires opérationnels et à leurs vérificateurs respectifs de préparer les rapports voulus. A son avis, il ne serait pas réaliste de penser que ces états pourraient être présentés dans des délais plus brefs.

21. Le Comité a pris note des mesures prises pour obtenir des attestations de vérification et consolider les progrès accomplis les années précédentes. Il suggère néanmoins à l'Administration d'envisager de raccourcir le délai de six mois imparti pour la présentation des attestations pour que les dépenses correspondantes puissent être comptabilisées dans les états financiers à confirmer.

22. Comme indiqué dans le rapport du Comité pour 1996, certains rapports financiers se rapportant à la période allant de 1994 à 1996 n'avaient pas été reçus concernant des montants avancés à des partenaires opérationnels. Selon le solde du compte d'attente pour mémoire, les rapports financiers non reçus portaient au 30 juin 1997 sur 442,6 millions de dollars d'avances accordées entre 1994 et 1996. Le Comité a relevé que cette situation s'était améliorée en 1997 et que ce montant était tombé à 76,8 millions de dollars. Au 31 mars 1997, il n'avait pas encore été reçu de rapports financiers pour 176,63 millions sur

les 397,89 millions de dollars avancés à des partenaires opérationnels en 1997 et comptabilisés comme dépenses. L'Administration a expliqué que comme un grand nombre de projets avaient été prolongés et que la date limite de règlement des engagements était fixée à trois mois après l'achèvement des projets, certains rapports financiers n'étaient pas encore dus.

23. Le Comité a relevé cependant que les décaissements effectués au profit de partenaires opérationnels représentaient en moyenne 40 % environ du budget total du HCR. Cela étant, le Comité considère qu'il est essentiel que le HCR veille à ce que ses partenaires opérationnels lui soumettent régulièrement et ponctuellement les rapports financiers qu'ils doivent présenter.

24. Dans son rapport pour 1996, le Comité a recommandé au HCR de revoir d'urgence le système existant de comptabilisation des dépenses encourues par les partenaires opérationnels, selon lequel les avances en espèces effectuées à des partenaires opérationnels étaient considérées comme des dépenses afférentes aux programmes au moment de l'avance des fonds.

25. En 1997 également, le Comité a relevé que dès qu'une lettre d'instruction était établie pour un projet, l'allocation de trésorerie était établie et un engagement créé. Les avances accordées aux partenaires opérationnels étaient comptabilisées comme décaissements, l'engagement étant ajusté en conséquence. Le décaissement était suivi par le biais d'un compte d'attente pour mémoire, qui est hors comptabilité. A la fin de l'année, l'Administration, sur la base des informations qui lui étaient communiquées par les bureaux extérieurs, annulait les engagements non réglés qui n'étaient plus valables.

26. Le Comité craint que les états financiers ne reflètent pas fidèlement les dépenses effectuées pendant l'année dans la mesure où des montants importants du compte d'attente ne sont pas ajustés (193,5 millions de dollars à la fin de 1997) et que les engagements en cours ne sont pas reflétés correctement dans les comptes si l'on considère que près d'un tiers d'entre eux sont annulés les années suivantes (les annulations ont atteint 69,4 millions de dollars en 1997).

27. Le Comité a été heureux de relever toutefois que l'Administration avait pris des mesures pour revoir le système. Il considère qu'il s'agit là d'une tâche à laquelle il convient d'attacher une priorité élevée.

28. Le Comité a relevé en outre que lorsque des partenaires opérationnels remboursent au HCR les soldes non dépensés des fonds à la fin de l'année, rien n'est prévu pour réduire les dépenses comptabilisées étant donné que le remboursement n'est comptabilisé que l'année suivante, alors que les comptes du projet ont été clos l'année précédente. Le remboursement est par conséquent comptabilisé comme un ajustement aux dépenses de l'exercice précédent. De ce fait, les dépenses afférentes à un projet déterminé ne sont pas reflétées avec exactitude dans les états financiers. En outre, si les rapports requis ne sont pas reçus des partenaires opérationnels ou si les comptes reçus ne sont pas comptabilisés par le bureau du HCR, les seules informations disponibles sont que le décaissement en question a été effectué. Cela ne suffit pas, le HCR n'ayant aucune information sur la manière dont des montants décaissés ont été utilisés.

29. Tout en reconnaissant que des progrès ont été accomplis s'agissant de faire en sorte que les rapports financiers requis soient reçus ponctuellement, le Comité espère que de nouveaux progrès seront accomplis dans ce domaine important.

Situation de trésorerie

30. Le Comité a noté que le coefficient de liquidités (disponibilités à court terme divisées par exigibilités à long terme) au 31 décembre 1997 avait légèrement baissé pour tomber à 2,22:1 contre 2,29:1 au 31 décembre 1996. Le Comité a noté cependant que le ratio de liquidités immédiates, qui mesure la situation de trésorerie en espèces ou quasi-espèces, était passé de 1,08:1 au 31 décembre 1996 à 1,44:1 au 31 décembre 1997, ce qui dénotait une amélioration sensible de la situation de trésorerie. Cette évolution avait été rendue possible par la réduction considérable du montant des contributions volontaires à recevoir (31 % en 1997 contre 51 % du total des disponibilités en 1996) et par une augmentation correspondante de l'encaisse et des dépôts à terme (64 % du total des disponibilités en 1997 contre 47 % en 1996).

Engagements non réglés

31. Le Comité a noté que 69,4 millions de dollars avaient été annulés en 1997, soit 34 % des engagements non réglés (205,1 millions de dollars) au 1er janvier 1997. Dans son rapport pour l'année 1996, le Comité avait recommandé au HCR de s'attacher davantage à suivre et annuler dans les meilleurs délais les engagements qui n'étaient plus nécessaires. Bien que l'Administration ait déclaré que les engagements non réglés ainsi que le montant des annulations en proportion des dépenses totales étaient en baisse, le Comité a noté qu'il avait été reporté 152,2 millions de dollars d'engagements non réglés sur les exercices ultérieurs.

32. Le Comité réitère sa recommandation tendant à ce que le HCR s'attache à suivre et annuler dans les meilleurs délais les engagements qui ne sont plus nécessaires.

2. Inscription de pertes et de manquants au compte des profits et pertes

33. Des espèces et des effets à recevoir d'un montant de 183 992 dollars ont été passés par pertes et profits pendant l'année. Cette opération comprend un montant de 65,042 dollars pillés en mai 1996 dans le bureau du HCR à Kaboul et un montant de 101 469 dollars pillés de son bureau à Goma (République démocratique du Congo).

34. On trouvera ci-dessous des précisions sur les biens passés par pertes et profits pendant l'année et sur les types de pertes qui ont été notifiées au Comité de contrôle du matériel du siège (en dollars des Etats-Unis) :

| <u>Type de perte</u> | <u>Valeur</u> |
|------------------------------|------------------|
| Accident | 16 178 |
| Détournement | 62 821 |
| Vol | 503 320 |
| Pillage | 127 671 |
| Autres pertes de biens | 35 189 |
| Domages/destruction de biens | 75 439 |
| Usure | 385 002 |
| Divers | 67 383 |
| <hr/> | |
| Total | <u>1 273 003</u> |

3. Paielements à titre gracieux

35. L'Administration a informé le Comité qu'aucun paiement à titre gracieux n'avait été effectué pendant l'année 1997.

C. Gestion

1. Gestion des liquidités

36. Le Comité a noté que s'il avait été mis en place un système de budgétisation annuel, il n'était pas établi de prévisions de trésorerie à moyen et à long terme. L'Administration a déclaré que si elle avait reçu des instructions à cet effet, cette tâche avait été retardée en raison de la rotation du personnel et de longues absences de fonctionnaires à la Section de la trésorerie. Elle a ajouté qu'en 1997, elle avait procédé à 265 placements à court terme à un taux moyen de 5,6 % pour des périodes allant de 5 à 216 jours. Les intérêts perçus sur les fonds placés se montaient à 11,8 millions de dollars.

37. Après avoir analysé les liquidités reçues et décaissées chaque mois au siège, le Comité a constaté que l'encaisse et les soldes bancaires en fin de mois variaient entre 225 millions et 390 millions de dollars. En 1997, les fonds placés avaient représenté de 67 à 93 % de l'encaisse et des soldes bancaires (avec une moyenne de 75 %).

38. Tout en reconnaissant la nécessité d'un mécanisme fiable de prévision de trésorerie, l'Administration a déclaré qu'aussi longtemps que les sommes reçues demeureraient incertaines, des prévisions n'auraient qu'une utilité limitée aux fins de la gestion des liquidités. Elle avait néanmoins l'intention de redoubler d'efforts pour mettre en place un mécanisme au niveau de l'ensemble de l'organisation. L'Administration a également convenu de reconsidérer sa stratégie de placements.

39. Le Comité considère que les incertitudes qui entourent le versement des contributions seront moindres si la recommandation qu'il a formulée au paragraphe 16 ci-dessus est appliquée. Cela faciliterait aussi l'établissement de prévisions plus exactes des liquidités.

40. Le Comité recommande que le HCR établisse des prévisions des liquidités pour permettre à l'Administration de déployer ses ressources plus efficacement et d'obtenir un rendement plus élevé sur ses placements.

41. Les versements effectués aux partenaires opérationnels représentent près de 40 % des dépenses du HCR. Ces versements doivent être décaissés par les bureaux extérieurs conformément aux sous-accords et à l'avancement des projets, sous réserve de la présentation de rapports sur le suivi des sous-projets, étant entendu que le solde des liquidités dont dispose le partenaire opérationnel ne doit pas dépasser 30 % du dernier versement.

42. L'Administration a déclaré que les systèmes financiers existants ne lui permettaient pas d'établir de rapports fiables sur les exceptions mais que des systèmes de contrôle étaient néanmoins appliqués et que les bureaux extérieurs étaient responsables de veiller à ce que les fonds ne soient décaissés que lorsque les partenaires opérationnels en avaient besoin. L'Administration est convenue qu'il serait bon de pouvoir disposer de rapports sur les exceptions au niveau central, mais a fait valoir que l'établissement de nouveaux rapports ne serait possible que lorsque de nouveaux systèmes auraient été mis en place. Le Comité a cependant fait observer dans ses rapports de 1994, 1995 et 1996 que les

irrégularités constatées dans la présentation des rapports de suivi des sous-projets par les partenaires opérationnels ont été un problème persistant, et il est par conséquent préoccupé par l'absence de système central de suivi dans ce domaine important.

43. Le Comité recommande que l'Administration veille à ce que les rapports de suivi des sous-projets soient présentés en temps voulu et à ce que des fonds ne soient décaissés aux partenaires opérationnels que lorsque cela est nécessaire.

44. Le Manuel du HCR prévoit plusieurs mécanismes de contrôle pour assurer une administration méthodique des liquidités dans les bureaux extérieurs. Lorsqu'il a examiné le fonctionnement du système dans plusieurs bureaux, le Comité a constaté que ces mécanismes de contrôle n'étaient pas appliqués. Parmi certaines des carences relevées, il convient de citer les suivantes :

a) La petite caisse n'était pas vérifiée chaque mois par le Directeur du bureau (Abidjan, Dar-es-Salam et Kinshasa);

b) Le livre de caisse n'était pas clos le dernier jour du mois (Kinshasa);

c) La procédure de double clé à appliquer à la caisse n'était pas suivie (Abidjan) et un fonctionnaire n'avait pas été régulièrement autorisé à assurer la garde de la petite caisse (Abidjan et Kinshasa);

d) Des soldes importants étaient conservés dans des comptes en banque non producteurs d'intérêts (Abidjan, Kinshasa et Manille);

e) Aucun plafond n'avait été fixé aux soldes liquides pouvant être tenus par les bureaux extérieurs (Dar-es-Salam et Manille);

f) Les noms de fonctionnaires mutés n'avaient pas été biffés de la liste des signataires autorisés (Kinshasa).

L'Administration a assuré le Comité qu'elle renforcerait les mécanismes de contrôle existants.

45. Le Comité recommande que l'Administration veille à ce que les bureaux extérieurs se conforment de plus près aux mécanismes de contrôle afin d'améliorer la gestion des liquidités.

2. Gestion des programmes

Tenue des comptes par des partenaires opérationnels

46. L'examen des comptes tenus par différents partenaires opérationnels a fait apparaître des carences dans la tenue des dossiers, l'inscription dans les livres de montants irrecevables et la conservation de sommes qui devaient être remboursées. Dans trois bureaux, le Comité a relevé les irrégularités suivantes dans la comptabilisation des dépenses des partenaires opérationnels :

a) Un partenaire opérationnel a imputé 297 170 dollars à un sous-projet pour la livraison de bois de feu pendant la période allant du 26 mars au 29 mai 1997 alors qu'il n'avait payé que 285 902 dollars, facturant ainsi au HCR 11 268 dollars de plus;

b) Un autre partenaire a imputé à un sous-projet l'intégralité des dépenses afférentes aux fournitures de bureaux, aux communications et à

l'entretien et à la réparation de matériels divers, bien que 75 % de ces dépenses seulement puissent être imputées au HCR;

c) Plusieurs partenaires opérationnels ont acheté pour 13 416 dollars de matériel alors même qu'aucun budget n'avait été approuvé à cette fin;

d) Contrairement aux accords conclus, deux partenaires participant à la réalisation d'un projet de soins de santé n'ont pas porté au crédit du HCR 50 % du coût des médicaments distribués aux réfugiés;

e) Des soldes non dépensés d'un montant de 217 927 dollars afférents à la période écoulée entre 1994 et 1996 n'avaient pas encore été recouvrés des partenaires opérationnels. Sur ce montant 117 927 dollars devaient être passés par pertes et profits.

47. L'Administration a déclaré qu'elle rappellerait aux partenaires opérationnels la nécessité de respecter les conditions des accords de sous-projets et les budgets.

48. Le Comité recommande au HCR de faire enquête sur les affaires susmentionnées et de prendre sans tarder les mesures nécessaires pour recouvrer le trop-perçu éventuel.

Retards dans l'exécution des projets

49. Le Comité a noté que, du fait des retards intervenus dans l'exécution des projets de deux bureaux, les services requis n'avaient pas été fournis aux bénéficiaires au moment voulu, comme expliqué ci-dessous.

50. Sur les 1 300 appartements qui devaient être prêts en octobre 1996 en prévision de l'hiver, 1 115 seulement ont pu être occupés entre mars et juillet 1997, c'est-à-dire après la fin de l'hiver.

51. En août 1996, un partenaire opérationnel s'est engagé à reconstruire 900 logements, à remettre en état 96 appartements publics et à réparer huit écoles et six dispensaires avant la fin de décembre 1996. En novembre 1997, 181 logements n'avaient pas été réparés et habités. Le Comité a également relevé que pas une seule des huit écoles n'avait été réparée, alors même que les matériaux nécessaires avaient été fournis en 1996.

52. Un sous-projet de soins et d'entretien prévoyait la remise en état de 140 appartements et de 300 logements privés. Le Comité a relevé qu'alors même que le projet devait durer du 1er juillet au 31 décembre 1996, la toiture de 180 logements privés seulement avait été réparée à la fin de janvier 1997. L'objectif du projet, qui était de fournir un abri très nécessaire en hiver, n'a donc pas été atteint. L'Administration a expliqué que ce retard avait été dû aux difficultés rencontrées auprès des municipalités et à l'impossibilité de se procurer localement des matériaux de construction.

53. Par suite du retard intervenu dans la signature de l'accord relatif à la livraison de charbon et de bois de feu, qui devait intervenir le 31 décembre 1997 au plus tard, 5 500 familles n'ont reçu du combustible pour se chauffer qu'entre février et mai 1997, c'est-à-dire après la fin du plus fort de l'hiver.

54. S'agissant d'un programme de rapatriement de réfugiés angolais, le Comité a noté qu'un montant de 55 800 dollars avait été alloué pour l'achat urgent de médicaments, la vaccination des enfants de moins de 5 ans et l'acquisition de

matériel spécial. Bien que le Service des approvisionnements et des transports ait passé des commandes pour ces médicaments et ce matériel en mars 1996 et que ceux-ci soient arrivés en mai 1996, les médicaments n'ont été distribués qu'en 1997.

55. Le Comité a relevé en outre que les retards intervenus dans l'établissement des lettres d'instruction avaient empêché de réaliser au moment voulu les objectifs de différents projets. Par exemple, un certain nombre de sous-projets de réinstallation devaient durer de janvier à août 1996, mais la lettre d'instruction concernant le projet n'a été établie qu'en juin 1996 et les accords de sous-projets n'ont été signés avec trois partenaires opérationnels qu'en août 1996. Les trois partenaires devaient former 480 élèves d'écoles secondaires et d'écoles techniques, mais deux d'entre eux n'ont formé personne.

56. Le projet prévoyait également la construction de 73 salles de classe et de latrines. A la date de clôture du sous-projet, 21 salles de classe avaient été construites et les autres en étaient à différentes étapes d'aménagement, alors même que le budget avait déjà été dépassé.

57. Le Comité considère que si les objectifs du projet n'ont pas été atteints, c'est essentiellement parce que la lettre d'instruction n'a été établie que cinq mois après la mise en route du projet.

58. Le Comité recommande au HCR de suivre de plus près la ponctualité avec laquelle les projets sont réalisés, particulièrement dans le cas de ceux pour lesquels un élément temps est critique.

3. Femmes réfugiées

59. Les femmes réfugiées représentent 58 % des réfugiés adultes dans le monde et le HCR s'y intéresse par conséquent tout particulièrement. La politique du HCR concernant les femmes réfugiées, formulée en 1989 et adoptée en 1990, met l'accent sur la nécessité d'intégrer les ressources et les besoins des femmes réfugiées à tous les aspects de la planification et de l'exécution des programmes. Le Comité a relevé que si le HCR avait adopté en vue de les appliquer les recommandations formulées au sujet des questions intéressant les femmes par la quatrième Conférence mondiale sur les femmes, tenue à Beijing en 1995, ces recommandations n'avaient pas encore, en avril 1998, été incorporées aux directives opérationnelles du HCR.

60. L'Administration a déclaré qu'elle avait l'intention de mettre à jour prochainement la politique concernant les femmes réfugiées afin d'y incorporer certains aspects qui s'étaient fait jour récemment dans le contexte des femmes réfugiées et de l'égalité entre hommes et femmes. Elle envisageait aussi d'intégrer à toutes les politiques et à tous les programmes du HCR les recommandations formulées par les conférences mondiales tenues sous les auspices des Nations Unies dans le contexte du Plan d'action de Beijing ainsi que des mesures tendant à promouvoir l'égalité entre les sexes. Les directives opérationnelles concernant la protection des femmes réfugiées étaient en cours de révision.

61. Bien que les questions liées aux femmes réfugiées aient été prises en considération dans les manuels et que des listes de contrôle aient été établies pour aider à identifier les besoins des femmes, il ressort de l'examen du Comité que ces questions n'ont pas été pleinement intégrées au processus de formulation des projets et que les recommandations pertinentes n'ont pas été appliquées en conséquence. L'Administration a imputé cet état de choses à la situation des effectifs et à la charge de travail à laquelle le HCR était confronté.

62. Le Comité a noté que l'un des principaux obstacles qui entravaient la mise en oeuvre de la politique concernant les femmes était le manque de statistiques ventilées par âge et par sexe qui permettent d'évaluer comme il convient les besoins et ainsi de formuler des plans d'exécution. En dépit des demandes répétées formulées par le Groupe des femmes réfugiées, les bureaux extérieurs et les services du siège ne rassemblent pas et n'utilisent pas toujours des données ventilées par âge et par sexe pour évaluer les besoins et planifier les programmes et, même lorsque de telles statistiques avaient été rassemblées, elles n'étaient pas utilisées efficacement.

63. L'Administration a fait savoir qu'elle avait publié une directive selon laquelle les plans d'opération au niveau des pays devaient obligatoirement, au stade de l'élaboration des programmes, tenir compte des besoins des femmes réfugiées. Des efforts avaient été entrepris aussi pour incorporer des directives à ce sujet au Système de gestion des opérations afin d'indiquer aux programmeurs des opérations dans le pays comment intégrer à leur planification les politiques prioritaires et directives opérationnelles à cet égard du HCR.

64. Le Comité recommande que l'Administration prenne sans tarder des mesures efficaces en vue de rassembler des statistiques adéquates ventilées par sexe et par âge qui puissent être utilisées pour la formulation de programmes en faveur des femmes.

4. Enfants réfugiés

65. Les directives opérationnelles du HCR concernant les enfants réfugiés, initialement élaborées en octobre 1993, stipulent que les politiques et les programmes du Haut Commissariat doivent continuer d'être axées sur les droits des enfants et que les méthodes d'évaluation des besoins des enfants et des adolescents réfugiés doivent être améliorées, les partenaires opérationnels devant être formés en conséquence. Le Comité a relevé qu'en 1997, le Service d'inspection et d'évaluation du HCR était parvenu à la conclusion que la plupart des programmes d'aide aux réfugiés ne tenaient pas compte comme il convient des besoins et des droits des adolescents de 13 à 18 ans.

66. En juillet 1997, après la publication d'une étude de l'Organisation des Nations Unies sur l'impact des conflits armés sur les enfants, préparée par l'expert désigné par le Secrétaire général, Mme Graça Machel (le rapport Machel, voir A/51/306 et Add.1), le Haut Commissaire avait demandé à tous les bureaux extérieurs de préparer, avant la fin septembre 1997, un plan d'action visant à mettre en oeuvre les recommandations du rapport Machel, en insistant sur cinq domaines particulièrement importants, à savoir les adolescents; l'exploitation sexuelle; l'éducation; la prévention et la répression du recrutement d'enfants dans les forces armées; et les enfants non accompagnés.

67. Le Comité a noté qu'à la fin avril 1998, 54 des 90 bureaux du HCR seulement avaient répondu, et 11 seulement à la date fixée.

68. En juillet 1997, le Haut Commissaire avait également demandé que les partenaires opérationnels soient étroitement associés à la mise en oeuvre des recommandations formulées dans le rapport Machel. Le Comité est heureux de noter que le HCR et l'International Save the Children Alliance avaient entrepris d'élaborer un programme conjoint de formation des fonctionnaires du HCR et des agents des partenaires opérationnels au sujet des questions évoquées dans le rapport Machel, par exemple l'aide aux enfants soldats démobilisés et la prévention de l'exploitation des enfants réfugiés. Le premier stage pilote de formation s'est tenu en mai 1998 à Addis Abeba, le second en juin 1998 au

Pakistan et le troisième devait avoir lieu en juillet 1998 dans la Communauté d'Etats indépendants.

69. Le Comité recommande au HCR d'encourager tous les bureaux extérieurs à donner suite à la demande du Haut Commissaire pour que celui-ci puisse évaluer en détail les activités à réaliser et les ressources à mobiliser pour mettre en oeuvre le rapport Machel sur les enfants réfugiés.

5. Environnement

70. Un Groupe de l'environnement a été créé au sein du HCR sous la direction d'un coordonnateur. Ce groupe est responsable, entre autres, du suivi et de l'évaluation des activités de mise en oeuvre de la politique environnementale du HCR ainsi que de l'établissement des rapports à ce sujet.

71. Le Comité a noté que le Groupe de l'environnement avait accompli une oeuvre utile en créant un système d'information géographique afin d'évaluer l'impact environnemental dans plusieurs pays.

72. Le Comité a considéré toutefois que la politique environnementale du HCR devait être améliorée à différents égards. Il a noté par exemple que le descriptif de 14 des 15 projets réalisés dans la région des Grands Lacs qu'il avait examinés n'avaient pas tenu compte des questions environnementales. Le Comité a noté en outre qu'alors même qu'il existait un Groupe de l'environnement séparé, le HCR n'avait pas mis au point de système global d'évaluation afin de surveiller l'application de ses directives en matière d'environnement.

73. L'Administration a informé le Comité que plusieurs des projets globaux d'aide aux réfugiés dans les pays de la région des Grands Lacs comportaient des éléments environnementaux. Elle a ajouté que des directives avaient été adressées à tous les bureaux à ce sujet, qu'il avait été établi à l'intention du Service de l'inspection et de l'évaluation une liste de contrôle pour lui permettre de surveiller l'application de la politique environnementale du HCR et que ce service avait utilisé cette liste lors de ses missions en Tanzanie et au Rwanda. L'Administration a déclaré en outre que le Système de gestion des opérations, lorsqu'il aurait été introduit, permettrait de suivre plus systématiquement et plus efficacement l'exécution des projets.

74. L'Administration a également fait savoir au Comité qu'indépendamment des activités prévues par les plans d'opération au niveau des pays, le Groupe de l'environnement appuyait la réalisation de projets intéressant spécifiquement l'environnement grâce au Fonds d'affectation spéciale pour l'environnement dont la gestion lui avait été confiée : ainsi, en 1997, le Groupe avait financé dix projets de ce type, à un coût total de 1,75 million de dollars. Le Comité a examiné les dossiers concernant neuf de ces projets et a relevé que les rapports de suivi n'avaient été reçus pour aucun d'eux; par la suite, l'Administration a informé le Comité qu'il n'avait pas été reçu de rapport au sujet de cinq des dix projets. Le Comité a noté en outre que, dans les rapports de suivi présentés par les bureaux extérieurs, aucune disposition n'était prise pour y inclure une section distincte concernant les questions liées à l'environnement. De ce fait, il était difficile de se faire une idée sur l'aspect environnemental des programmes réalisés par le HCR sur le terrain.

75. Le Comité recommande à l'Administration de mettre au point un système complet de suivi et d'évaluation pour veiller à ce qu'il soit dûment tenu compte des questions envisagées dans sa politique en matière d'environnement.

6. Achats

76. Le Comité a relevé que, dans plusieurs cas, les bureaux extérieurs n'avaient pas exercé un contrôle suffisant sur les achats, comme indiqué ci-dessous.

77. En juillet-août 1997, un bureau du HCR a acheté sept véhicules légers, à un coût de 230 741 dollars, pour un projet de soins et d'entretien. Le Comité a noté que cet achat était contraire à la lettre d'instruction, aux termes de laquelle les véhicules devaient être loués et non pas achetés. Le Chef de l'équipe de secours d'urgence avait passé commande en juillet 1997 pour l'achat local des sept véhicules, sans attendre l'autorisation du siège. Aucun devis n'avait été demandé à des fournisseurs sélectionnés, et aucune soumission n'avait été obtenue.

78. Le Comité a noté en outre que huit véhicules avaient déjà été mis à la disposition de ce projet et que les véhicules achetés dépassaient par conséquent les besoins.

79. Dans le cas d'un sous-projet de soins de santé à 82 000 réfugiés réalisé par le même bureau, et alors même que les plans d'achat devaient être soumis au siège en novembre 1995, les médicaments ont été livrés en mars 1997, soit près de trois mois après la fin du sous-projet.

80. En outre, le Comité a noté qu'en octobre 1997, l'Administration avait acheté localement trois véhicules, d'un coût de 99 903 dollars, pour ses partenaires opérationnels plutôt que de suivre la procédure normale d'achat par l'entremise du Service des approvisionnements et des transports, ce qui avait entraîné un sur-coût de 18 000 dollars.

81. Le Comité recommande à l'Administration de veiller à ce que les bureaux extérieurs suivent de plus près les procédures établies en matière d'achat et les dispositions des lettres d'instruction.

Location de bâtiments

82. Le bureau régional de Kinshasa (République démocratique du Congo) a conclu un bail pour la location d'un immeuble à usage de bureaux dans lequel il devait emménager en 1996. Le Comité a noté que le HCR avait payé 12 mois de loyer à l'avance et avait versé une caution ne portant pas intérêts représentant trois mois de loyer (120 000 dollars au total) en juin 1996, mais n'avait occupé le bâtiment qu'un an plus tard, en juin 1997. Le contrat de bail ne spécifiait pas en détail quels étaient les locaux loués et ne prévoyait pas d'exonération d'impôts pour le HCR.

83. Le Comité recommande à l'Administration de faire enquête sur cette affaire et de prendre les mesures qui s'imposent.

7. Gestion des avoirs

Mise en place du système MINDER

84. Le système MINDER de suivi des avoirs a été introduit en 1995 pour comptabiliser et vérifier tous les biens durables détenus par le HCR et ses partenaires opérationnels. Bien que la mise en oeuvre du système se soit poursuivie en 1995, 1996 et 1997, le Comité a relevé que les bureaux extérieurs n'avaient introduit que le premier module, concernant la comptabilisation des avoirs. Or, le système prévoyait également une vérification matérielle au moyen

de lecteurs de codes à barre. Dans son rapport de 1996, le Comité avait recommandé qu'une vérification matérielle de tous les avoirs, y compris ceux qui n'étaient pas comptabilisés dans le système, soit opérée sans tarder. Il a noté cependant qu'en avril 1998, cette vérification n'avait pas encore été effectuée.

85. Le Comité a noté que l'opération de comptabilisation des avoirs avançait lentement et qu'en décembre 1997, 25 des 134 bureaux extérieurs n'avaient pas encore mis en place le système. En septembre 1997, 43 508 avoirs représentant une valeur totale de 233 millions de dollars avaient été entrés dans le système, contre 37 828 articles représentant une valeur d'acquisition estimée à 208 millions de dollars au 31 décembre 1996. En novembre 1997, l'Administration a informé le Comité qu'elle s'employait à obtenir les bases de données initiales pour pouvoir ensuite mettre à jour les bases de données existantes et regrouper toutes celles qui existaient dans le monde avant le 31 décembre 1997. Toutefois, le Comité a noté que les progrès accomplis avaient été très limités étant donné qu'au 31 décembre 1997, la valeur des avoirs comptabilisés dans le système MINDER n'avait atteint que 234,25 millions de dollars.

86. C'est lentement aussi que les avoirs détenus par les partenaires opérationnels ont été comptabilisés. Bien que l'Administration ait estimé que 80 % environ des avoirs étaient détenus par des partenaires, lesdits avoirs ne représentaient que 25 % environ de ceux qui étaient comptabilisés dans le système MINDER.

87. Le Comité a noté que l'introduction du module de vérification matérielle du système MINDER avait posé des problèmes. Au siège, cette vérification n'avait commencé qu'en décembre 1997. Dans les bureaux extérieurs, aucune vérification matérielle n'avait été faite en raison des retards intervenus dans la livraison des lecteurs de codes à barre par suite de difficultés techniques et de problèmes de dédouanement. Les lecteurs de codes à barre ont été envoyés aux bureaux extérieurs en août 1997 en même temps que la dernière version du système MINDER.

88. Le Comité a constaté avec plaisir que le HCR avait entrepris de revoir les avoirs à valeur nulle (au nombre de 11 753 en 1996) de sorte que leur nombre avait été ramené à 5 507 en décembre 1997.

89. Toutefois, le Comité a noté avec préoccupation qu'en raison des carences constatées dans la comptabilisation et la vérification des avoirs, la valeur des biens durables n'avait pas été indiquée avec exactitude dans les états financiers. Le Comité considère que l'absence d'états appropriés et complets risque de compromettre la bonne garde des avoirs.

90. Le Comité recommande à l'Administration de faire sans tarder le nécessaire pour achever l'installation du système MINDER dans tous les bureaux extérieurs et introduire tous les aspects du système de sorte que la comptabilité reflète avec exactitude les avoirs du HCR et ceux détenus par ses partenaires opérationnels et pour améliorer le contrôle exercé sur les avoirs.

8. Audit interne

91. Comme suite à la réponse reçue du Comité consultatif pour les questions administratives et budgétaires (voir le paragraphe 5 ci-dessus), le Comité a passé en revue l'application des mécanismes d'audit interne mis en place conformément au Mémoire d'accord conclu entre le HCR et le Bureau des services de contrôle interne.

92. Ce Mémoire d'accord, signé en avril 1997, prévoit ce qui suit :

a) Le Bureau des services de contrôle interne doit fournir des services de vérification interne des comptes au HCR pour la vérification des contributions volontaires administrées par le Haut Commissaire;

b) Une section distincte de la Division de l'audit et des conseils de gestion du Bureau doit être constituée et dotée d'au moins 12 administrateurs, dont un chef de section de classe D-1. Certains des fonctionnaires de cette section doivent être affectés sur le terrain en qualité de vérificateurs résidents;

c) Le programme d'audit doit être mené à bien sur un cycle de trois ans en moyenne. Les opérations de grande envergure ou présentant plus de risques feront l'objet de vérifications plus fréquentes, tandis que les opérations de moindre envergure et moins risquées seront vérifiées moins souvent;

d) Le HCR et la Division de l'audit et des conseils de gestion doivent créer une base de données commune sur les communications faites à la suite des vérifications et sur l'application des recommandations formulées;

e) Il doit être élaboré des procédures afin de porter les conclusions des opérations de vérification à la connaissance de la direction.

93. Le Comité a noté que l'un des postes à Genève avait été reclassé D-1. Des avis de vacance de poste avaient été publiés en mars 1998 pour deux des quatre postes d'administrateur supplémentaires devant être pourvus conformément au Mémorandum d'accord. Les vérificateurs devaient être en poste à la fin de 1998, ce qui porterait le nombre total d'administrateurs à dix. Le Bureau des services de contrôle interne a informé le Comité que, pour pourvoir les deux autres postes de vérificateurs résidents (P-3) envisagés dans le Mémorandum d'accord, il faudrait tenir compte du volume futur des opérations du HCR et de ses perspectives de financement.

94. Un projet de programme d'audit à moyen terme portant sur la période 1998-2001 a été élaboré, mais il doit être perfectionné, après réévaluation des risques, avant d'être soumis au Comité de surveillance du HCR.

95. Selon ce projet de plan à moyen terme, des cotes de risque ont été affectées aux différents bureaux extérieurs et programmes de pays du HCR. Un cycle et un budget, ce dernier étant exprimé en nombre de jours, ont été prévus pour chaque bureau et chaque programme. Le cycle normal d'audit est de quatre ans. Pour la plupart des bureaux régionaux, il est de deux ans. Pour les petits programmes réalisés dans des pays où le HCR n'a pas de bureau établi, il a été maintenu à huit ans. Le Bureau des services de contrôle interne considère que ce programme pourra être mené à bien au moyen des effectifs qui devraient être disponibles à la fin de 1998.

96. Le Bureau des services de contrôle interne a fait savoir que ses données et celles du HCR concernant la mise en oeuvre des recommandations formulées à l'issue des opérations d'audit sont continuellement comparées, des efforts supplémentaires devant être déployés pour créer la base de données commune envisagée par le Mémorandum d'accord.

97. Comme la signature du Mémorandum est encore trop récente, le Comité passera en revue son application lors de ses futures vérifications.

9. Problèmes de l'an 2000

98. Le Comité est attaché à déterminer dans quelle mesure le HCR est prêt à faire face aux problèmes de l'an 2000, qui menacent tous les systèmes informatiques. Il a noté que le HCR avait établi un inventaire des applications informatiques et les avait analysées pour s'assurer qu'elles continueraient de fonctionner après l'an 2000. Le HCR avait également entrepris le processus de conversion et de remplacement des applications dont le bon fonctionnement ne pourrait être assuré après l'an 2000. L'Administration a informé le Comité que son module d'essai ne serait disponible qu'à la fin de l'automne 1998, date à laquelle le Centre international de calcul mettrait son ordinateur central à la disposition du HCR pour procéder aux essais.

99. Le Comité recommande au HCR de veiller à ce que tous les systèmes soient testés pour déterminer s'ils pourront fonctionner comme il convient après l'an 2000, suffisamment à l'avance pour pouvoir remédier à tout problème éventuel.

10. Cas de fraude et de présomption de fraude

100. Le HCR a informé le Comité qu'aucun cas de fraude ou de présomption de fraude n'avait été porté à son attention en 1997.

D. Remerciements

101. Le Comité tient à remercier le Haut Commissaire, ses proches collaborateurs et le personnel du Haut Commissariat du concours et de l'assistance qu'ils lui ont prêtés au cours de ses travaux.

Le Contrôleur et Vérificateur général des comptes de l'Inde
(Signé) Vijay Krishna SHUNGLU

Le Vérificateur général des comptes du Ghana
(Signé) Osi Tutu PREMPEH

Le Contrôleur et Vérificateur général des comptes du
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
(Signé) John BOURN

Le 15 juillet 1998

ANNEXE

Suivi des mesures prises en application des recommandations formulées par le Comité des commissaires aux comptes dans son rapport sur l'exercice terminé le 31 décembre 1996*

RECOMMANDATION 10 a)

1. Le HCR devrait veiller à ce que les partenaires opérationnels présentent les attestations de vérification des comptes dans un délai suffisamment court pour que l'Administration soit assurée de la régularité, de la conformité et de la justesse des dépenses qu'ils ont engagées et qui figurent dans les états financiers

Mesures adoptées par l'Administration

2. Pour faire en sorte que les partenaires opérationnels présentent des attestations d'audit, le HCR a décidé, à titre de première mesure, de rendre la clause à cet effet obligatoire pour tous les projets à compter du 1er janvier 1997. En outre, il a décidé d'établir une différence aux fins de la vérification, à compter du 1er mai 1998, entre les différentes catégories de partenaires opérationnels, comme suit :

a) Organisation des Nations Unies et institutions apparentées, auxquelles le siège ne demandera pas d'attestation autre que les états financiers annuels vérifiés par la même autorité que celle qui vérifie les comptes du HCR ou une autorité comparable;

b) Les partenaires gouvernementaux, qui sont désormais tenus de soumettre une attestation de vérification dans les trois mois suivant la date limite de règlement des engagements;

c) Les organisations non gouvernementales internationales, lesquelles doivent présenter des attestations de vérification dans les six mois suivant la fin de l'exercice de l'organisation;

d) Les organisations non gouvernementales nationales, qui doivent présenter des attestations de vérification dans les six mois suivant la date limite de règlement des engagements pour tous les sous-accords ou séries de sous-accords d'une valeur dépassant 100 000 dollars pendant l'année.

Le HCR a également entrepris d'établir une base complète de données sur les ONG qui comprendra des informations financières à leur sujet, et en particulier sur leur capacité de se conformer aux règles du HCR en matière de rapports et de vérification.

Observations du Comité

3. Le Comité se félicite des mesures adoptées par le HCR. Il considère que lorsque des projets d'une valeur annuelle inférieure à 100 000 dollars sont reportés d'une année sur l'autre, ils devraient être vérifiés au moins une fois pendant leur exécution. Le Comité continuera de suivre les progrès accomplis dans ce domaine. Il a également commenté cette question dans le présent rapport.

* Documents officiels de l'Assemblée générale, cinquante-deuxième session, Supplément No 5E (A/52/5/Add.5), chap. I, par. 10.

RECOMMANDATION 10 b)

4. L'Administration du HCR devrait revoir d'urgence le système actuel de comptabilisation des dépenses des partenaires opérationnels. Elle devrait également veiller à recevoir de ses partenaires tous les rapports financiers en souffrance et, après vérification, à utiliser ceux-ci pour solder le compte d'attente dans le système d'information administrative et de gestion.

Mesures adoptées par l'Administration

5. Selon l'Administration, la majorité des rapports que n'avaient pas encore soumis les partenaires opérationnels pour des projets réalisés en 1994, 1995 et 1996 avaient été reçus fin juin 1998 et entrés dans le système d'information sur la gestion financière. Par suite de contraintes techniques, de 4 à 5 % des versements effectués aux partenaires opérationnels pour des projets réalisés en 1994, 1995 et 1996 n'ont pas encore été apurés. Le dépouillement manuel des états de dépenses reçus des partenaires opérationnels se poursuit et, à l'exception de 1 % d'entre eux, ils devraient tous avoir été apurés d'ici à la fin de 1998. Les versements effectués à des partenaires opérationnels pour des projets de 1997 demeurent dans le compte d'attente, essentiellement par ce que la période de règlement, pour la plupart des projets de 1997, s'étend au moins jusqu'au 31 mars 1998. Des rapports auront donc été reçus et traités sur le terrain en avril et mai 1998.

Observations du Comité

6. Le Comité se félicite des mesures adoptées et il continuera de suivre la question. Il a également commenté celle-ci dans le présent rapport.

RECOMMANDATION 10 c)

7. Le HCR devrait s'attacher davantage à examiner et annuler rapidement les engagements qui ne sont plus nécessaires.

Mesures adoptées par l'Administration

8. Le Groupe des projets qui a été créé récemment a été chargé de revoir le niveau des engagements et de veiller à ce qu'ils soient annulés dès qu'ils ne sont plus nécessaires. Le montant des engagements non réglés en fin d'exercice n'a cessé de diminuer, et tel est également le cas du pourcentage qu'ils représentent par rapport aux dépenses totales de l'exercice.

Observations du Comité

9. Le Comité a commenté cette question dans le présent rapport.

RECOMMANDATION 10 d)

10. Les dépenses d'exécution des programmes et les dépenses d'appui administratif inscrites au budget des différents programmes de pays devraient être revues, et des normes devraient être établies.

Mesures adoptées par l'Administration

11. Les dépenses d'appui à l'exécution et à l'administration des programmes pour la période allant de 1994 à 1996 ont été passées en revue et il a été examiné différentes propositions tendant à en présenter un tableau plus réaliste. Le HCR a également décidé de plafonner les postes afférents aux

programmes généraux à leur niveau du 1er janvier 1998. Les dépenses d'appui à l'exécution et à l'administration des programmes sont suivies pendant toute l'année, mais leur niveau est analysé avec une attention particulière lors du processus annuel d'examen de l'exécution du budget. Bien que le niveau de ces dépenses doive être maîtrisé, le HCR ne fixe généralement pas de normes en ce qui concerne la proportion qu'elles devraient représenter par rapport aux dépenses afférentes aux projets opérationnels. Nombre des dépenses imputées à l'exécution des programmes, en particulier, se rapportent à des activités que le HCR a reçu pour instruction d'exécuter, et ne représentent pas des dépenses supplémentaires qui pourraient être "fixées" par région ou par pays. Les dépenses d'appui administratif, en revanche, constituent effectivement des frais généraux et des normes peuvent être établies pour ce qui est du pourcentage qu'elles devraient représenter par rapport aux dépenses d'appui à l'exécution des programmes et aux dépenses afférentes aux projets opérationnels. Le HCR a récemment décidé d'harmoniser la structure de son budget pour l'aligner sur celle de plusieurs autres institutions des Nations Unies. Lorsque cette opération sera achevée, l'on pourra établir et maintenir des normes concernant le pourcentage des dépenses d'administration par rapport aux dépenses opérationnelles.

Observations du Comité

12. Le Comité suivra les progrès accomplis dans ce domaine.

RECOMMANDATION 10 e)

13. Les objectifs des projets devraient être clairement définis et quantifiés afin qu'il y ait une bonne adéquation entre ces objectifs et les ressources et que les partenaires aient une idée claire des buts à atteindre à la fin de la période considérée.

Mesures adoptées par l'Administration

14. Selon l'Administration, le système de gestion des programmes qu'utilise le HCR depuis de nombreuses années est fondé sur le principe de la gestion orientée vers des objectifs. Le système de budgétisation, toutefois, demeure orienté vers des ressources quantifiables plutôt que vers l'impact des activités et les résultats obtenus. La nécessité de fonder aussi bien la planification que la budgétisation sur des objectifs clairement définis qui soient à la fois quantifiables et vérifiables a été reconnue dès la mise en route du processus de transformation et est l'un des principaux éléments du système de gestion des opérations que l'on s'emploie actuellement à mettre au point. Les méthodes aussi bien de planification que de budgétisation qui seront appliquées dans le cadre du nouveau système seront orientées vers les résultats à tous les niveaux, du but global de l'opération aux objectifs assignés aux éléments des différents projets avec les partenaires opérationnels. Un nouveau format des plans d'opération annuels par pays a été introduit en 1998 pour encourager les bureaux extérieurs à identifier les objectifs à réaliser dans les pays et les indicateurs de progrès. Il sera rendu compte dans les futurs rapports des progrès accomplis dans ce domaine.

Observations du Comité

15. Le Comité suivra les progrès réalisés à cet égard.

RECOMMANDATION 10 f)

16. En attendant la mise en place du nouveau système de gestion des opérations, l'élaboration des plans de travail devrait être renforcée et mieux adaptée aux différents programmes, et des indicateurs de performance adéquats devraient être utilisés.

Mesures adoptées par l'Administration

17. Le HCR a déclaré qu'il avait encouragé les bureaux extérieurs à établir avec leurs partenaires opérationnels des plans de travail sur la base des sous-projets dans tous les cas où cela pouvait être utile. Dans le cas d'opérations plus vastes, cela n'était pas vraiment utile, et les plans de travail étaient donc facultatifs. Toutefois, les instructions données concernant la préparation des plans de travail étaient en cours de révision et il était envisagé de réintroduire cet élément dans le nouveau système en tant que moyen de planification et de suivi.

Observations du Comité

18. Le Comité suivra les progrès accomplis à cet égard.

RECOMMANDATION 10 g)

19. Les descriptifs de sous-projet devraient être plus précis, la nature de l'assistance et les responsabilités des partenaires opérationnels étant clairement indiquées, et ils devraient contenir des indicateurs de performance utilisables pour le suivi.

Mesures adoptées par l'Administration

20. Le HCR a déclaré que le Système d'information financière et de gestion exigeait l'établissement, dans les descriptifs de projet, d'une correspondance très étroite entre le budget et la description des activités. Cette corrélation, bien qu'elle facilite le suivi financier, ne permet pas toujours de décrire aisément de façon claire et complète toutes les activités. Il s'agit là d'une carence dont l'Administration est consciente et à laquelle elle s'attachera à remédier dans le cadre du nouveau Système de gestion des opérations. L'un des objectifs de ce système est précisément de faire une plus large place à la description des activités à réaliser ainsi qu'aux moyens de suivre les progrès accomplis. Le HCR espère appliquer cette méthode dans les descriptifs des programmes de 1999.

Observations du Comité

21. Le Comité suivra les progrès accomplis dans ce domaine.

RECOMMANDATION 10 h)

22. L'Administrateur devrait redoubler d'efforts pour obtenir les rapports de suivi des projets.

Mesures adoptées par l'Administration

23. Tout en acceptant cette recommandation, le HCR a fait valoir que les retards étaient dus à différents facteurs, y compris à la présentation tardive des rapports financiers par les partenaires opérationnels. L'Administration avait adopté des mesures pour présélectionner les partenaires opérationnels sur

la base de leur capacité de produire des rapports financiers ponctuels, et le nouveau processus de budgétisation tendrait à simplifier les échanges de données financières entre le HCR et ses partenaires afin de pouvoir présenter des rapports plus rapidement.

Observations du Comité

24. Le Comité passera en revue les mesures adoptées par le HCR à cet égard lors de ses vérifications futures.

RECOMMANDATION 10 i)

25. Le HCR devrait mettre en place des procédures garantissant que les programmes à impact rapide donnent des résultats dans les délais souhaités.

Mesures adoptées par l'Administration

26. L'Administration a déclaré que les projets à impact rapide contribuaient souvent beaucoup à faciliter le retour et la réintégration dans leur propre pays des populations de réfugiés. Lorsqu'ils échouaient, c'était souvent par suite de contraintes sans rapport avec la conception des projets : problèmes de sécurité, financement insuffisant, absence de partenaires opérationnels et différends concernant la propriété des terres. En dépit de ces difficultés, le concept de projet à impact rapide demeure un aspect important des efforts déployés par le HCR pour faciliter la réintégration des rapatriés. En 1997, il avait été créé un Groupe spécial au sein de la Section de l'appui aux programmes et de l'appui technique pour aider les directeurs de programmes à formuler des stratégies de réintégration, notamment dans le contexte de projets à impact rapide. Le Groupe avait publié dans ce contexte un manuel sur la promotion de l'autonomie et de l'emploi des réfugiés qui complétait les directives distribuées précédemment sur des questions connexes.

Observations du Comité

27. Le Comité continuera de suivre cette question lors de ses vérifications futures.

RECOMMANDATION 10 j)

28. Le HCR devrait poursuivre les progrès déjà réalisés pour ce qui est d'obtenir des bureaux extérieurs qu'ils communiquent des plans d'achats annuels, et ce, en incitant encore plus de bureaux extérieurs à en établir.

Mesures adoptées par l'Administration

29. Au début de la période considérée, le Service des approvisionnements et des transports n'avait reçu des bureaux extérieurs que moins de 22 % des plans d'achats attendus. Etant donné le faible taux de réponse et compte tenu que les plans en question n'avaient pas de raison d'être visible, il avait été renoncé à en demander lors de la préparation des programmes de 1995. Les instructions concernant les plans d'achats pour 1996 avaient été considérablement révisées et, de ce fait, de tels plans avaient été reçus de 37 pays. Les instructions avaient encore été améliorées en 1997, et il avait été reçu 55 plans (environ 4 % du total prévu); 15 autres pays avaient confirmé qu'ils ne prévoyaient pas d'achats. D'autres changements ont été introduits dans les plans d'achats de 1998. Ensemble, tous ces changements ont facilité l'établissement des plans par les responsables des programmes et ont amélioré la qualité des informations reçues. Le HCR prévoyait que cette tendance positive se poursuivrait et que

lorsque la réalisation du projet relatif à la chaîne des approvisionnements (qui tend à restructurer le processus d'achat) aura été achevée, en 2001, la recommandation du Comité aura été intégralement appliquée.

Observations du Comité

30. Le Comité se félicite des progrès accomplis et espère que ses recommandations seront intégralement appliquées.

RECOMMANDATION 10 k)

31. L'Administration devrait adresser à tous les bureaux extérieurs et aux services demandeurs du siège des directives sur la nécessité de définir les mandats des consultants de manière plus précise et en fonction de résultats, et d'y faire figurer des objectifs, des critères quantitatifs et des dates de livraison de produits réalisables et mesurables.

Mesures adoptées par l'Administration

32. Le HCR avait rappelé à tous ses bureaux extérieurs et services du siège la nécessité de respecter les principes fondamentaux régissant le recrutement des consultants. Il avait également soumis un rapport au Comité permanent du Comité exécutif à sa onzième session, en avril 1998. Ce rapport exposait en détail les procédures actuellement en vigueur concernant le recrutement des consultants et les mesures qui avaient été adoptées pour répondre aux préoccupations exprimées par les commissaires aux comptes. Il était notamment indiqué dans ce rapport que lorsque les services de consultants étaient le produit final, le mandat pouvait décrire très spécifiquement les services à fournir en termes aussi bien quantitatifs que qualitatifs et déterminer le calendrier de prestation des services. Toutefois, nombre des services de consultants dont le HCR avait besoin portaient sur la prestation continue ou échelonnée de services sur des périodes de durée diverse qui pouvaient être ou ne pas être consécutives. Le HCR a déclaré qu'il veillait à ce que le service technique compétent établisse ou passe en revue le mandat des consultants et à ce que ces derniers soient pleinement informés du contexte dans lequel l'on avait recours à eux. Les services techniques compétents communiquaient aux consultants non seulement leurs mandats, mais aussi la documentation à l'appui nécessaire pour replacer les services à fournir dans leur contexte et pour faciliter une supervision technique continue. Ainsi, le HCR pouvait sans tarder prendre les mesures correctives nécessaires pour réorienter, élargir ou au contraire réduire les services de consultants en cas de changement de circonstances.

Observations du Comité

33. Le Comité continuera de suivre le fonctionnement de ce système.

RECOMMANDATION 10 l)

34. Le HCR devrait, dans le cadre de ses plans de décentralisation, veiller à tenir un fichier central actualisé.

Mesures adoptées par l'Administration

35. Dans le rapport qu'il a présenté au Comité exécutif à sa quarante-huitième session, le HCR a déclaré qu'il avait l'intention, dans le cadre de ses plans de décentralisation, de mettre au point un logiciel qui permette de tenir à jour les informations relatives au personnel aussi bien au siège que sur le terrain et qu'il serait possible d'avoir accès à cette information partout dans le

monde. L'Administration a ajouté que si les informations contenues dans le fichier seraient stockées dans une banque de données centrale, elles pourraient être mises à jour par les sections ou services responsables d'y entrer les qualifications techniques des candidats.

36. Dans le rapport qu'il a présenté au Comité permanent du Comité exécutif à sa onzième session, en avril 1998, le HCR a déclaré qu'il s'attacherait à dissiper la crainte que la décentralisation envisagée de l'administration des consultants n'affaiblisse le processus en veillant à ce que les services techniques tiennent des dossiers contenant des indications sur la qualité des services fournis lors de contrats précédents. En outre, les fichiers informatisés tenus par la Division de la gestion des ressources humaines par le passé continueraient d'être tenus dans une banque de données centralisée. Chacun des principaux services utilisant des consultants aurait accès à cette base de données et pourrait consulter les dossiers concernant l'exécution de contrats précédents. Le HCR a ajouté que la Division de la gestion des ressources humaines demeurerait responsable des activités importantes, c'est-à-dire de l'évaluation des consultants sur la base de leurs qualifications et de leur expérience et qu'elle examinerait périodiquement les dossiers tenus par les services qui utilisaient des consultants pour veiller à ce que tous les dossiers et documents nécessaires à des fins de vérification soient tenus comme il convient.

Observations du Comité

37. Le Comité prend note des efforts déployés par le HCR pour améliorer la situation dans ce domaine.

RECOMMANDATION 10 m)

38. Le système MINDER devrait être perfectionné plus avant afin de permettre le transfert électronique des données du système de gestion des achats au système de gestion des biens.

Mesures adoptées par l'Administration

39. Le HCR a déclaré qu'il s'employait actuellement à renouveler ses systèmes d'administration au siège et sur le terrain et hésitait à investir davantage dans la modernisation du système MINDER actuellement utilisé. L'Administration, sensible toutefois aux buts visés par la recommandation formulée par les commissaires aux comptes, en avait tenu compte dans la planification de ses nouveaux systèmes, qui permettraient de transférer électroniquement des données du système d'achats au système de gestion des avoirs. Les travaux actuellement en cours dans le cadre du projet relatif à la chaîne des approvisionnements prendraient en considération l'aspect logistique des avoirs du HCR. Le nouveau Système d'information sur la gestion financière suivrait les avoirs du HCR du point de vue financier. Lorsque les nouveaux systèmes auraient été mis en place, le suivi des avoirs serait beaucoup plus facile.

Observations du Comité

40. Le Comité suivra les progrès accomplis dans ce domaine.

RECOMMANDATION 10 n)

41. L'inventaire physique de tous les biens, y compris ceux qui ne sont pas enregistrés dans le système, devrait être mené à bien dans les meilleurs délais.

Mesures adoptées par l'Administration

42. Le HCR a informé le Comité qu'afin d'appliquer cette recommandation, des lecteurs de codes à barre avaient été envoyés aux bureaux extérieurs en août 1997 en même temps que la dernière version du logiciel MINDER. Les retards intervenus dans l'expédition des lecteurs de codes à barre aux bureaux extérieurs avaient été dus à des difficultés techniques liées aussi bien au logiciel qu'au matériel. En outre, le dédouanement du matériel avait entraîné d'autres retards dans plusieurs pays, où le matériel électronique ne peut être importé qu'après que des certificats d'exemption ont été demandés aux services gouvernementaux compétents et délivrés par ces derniers. Le HCR a ajouté que la vérification physique des avoirs au siège avait commencé au début de décembre 1997 dans le cadre de la clôture des comptes en fin d'exercice, que les bureaux extérieurs réalisaient des vérifications physiques des avoirs qui avaient été entrés dans le système MINDER et que les résultats globaux de cet inventaire seraient connus au début du deuxième trimestre de 1998.

Observations du Comité

43. Le Comité a commenté cette question dans le présent rapport.

CHAPITRE II

OPINION

Nous avons vérifié les états financiers ci-joints, c'est-à-dire les états I à III, les tableaux 1 à 10, l'appendice et les notes se rapportant aux contributions volontaires administrées par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés pour l'exercice allant du 1er janvier au 31 décembre 1997. Ces états financiers relèvent de la responsabilité du Haut Commissaire. Notre propre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur lesdits états sur la base de notre vérification.

Nous avons procédé à notre vérification conformément aux normes communes de vérification du Groupe des vérificateurs externes des comptes de l'Organisation des Nations Unies, des institutions spécialisées et de l'Agence internationale de l'énergie atomique. En vertu desdites normes, nous devons planifier et effectuer nos vérifications de manière à obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes substantielles. La vérification consiste à examiner par sondage, selon ce que le Comité des commissaires aux comptes juge nécessaire en l'occurrence les pièces à l'appui des montants et des indications figurant dans les états financiers. La vérification comporte également une évaluation des principes comptables utilisés et des principales estimations faites par le Haut Commissaire ainsi que de la présentation d'ensemble des états financiers. Notre vérification constitue à notre avis une base qui nous permet raisonnablement d'exprimer une opinion sur les états financiers.

Notre opinion est que les états financiers reflètent fidèlement, à tous égards, la situation financière au 31 décembre 1997 ainsi que les résultats des opérations et les mouvements de trésorerie pour l'exercice qui s'est achevé à cette date, conformément aux politiques comptables du HCR telles qu'elles sont exposées dans la note 2 des états financiers, politiques qui ont été appliquées d'une manière comparable à celle de l'exercice précédent.

En outre, notre opinion est que les opérations du Haut Commissariat que nous avons analysées dans le cadre de notre vérification ont à tous égards importants été conformes au Règlement financier et au texte les autorisant.

Conformément à l'article XII du Règlement financier, nous avons également établi un rapport détaillé sur notre vérification des états financiers se rapportant aux contributions volontaires administrées par le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés.

Le Contrôleur et Vérificateur général des comptes de l'Inde
(Signé) Vijay Krishna SHUNGLU

Le Vérificateur général des comptes du Ghana
(Signé) Osi Tutu PREMPEH

Le Contrôleur et Vérificateur général des comptes du
Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord
(Signé) John BOURN

Le 15 juillet 1998

CHAPITRE III

EXPOSE DES RESPONSABILITES DU HAUT COMMISSAIRE ET APPROBATION DES ETATS FINANCIERS

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés est responsable du contenu et de l'exactitude des états financiers se rapportant aux contributions volontaires administrées par le Haut Commissariat qui sont soumis au Comité exécutif du Programme du Haut Commissariat et à l'Assemblée générale des Nations Unies.

Dans l'exercice de cette responsabilité, le HCR opère sur la base de politiques et de normes comptables prescrites et applique des systèmes et des procédures de contrôle interne de la comptabilité pour s'assurer de l'exactitude des informations financières et pour garantir la bonne garde de ses avoirs. Les systèmes de contrôle et les états financiers sont soumis aux vérifications de la Division de l'audit et des conseils de gestion du Bureau des services de contrôle interne de l'Organisation des Nations Unies ainsi que du Comité des commissaires aux comptes de l'Organisation.

Dans ce contexte, les états financiers ci-joints, c'est-à-dire les états I à III, les tableaux 1 à 10, l'appendice et les notes correspondantes, ont été préparés conformément au Règlement financier du HCR (A/AC.96/503/Rev.6) et aux normes comptables du système des Nations Unies. De l'avis de la direction, lesdits états financiers reflètent fidèlement la situation financière du HCR au 31 décembre 1997 et 1996 ainsi que les résultats de ses opérations et ses mouvements de trésorerie concernant les différents programmes, fonds et comptes pour les exercices qui se sont achevés auxdites dates.

Les états financiers sont par les présentes :

Certifiés :

Approuvés :

Le Contrôleur et Directeur
(Signé) Jean-Marie FAKHOURI

Le Haut Commissaire des Nations Unies
pour les réfugiés
(Signé) Sadako OGATA

Genève, le 26 février 1998

CHAPITRE IV

ETATS FINANCIERS DE L'ANNEE TERMINEE

LE 31 DECEMBRE 1997

NOTES EXPLICATIVES

Note 1. Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) et ses activités

Le Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) a été établi par la résolution 319 A (IV) de l'Assemblée générale en date du 3 décembre 1949; son statut a été approuvé par l'Assemblée dans sa résolution 428 (V) du 14 décembre 1950.

L'objectif général du HCR est d'assurer une protection internationale aux réfugiés et de chercher des solutions durables aux problèmes des réfugiés. D'une part, le HCR est tenu de sauvegarder les principes fondamentaux de l'asile et du non-refoulement et d'assurer le respect des droits fondamentaux des réfugiés, qui doivent être traités de façon décente et humaine. De l'autre, le HCR a dû organiser à la demande de l'Assemblée générale et des gouvernements concernés de vastes opérations d'assistance matérielle pour répondre aux besoins des réfugiés. Par la suite, les résolutions de l'Assemblée générale, du Conseil économique et social et du Comité exécutif du HCR ont amené le Haut Commissariat, dans l'esprit de son mandat, à aider d'autres groupes de personnes considérées comme relevant également de sa compétence. Dans les situations d'urgence humanitaires complexes, le HCR contribue aussi à la fourniture d'une assistance humanitaire.

Le Haut Commissaire fait chaque année rapport à l'Assemblée générale par l'intermédiaire du Conseil économique et social. Le Comité exécutif du Programme du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés a été créé en application de la résolution 1166 (XII) de l'Assemblée générale en date du 26 novembre 1957, afin de conseiller le Haut Commissaire dans l'exercice de ses fonctions et d'approuver l'affectation donnée aux contributions extrabudgétaires apportées au Haut Commissariat. Le cycle annuel de sessions du Comité exécutif comprend une session plénière annuelle et plusieurs réunions intersessions d'un Comité permanent plénier. Le Comité exécutif est actuellement composé des représentants de 51 pays membres. Les rapports du Comité exécutif sur les travaux de ses sessions sont soumis à l'Assemblée générale en tant qu'additif aux rapports du Haut Commissaire.

Note 2. Résumé des grands principes comptables et financiers

a) Règles de gestion financière applicables aux contributions volontaires. Les comptes du HCR relatifs aux contributions volontaires sont établis conformément aux Règles de gestions financière des contributions volontaires gérées par le Haut Commissaire pour les réfugiés (A/AC.96/503/Rev.6) approuvées par le Comité exécutif à sa quarante-sixième session. Les états et tableaux financiers sont également conformes aux normes comptables du système des Nations Unies, telles qu'elles figurent dans le rapport du Secrétaire général (A/48/530), dont l'Assemblée générale a pris note dans sa résolution 48/216 C du 23 décembre 1993.

b) Comptabilisation des fonds. Les comptes du HCR sont tenus sur la base de la comptabilisation par fonds. Il existe des comptes distincts pour les fonds à des fins générales ou les fonds à des fins spéciales, conformément aux règles de gestion financière des contributions à long terme. Les fonds à des fins générales financent les activités prévues par le statut : Programme annuel, Fonds pour le rapatriement librement consenti, et Fonds extraordinaire. Les programmes spéciaux comportent une série d'activités financées par un ensemble de fonds distincts d'affectation spéciale; ces activités sont menées en vertu de textes bien précis mais ne sont pas nécessairement statutaires au sens strict.

Chaque fonds constitue une entité financière et comptable distincte et autonome comportant des groupes de comptes séparés tenus selon les principes de la comptabilité en partie double.

c) Utilisation d'estimations. Pour préparer les états financiers conformément aux principes comptables généralement acceptés, l'Administration doit faire des estimations et des hypothèses qui affectent les montants indiqués dans les états financiers et les notes explicatives. Les résultats effectifs peuvent s'écarter des estimations. Des estimations sont utilisées en particulier, mais pas exclusivement, pour la comptabilisation des dépenses à la fin de l'exercice afin de déterminer les montants à conserver au titre des engagements non réglés.

d) Fonds. Les comptes portent sur les fonds suivants :

- Fonds de roulement et de garantie : Ce fonds, dont le Comité exécutif a plafonné le montant à 50 millions de dollars, est alimenté par les intérêts versés sur les placements et sur les économies réalisées durant les exercices précédents sur le Programme annuel, sur le Fonds extraordinaire et sur le Fonds pour le rapatriement librement consenti. Le Fonds de roulement et de garantie est utilisé pour reconstituer le Fonds extraordinaire et pour effectuer les principaux paiements afférents à des projets dans l'attente de la réception des contributions annoncées.

- Programme annuel : Il reflète les activités financières approuvées chaque année par le Comité exécutif pour des activités programmées dans des pays ou régions, ainsi qu'une autre catégorie d'activités intitulée "Autres programmes et siège"; il comprend aussi une réserve du programme.

- Fonds extraordinaire : Il ne doit pas tomber en dessous de 8 millions de dollars; il est reconstitué par prélèvements dans le Fonds de roulement et de garantie et par des contributions volontaires. Le Haut Commissaire peut prélever jusqu'à 25 millions de dollars chaque année dans le Fonds extraordinaire, à condition toutefois que ce prélèvement ne dépasse pas 8 millions de dollars pour une situation d'urgence donnée.

- Fonds pour le rapatriement librement consenti : Fournit une assistance financière, au titre de programmes généraux ou spéciaux, pour des opérations de rapatriement librement consenti de réfugiés. Son niveau de base est de 20 millions de dollars; il peut atteindre un montant équivalent à 10 % des montants estimatifs totaux affectés l'année précédente aux opérations de rapatriement librement consenti.

- Programmes spéciaux (y compris les fonds d'affectation spéciale) : Divers fonds d'affectation spéciale et fonds pour des programmes spéciaux; y sont comptabilisés les montants disponibles pour des opérations n'entrant pas dans le cadre des programmes généraux et relevant du mandat du HCR.

- Compte d'éducation des réfugiés : Compte spécial alimenté par des contributions volontaires et utilisé pour financer les études supérieures de réfugiés.

- Plan d'assurance maladie : Il est alimenté par les primes d'assurance maladie versées par le personnel sur le terrain et les contributions correspondantes du HCR; il finance le remboursement des frais médicaux engagés durant l'année et couvre les dépenses médicales du personnel sur le terrain.

- Fonds pour le logement du personnel et l'équipement ménager de base : Ce fonds a été établi à la trente-troisième session du Comité exécutif (1982) pour apporter une aide principalement aux membres du personnel recrutés sur le plan international en poste dans des lieux d'affectation difficiles, où les logements sont médiocres, pour les aider à se loger correctement et à se munir d'équipements ménagers de base.

- Activités rémunératrices : Ce fonds est alimenté par les recettes de ventes diverses et finance l'achat de marchandises pour la revente.

e) Conversion des monnaies. Les comptes sont exprimés en dollars des Etats-Unis. Dans les bureaux extérieurs, ils peuvent être tenus en monnaie nationale. Les comptes des bureaux extérieurs sont convertis en dollars des Etats-Unis au taux de change applicable aux opérations de l'ONU, établi par le Contrôleur, en vigueur au moment de l'opération. A la fin de l'année, l'encaisse, les placements et les diverses sommes à recevoir et à payer en monnaies autres que le dollar sont convertis au taux de change applicable au 31 décembre pour les opérations de l'ONU.

f) Contributions et annonces de contributions volontaires. Les contributions volontaires des Etats Membres et autres donateurs sont comptabilisées à la date de leur réception ou sur la base d'une annonce écrite de contribution du donateur. Les annonces de contribution des gouvernements non assorties de conditions sont comptabilisées comme recettes à la date de la réception de l'annonce. Par souci de prudence financière, la moitié au maximum seulement de la valeur des contributions conditionnelles des gouvernements et des annonces fermes de contributions d'organisations de réputation bien établie sont comptabilisées comme recettes à la date de réception de l'annonce de contribution. L'équivalent en dollars des contributions annoncées mais non encore versées est ajusté sur la base du taux de change pratiqué pour les opérations de l'ONU en vigueur au 31 décembre de chaque année.

Les contributions en nature sont comptabilisées à la valeur marchande des biens et services à la date à laquelle l'annonce est faite. Les engagements et dépenses connexes sont comptabilisés à la date à laquelle l'annonce est faite. A la livraison, les engagements sont réglés et les sommes à recevoir réduites en conséquence. Les donations extrabudgétaires en nature ne sont pas comptabilisées, mais on trouvera leur liste à l'appendice.

Les contributions en espèces sont comptabilisées en dollars des Etats-Unis, au taux de change pratiqué pour les opérations de l'ONU en vigueur à la date de réception.

Les annonces de contribution sont normalement annulées à l'expiration d'un délai de cinq ans si le donateur n'a pas reconfirmé son engagement par écrit dans les 18 mois précédant la fin de la période comptable considérée.

g) Revenu des placements. Le revenu des placements englobe tous les intérêts et revenus connexes perçus sur les fonds placés et sur différents comptes bancaires. L'article 9.3 du Règlement financier stipule les conditions applicables à la comptabilisation des revenus des placements, lesquels sont portés au crédit du Fonds général.

h) Recettes accessoires. Les recettes accessoires comportent le produit de la vente de surplus ou d'articles usagés, le remboursement de dépenses imputées sur des périodes antérieures, le règlement de sinistres et autres recettes diverses. Le compte du Programme annuel inclut les montants nets

récupérés en raison du transfert d'articles en stock à des projets opérationnels.

i) Ajustements de change. Les ajustements de change comprennent les profits et pertes réalisés sur les transactions et les profits et pertes liés à la réévaluation de l'actif et du passif en fin d'exercice, sur la base des taux de change applicables aux opérations des Nations Unies. Les ajustements de change sont imputés au Fonds général.

j) Dépenses. Les dépenses afférentes aux projets sont comptabilisées conformément aux conditions stipulées par la Règle de gestion financière 8.

k) Paiements à titre gracieux. Des paiements à titre gracieux peuvent être effectués conformément à l'article 10.5 du Règlement financier. Un état de ces paiements est communiqué au Comité des commissaires aux comptes avec les comptes annuels.

l) Inscription des pertes et manquants. L'inscription des pertes et manquants - liquidités, avoirs ou valeurs comptables de montants à recevoir - ainsi que la conversion de prêts en dons sont régies par la Règle de gestion financière 10.6. Un état de tous les montants inscrits au compte des pertes et profits est communiqué au Comité des commissaires aux comptes avec les comptes annuels.

m) Comptabilité d'exercice. Les transactions financières sont comptabilisées selon le système de l'exercice.

n) Matériel durable. Le matériel durable acheté au moyen des contributions volontaires versées au HCR est comptabilisé comme dépenses et imputé aux comptes budgétaires appropriés l'année de son acquisition; sa valeur n'apparaît pas dans le bilan mais est comptabilisée dans des inventaires distincts. La valeur d'inventaire est comptabilisée sur la base de l'équivalent en dollars des Etats-Unis calculée sur la base du taux de change en vigueur à la date de l'acquisition. Aux fins d'évaluation, l'amortissement est calculé conformément à la méthode linéaire sur la durée de vie utile estimative du matériel dont il s'agit. Cette durée de vie utile est estimée comme suit : véhicules à moteur, quatre à huit ans; mobilier et matériel de bureau, un à six ans; machines et équipements, un à huit ans; et bâtiments et aménagements, huit ans.

Note 3. Encaisse et dépôts à terme

La valeur de l'encaisse et des dépôts à terme indiquée représente le total net de tous les soldes liquides (y compris les fonds détenus en monnaies non convertibles), déduction faite des découverts éventuels. Prière de se référer au tableau 9 pour une décomposition des comptes courants et des comptes de dépôts à terme, et au tableau 10 pour une indication détaillée de l'équivalent en dollars des monnaies non convertibles détenues au 31 décembre 1997.

Note 4. Contributions volontaires à recevoir

Les contributions volontaires à recevoir sont les contributions à recevoir de l'ensemble des donateurs, dont le détail est donné au tableau 1 pour l'exercice en cours et au tableau 2 pour les années précédentes. Ces contributions à recevoir sont classées par année d'annonce, comme indiqué ci-après (en dollars des Etats-Unis).

| | <u>En espèces</u> | <u>En nature</u> |
|-------------------|--------------------|------------------|
| Exercice en cours | 78 345 480 | 2 566 455 |
| 1996 | 16 573 017 | 128 651 |
| 1995 | 2 877 634 | 1 082 125 |
| 1994 | 894 425 | 271 300 |
| 1993 | 44 625 | - |
| 1992 | - | - |
| 1991 | 4 000 000 a/ | - |
| Total | <u>102 735 181</u> | <u>4 048 531</u> |

a/ L'annonce de contribution faite en 1991 a été confirmée par le donateur.

Note 5. Sommes dues par des organismes des Nations Unies

Le solde (en dollars des Etats-Unis) se répartit comme suit :

| | |
|-----------------------------------|------------------|
| Office des Nations Unies à Genève | 5 657 426 |
| PNUD | 1 014 642 |
| Total | <u>6 672 268</u> |

Note 6. Autres sommes à recevoir

Il s'agit de sommes diverses à recevoir d'autres organismes des Nations Unies et d'autres organes; les montants qui dépassent 10 000 dollars sont indiqués ci-après (en dollars des Etats-Unis) :

| | |
|---------------------------------------|----------------|
| AIEA | 30 869 |
| CNUCED | 10 119 |
| Département des affaires humanitaires | 41 703 |
| OMM | 22 557 |
| ONUDI | 17 543 |
| PAM | 263 366 |
| PNUD | 56 972 |
| PNUE | 26 702 |
| UNAIDS | 22 680 |
| UNESCO | 56 162 |
| UNICEF | 120 640 |
| VNU | 22 669 |
| Total | <u>691 982</u> |

Le solde indiqué comprend aussi les prêts faits à des réfugiés ou en leur faveur, à concurrence de 1 598 267 dollars (voir l'évolution de ce montant au tableau 7). Ces prêts ont été intégralement comptabilisés comme des dépenses les années au cours desquelles ils ont été accordés et seuls des comptes pour mémoire sont tenus dans les livres du HCR.

Note 7. Matériel durable

Conformément aux pratiques comptables des Nations Unies, les achats de biens durables ne figurent pas dans les actifs fixes dans le bilan, mais sont imputés aux dépenses du projet correspondant durant l'année d'acquisition.

La valeur des biens durables est suivie par un nouveau système de gestion des biens. Avant 1995, seuls les biens appartenant au HCR étaient considérés comme biens de capital fixe. En 1995, le HCR a commencé à mettre en place le nouveau système de gestion des biens (MINDER) pour comptabiliser, dans le monde entier, tous les biens acquis au titre de la gestion et des projets, qu'ils soient utilisés par les partenaires opérationnels ou par le HCR lui-même.

L'application de ce système s'est poursuivie en 1997, mais tous les bureaux extérieurs n'ont pas encore achevé la comptabilisation de leurs actifs. Sur 134 bureaux, 109 avaient appliqué le système MINDER au 31 décembre 1997. Le coût historique des actifs comptabilisés par le système de gestion des biens au 31 décembre 1997 était le suivant (en dollars des Etats-Unis) :

| | |
|--------------------------------|--------------------|
| Véhicules | 137 848 911 |
| Mobilier et matériel de bureau | 72 355 431 |
| Machines et équipements | 20 838 807 |
| Bâtiments et aménagements | 3 204 302 |
| | <u>234 247 451</u> |
| Moins amortissement annulé | <u>151 867 291</u> |
| Total | <u>82 380 160</u> |

Note 8. Sommes à payer

Les sommes à payer comprennent des montants dus à d'autres organismes des Nations Unies (en dollars des Etats-Unis) :

| | |
|-------|----------------|
| OIM | 62 707 |
| CRNU | 60 156 |
| Total | <u>122 863</u> |

Note 9. Engagements au titre des prestations dues à la cessation de service et des prestations poste-retraite

Conformément à la pratique suivie par les organismes qui appliquent le régime commun des Nations Unies, le HCR n'a pas établi de provisions spécifiques, dans ses comptes, au titre du coût de l'assurance-maladie des fonctionnaires après la cessation de service ou des autres types de prestations dues à la cessation de service, qui seront dues aux fonctionnaires lorsqu'ils quittent l'organisation. Ces dépenses sont imputées au budget de l'exercice correspondant et les dépenses effectives encourues pendant chaque exercice, lorsque les fonctionnaires quittent le service de l'organisation, sont comptabilisés comme dépenses de l'exercice en cours.

L'ordre de grandeur des engagements potentiels de l'organisation au titre de l'assurance-maladie des fonctionnaires après la cessation de service est indiqué dans l'estimation globale figurant, pour l'Organisation des Nations Unies dans son ensemble, dans les notes explicatives des états financiers de l'ONU pour l'exercice correspondant.

Les paiements dus en compensation de jours de congé annuel accumulés (60 jours au maximum) et les montants dus au titre des indemnités de rapatriement et des dépenses de déménagement auxquelles peuvent prétendre les fonctionnaires qui quittent l'Organisation en fonction du nombre de leurs années de service doivent être évalués, et le résultat de cette évaluation sera indiqué dans les notes explicatives afférentes aux états financiers des exercices suivants.

Recettes et dépenses et évolution des réserves et des soldes pour l'année terminée le 31 décembre 1997 - ensemble des fonds

(en dollars des Etats-Unis)

| | Programmes généraux | | | Programmes et comptes spéciaux | | | | | | Total |
|---|---|------------------|----------------------|---|--|---------------------------------|--------------------------|---|--------------------------|---------------|
| | Fonds de roulement et fonds de garantie | Programme annuel | Fonds extraordinaire | Fonds pour le rapatriement librement consenti | Programmes spéciaux (y compris fonds d'affectation spéciale) | Compte d'éducation des réfugiés | Plan d'assurance maladie | Fonds auto-renouvelable pour le logement du personnel | Activités rémunératoires | |
| RECETTES | | | | | | | | | | |
| Contributions | | 314 813 711 | 3 776 696 | 1 940 000 | 486 112 730 | | | | 806 642 137 | 969 880 997 |
| Autres recettes/recettes diverses | | | | | | | | | | |
| Intérêts ordinaires | 11 835 938 | (6 470 903) | | | | | | | 11 835 938 | 13 006 582 |
| Ajustement de change | | | | | | | | | (6 470 903) | (4 128 878) |
| Autres recettes/recettes diverses | 141 142 | 5 185 058 | | | | | 2 876 704 | 272 491 | 820 105 874 | 13 957 236 |
| Total, recettes | 11 977 080 | 313 527 866 | 3 776 696 | 1 940 000 | 486 112 730 | | 2 876 704 | 272 491 | 820 105 874 | 992 694 916 |
| DEPENSES | | | | | | | | | | |
| Dépenses | | 365 644 539 | 3 795 894 | 15 654 540 | 586 518 881 | 242 866 | 1 215 547 | 639 617 | 600 000 | 974 281 884 |
| Total dépenses | - | 365 644 539 | 3 795 894 | 15 654 540 | 586 518 881 | 242 866 | 1 215 547 | 639 617 | 600 000 | 1 145 038 373 |
| EXCÉDENT (DEFICIT) DES RECETTES PAR RAPPORT AUX DEPENSES | | | | | | | | | | |
| | 11 977 080 | (62 116 673) | 9 802 | (13 714 540) | (100 406 151) | (242 866) | 861 157 | (367 126) | (176 693) | (152 343 457) |
| Ajustement au titre des contributions afférentes aux périodes précédentes | | | | | | | | | | |
| Ajustement au titre des dépenses afférentes aux périodes précédentes | | (3 342 672) | | | (8 961 937) | | | | (12 304 609) | (9 720 428) |
| EXCÉDENT (DEFICIT) NET DES RECETTES PAR RAPPORT AUX DEPENSES | | | | | | | | | | |
| | 11 977 080 | 4 261 590 | 155 856 | 429 566 | 13 921 570 | 18 907 | | 64 680 | 18 852 189 | 13 001 211 |
| Annulation d'engagements afférents aux périodes précédentes | | | | | | | | | | |
| Virements sur ou à partir d'autres fonds | (17 468 811) | 9 339 040 | (1 558 349) | 11 813 065 | 46 559 882 | 112 884 | | 20 960 | 69 425 249 | 71 680 695 |
| RESERVES ET SOLDES, DEBUT D'EXERCICE | 50 000 000 | 21 417 935 | 8 000 000 | 765 393 | 181 076 119 | 329 475 | 6 041 492 | 557 168 | 268 838 918 | 346 240 897 |
| RESERVES ET SOLDES, FIN D'EXERCICE | 44 508 269 | - | 8 000 000 | - | 129 544 538 | 217 600 | 6 902 649 | 776 672 | 190 636 717 | 268 838 918 |
| 2/ | Détails dans l'annexe à l'état 1. | | | | | | | | | |

2/ Détails dans l'annexe à l'état I.

Programmes spéciaux (y compris fonds d'affectation spéciale)

| | Contributions pour l'année en cours | Recettes diverses | Dépenses pour l'année en cours | Ajustements au titre des exercices précédents | Annulation d'engagements exercices précédents | Virements sur ou à partir d'autres fonds | Solde, début d'exercice | Solde, fin d'exercice |
|---|---|----------------------|--------------------------------------|--|--|--|----------------------------|--------------------------|
| AFRIQUE | | | | | | | | |
| Afrique de l'Est et corne de l'Afrique | | | | | | | | |
| Opération d'urgence dans la corne de l'Afrique | 14 899 827 | | 20 502 734 | (228 549) | 2 929 279 | | 12 213 114 | 9 310 937 |
| Réfugiés à Djibouti | | | | | | | 1 094 | 1 094 |
| Réfugiés en Ethiopie | 1 865 801 | | 1 831 935 | | 99 063 | (19 825) | 181 049 | 294 153 |
| Réfugiés au Kenya | 1 771 739 | | 322 581 | (168 180) | 122 217 | (53 686) | 191 671 | 1 541 200 |
| Reboisement au Soudan | | | 131 815 | | 70 532 | 37 130 | 24 155 | 2 |
| Réfugiés en République-Unie de Tanzanie | 116 233 | | 59 114 | (130) | | (579 786) | 591 753 | 68 956 |
| Réfugiés en Ouganda | 903 266 | | 1 279 164 | 1 923 | 152 037 | (89 472) | 457 675 | 144 265 |
| Afrique australe | | | | | | | | |
| Opération de rapatriement des réfugiés mozambicains | | | 157 142 | 15 962 | 371 604 | | 819 627 | 1 050 051 |
| Mozambicains au Malawi | | | 340 000 | | | (69 000) | 853 531 | 444 531 |
| Rapatriés mozambicains | | | | | | | 334 690 | 334 690 |
| Réfugiés en Namibie | | | 47 873 | | 1 397 | 46 476 | | |
| Réfugiés en Afrique du Sud | 876 000 | | 746 963 | 9 902 | 46 492 | 17 957 | 900 547 | 1 103 936 |
| Réfugiés en Zambie | | | | (110 931) | | (77 924) | 188 855 | |
| Afrique de l'Ouest et Afrique centrale | | | | | | | | |
| Opération d'urgence au Burundi et au Rwanda | 124 217 077 | | 145 282 187 | 1 916 518 | 16 386 786 | (12 961 737) | 27 316 392 | 11 592 849 |
| Opération de rapatriement de réfugiés angolais | 15 490 260 | | 16 707 639 | 284 127 | 951 129 | | 845 | 18 722 |
| Rapatriement de réfugiés libériens | 11 474 412 | | 10 917 648 | (53) | 85 957 | (2 640 088) | 2 995 114 | 997 694 |
| Réfugiés au Burundi | | | | | 17 269 | (17 269) | | |
| Réfugiés maliens au Burkina Faso | 57 058 | | 57 058 | (73 038) | 74 458 | | | 1 420 |
| Réfugiés en République centrafricaine | | | | | | | 2 713 | |
| Réfugiés angolais au Congo | 528 519 | | 467 000 | (107 975) | | 105 047 | 2 865 | 61 456 |
| Libériens en Guinée | | | | (605) | 633 | (595) | 567 | |
| Réfugiés en Gambie | 509 286 | | 286 279 | | 7 550 | 6 370 | 4 928 | 241 855 |
| Réfugiés en Côte d'Ivoire | | | | | 13 372 | (23 707) | 118 495 | |
| Réfugiés au Mali | 9 611 048 | | 8 306 525 | (49 021) | 702 850 | (2 938 453) | 1 011 422 | 31 321 |
| Rapatriements au Mali et au Niger | | | | | | 935 142 | | 935 142 |
| Réfugiés/rapatriés du Mali et du Niger | | | | | 19 557 | | | 19 557 |
| Réfugiés au Niger | 59 777 323 | | 69 335 647 | | | 13 649 074 | | 4 090 750 |
| Assistance aux rapatriés et réfugiés au Rwanda | | | | 60 739 | | | | 60 739 |
| Réfugiés au Rwanda | 199 412 | | 201 656 | 78 799 | 29 645 | (50 245) | 23 626 | 79 581 |
| Rapatriement/réinsertion des réfugiés sierra-léoniens | 260 116 | | 260 116 | | | | | |
| Rapatriement de réfugiés togolais | 885 616 | | 1 330 222 | | 303 263 | (239 000) | 789 909 | 409 566 |
| Education des réfugiés en Afrique de l'Ouest | | | 596 217 | | | 595 309 | 908 | |
| Réfugiés en République démocratique du Congo | | | | | | | 72 289 | 72 209 |

| | Contributions pour l'année en cours | Récettes diverses | Dépenses pour l'année en cours | Ajustements au titre des exercices précédents | Annulation d'engagements afférents aux exercices précédents | Virements sur ou à partir d'autres fonds | Solde, début d'exercice | Solde, fin d'exercice |
|--|---|----------------------|--------------------------------------|--|---|--|----------------------------|--------------------------|
| Ensemble de l'Afrique | | | | | | | | |
| Réfugiés en Afrique | | | | | | (64 453) | 64 453 | |
| Fonds pour l'éducation des réfugiés | 5 391 | | | | 50 000 | | 99 200 | 154 591 |
| Activités environnementales en Afrique | | | 1 063 876 | | | 1 063 876 | | |
| ASIE ET OCEANIE | | | | | | | | |
| Réparations cambodgiens | 2 974 352 | | 1 909 932 | (158) | | 300 000 | | 1 364 262 |
| Plan d'action globale en faveur des réfugiés indochinois | 9 604 929 | | 14 816 806 | (764 715) | 1 049 523 | | 13 894 104 | 8 957 035 |
| Réfugiés en Asie | 39 702 | | 12 682 | | | | | 27 020 |
| Rapatriement de réfugiés du Bangladesh vers le Myanmar | 6 585 363 | | 8 394 182 | 507 014 | 543 023 | (3 733 168) | 4 491 991 | 41 |
| Activités environnementales en Asie | | | 20 449 | | | 20 449 | | |
| Activités d'information au Japon | | | 285 661 | | | 108 107 | 194 554 | 17 000 |
| Réparations sri-lankais | | | 5 945 686 | (206 180) | 1 091 836 | (714 220) | 3 075 742 | |
| Rapatriement et réinsertion de réfugiés du Myanmar | 2 698 508 | | | | | 2 155 400 | | 2 155 400 |
| Réfugiés au Népal | 300 494 | | 356 056 | 58 | 312 470 | (17 865) | 83 863 | 322 964 |
| Assistance aux rapatriés/personnes déplacées à Sri Lanka | | | | | | 4 371 | | 4 371 |
| EUROPE | | | | | | | | |
| Assistance humanitaire dans l'ex-Yougoslavie | 157 382 156 | | 175 837 711 | 4 675 454 | 14 144 149 | (596 446) | 33 236 149 | 33 005 751 |
| Campagne d'information en Albanie | | | | (4 860) | 4 300 | (4 300) | | |
| Personnes déplacées en Arménie | | | | 225 645 | 914 628 | (630 087) | 9 096 152 | 7 225 176 |
| Activités de suivi (CEI) | 9 893 762 | | 19 600 100 | | | 7 225 176 | | 783 145 |
| Pays de la CEI | | | | | | | 720 008 | 50 000 |
| Appui administratif en France | 509 338 | | 446 201 | | | | | |
| Réfugiés en Allemagne | 120 000 | | 70 000 | | | | | 50 399 |
| Campagne de sensibilisation du public au Royaume-Uni | | | 217 400 | 11 806 | 12 339 | 187 300 | 56 354 | 80 249 |
| Campagne de sensibilisation du public en Italie | | | 651 020 | | 19 289 | 539 582 | 172 418 | 7 693 |
| Réfugiés en Irlande | 55 992 | | 48 299 | | | | | 16 919 |
| Magazine concernant les réfugiés en Espagne | 75 499 | | 70 895 | (381) | 433 | | 12 263 | 25 128 |
| Campagne de sensibilisation du public en Espagne | | | 104 185 | | 4 112 | 98 220 | 26 981 | |
| Réfugiés dans l'ex-Yougoslavie | | | 10 000 000 | | | (3 554) | 10 003 554 | |
| AMERIQUES ET CARAIBES | | | | | | | | |
| Réfugiés au Belize | | | | 3 009 | 5 120 | (20 703) | 12 574 | |
| Réfugiés au Costa Rica | | | | (449 633) | | (13 149) | 442 782 | |
| Réfugiés au Chili (CE - espèces) | 50 896 | | 53 573 | | | | 2 677 | 1 938 |
| Réfugiés guatémaltèques | 322 972 | | 443 460 | (164 401) | 18 193 | (12 425) | 281 059 | 2 349 197 |
| Rapatriement et réinsertion des réfugiés guatémaltèques | | | | | | 2 349 197 | | |

| | Contributions pour l'année en cours | Recettes diverses | Dépenses pour l'année en cours | Ajustements au titre des exercices précédents | Annulation d'engagements afférents aux exercices précédents | Virements sur ou à partir d'autres fonds | Solde, début d'exercice | Solde, fin d'exercice |
|--|---|----------------------|--------------------------------------|--|---|--|----------------------------|--------------------------|
| Demandeurs d'asile haïtiens | | | | (400 669) | 9 353 | (22 201) | 413 517 | |
| Education des réfugiés en Amérique latine | | | 472 944 | 25 954 | 24 437 | 367 070 | 55 488 | 5 |
| Réfugiés au Mexique | | | | | | (38 492) | 38 492 | |
| Repatriés guatémaltèques du Mexique | | | 7 726 303 | (95 242) | 782 577 | (2 728 972) | 4 038 759 | |
| Réfugiés en El Salvador | 5 729 | | | (64 098) | | (18 014) | 82 112 | |
| Campagne de sensibilisation du public aux Etats-Unis | | 240 000 | | 51 779 | | 130 000 | 60 000 | 1 779 |
| Conférences aux Etats-Unis | | | | | 29 434 | | | 29 434 |
| ASIE CENTRALE, ASIE DU SUD-EST, AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT | | | | | | | | |
| Programme de rapatriement de réfugiés afghans | 6 927 636 | | 19 852 598 | (286 660) | 1 757 250 | | 12 936 138 | 1 501 766 |
| Opération de Chypre | 6 600 000 | | 9 292 453 | 1 036 821 | 871 806 | | 4 988 080 | 4 204 254 |
| Réfugiés sahraouis en Algérie | 334 753 | | 330 000 | (134 369) | 61 963 | (8 497) | 81 003 | 4 753 |
| Personnes déplacées en République centrafricaine | | | | (183 392) | 21 889 | (1 217 086) | 1 378 589 | |
| Suivi des activités (CEI) | | | 85 888 | | | 85 888 | | |
| Réfugiés en République islamique d'Iran | | | 300 000 | | 47 163 | (300 000) | 2 217 532 | 1 664 695 |
| Réfugiés en Iraq | 971 406 | | 960 910 | 27 337 | 951 803 | (14 425) | 2 325 693 | 2 343 923 |
| Réfugiés en Mauritanie | | | 783 133 | | 138 767 | | 18 860 | 331 475 |
| Repatriés maliens et nigériens | | | 726 000 | | | 406 000 | 320 000 | |
| Réfugiés afghans au Pakistan | | | | (4 000) | | | 5 424 | 1 424 |
| Réfugiés en Arabie saoudite | | | | | 4 335 | (4 335) | | |
| Repatriement de réfugiés tadjiks | 4 313 407 | | 1 320 738 | | | (2 984 342) | | 8 327 |
| Repatriement et réinsertion de réfugiés tadjiks | | | | | | 4 284 194 | 7 703 559 | 4 284 194 |
| Programme de rapatriement au Sahara occidental | | 311 032 | | | 4 132 | | | 7 396 659 |
| AUTRES PROGRAMMES | | | | | | | | |
| Divers | 1 800 | | | | | (9 728) | 7 928 | |
| Fonds à destination non spécifiée | | | | | | 986 371 | | 986 371 |
| Activités d'appel de fonds/d'information | 132 190 | | 2 184 900 | 1 000 | 545 840 | (283 806) | 4 820 160 | 3 030 484 |
| Fonds de secours aux réfugiés - Japon | | | | | | (1 945 674) | 3 030 234 | 1 084 560 |
| Fonds de réserve italien | | | | | | (664 452) | 996 678 | 332 226 |
| Administrateurs auxiliaires (bureaux extérieurs) | 7 792 915 | | 6 595 847 | (241 342) | 445 168 | (1 371 451) | 5 260 057 | 5 289 500 |
| Recrutement de personnel | | | | | | | 116 127 | 116 127 |
| Conférences internationales | | | | (76 599) | | (13 606) | 90 205 | |
| Frais généraux d'administration | | 6 368 677 | | (53 712) | 67 066 | 6 244 696 | 395 008 | 284 381 |
| Projets d'éducation des réfugiés (DAFI) | 2 140 316 | 1 315 110 | | 10 449 | 64 203 | (962 379) | 62 659 | 138 |
| Enfants réfugiés | 1 696 479 | 22 760 | | | | (53 447) | | 1 620 272 |

| | Contributions pour l'année en cours | Recettes diverses | Dépenses pour l'année en cours | Ajustements au titre des exercices précédents | Annulation d'engagements afférents aux exercices précédents | Virements sur ou à partir d'autres fonds | Solde, début d'exercice | Solde, fin d'exercice |
|---|---|----------------------|--------------------------------------|--|---|--|----------------------------|--------------------------|
| AUTRES PROGRAMMES (suite) | | | | | | | | |
| Femmes réfugiées | 25 000 | | 25 000 | | | | | |
| Projets relatifs à l'environnement | 3 173 998 | | 2 237 286 | (1 380) | 18 952 | (649 799) | 1 472 474 | 1 776 961 |
| Médaille Nansen | 100 000 | | 100 000 | | | | 100 000 | 100 000 |
| Divers contrats de consultants | 831 943 | | 453 489 | (1 470) | 1 724 | (6 739) | 143 077 | 515 046 |
| Déplacements de population | 203 209 | | 170 532 | | 2 058 | | 157 743 | 192 478 |
| Fonds pour l'élaboration de projets | | | 100 000 | | 21 410 | | 221 058 | 142 468 |
| Aide et projets de développement en faveur des réfugiés | 35 375 | | 21 160 | | 97 128 | (10 000) | 29 770 | 131 113 |
| Administrateurs auxiliaires (siège) | 887 425 | | 1 880 660 | | 35 039 | 844 866 | 1 172 916 | 1 061 574 |
| Prix | 5 000 | | | | | (100 000) | 142 189 | 47 189 |
| Promotion des activités de réinstallation | 788 276 | | 205 000 | | | | 970 149 | 1 553 425 |
| Activités du programme (CEI) | 9 360 076 | | 2 166 161 | (1 847) | | (7 341 695) | 149 627 | |
| Télécommunications | | | 774 611 | | | 775 194 | | 583 |
| Total | 486 112 730 | | 586 518 881 | 4 959 633 | 46 559 882 | (2 644 945) | 181 076 119 | 129 544 538 |

Etat II

Actif, passif, réserves et soldes pour l'année terminée le 31 décembre 1997 - ensemble des fonds

(en dollars des Etats-Unis)

| Annexe 1 - Bilan financier (en millions de dollars) | | | | | | | | | | | |
|---|---|------------------|----------------------|---|--|---------------------------------|--------------------------|---|----------------------|-------------|--|
| | Programmes généraux | | | Programmes et comptes spéciaux | | | | | Total | | |
| | Fonds de roulement et fonds de garantie | Programme annuel | Fonds extraordinaire | Fonds pour le rapatriement librement consenti | Programmes spéciaux (y compris les fonds d'affectation spéciale) | Compte d'éducation des réfugiés | Plan d'assurance maladie | Fonds auto-renouvelable pour le logement du personnel | Activités rémunérées | | |
| ACTIF | | | | | | | | | | | |
| Dépôts à vue et à terme | 44 508 269 | 9 834 090 | 7 440 133 | 1 097 282 | 150 200 846 | 404 897 | 6 902 649 | 869 092 | 992 687 | 222 449 945 | |
| Sommes à recevoir | | | | | | | | | | | |
| Contributions volontaires à recevoir | | 13 570 538 | 2 665 714 | 1 940 000 | 88 607 460 | | | | | 106 783 712 | |
| Sommes dues par les organismes des Nations Unies | | 6 672 268 | | | | | | | | 6 672 268 | |
| Sommes dues par les agents d'exécution | | 55 905 | 39 365 | 40 000 | 340 630 | | | 39 703 | | 475 900 | |
| Autres sommes à recevoir | | 7 423 115 | | | | | | | | 7 442 818 | |
| Autres actifs | | 1 555 521 | | | | | | | | 1 555 521 | |
| Total, actif | 44 508 269 | 39 111 437 | 10 345 212 | 3 077 282 | 239 148 936 | 404 897 | 6 902 649 | 908 795 | 992 687 | 345 400 164 | |
| PASSIF | | | | | | | | | | | |
| Contributions versées par anticipation | | 2 492 035 | | | | | | | | 2 492 035 | |
| Engagements non réglés | | 34 536 063 | 2 345 212 | 3 077 282 | 109 604 398 | 187 297 | | 133 123 | 305 698 | 150 189 073 | |
| Sommes à payer | | 2 083 339 | | | | | | | | 2 083 339 | |
| Total, passif | | 39 111 437 | 2 345 212 | 3 077 282 | 109 604 398 | 187 297 | | 133 123 | 305 698 | 154 764 447 | |
| RESERVES ET SOLDES | 44 508 269 | | 8 000 000 | | 129 544 538 | 217 600 | 6 902 649 | 775 672 | 696 989 | 190 635 717 | |
| TOTAL, PASSIF, RESERVES ET SOLDES | 44 508 269 | 39 111 437 | 10 345 212 | 3 077 282 | 239 148 936 | 404 897 | 6 902 649 | 908 795 | 992 687 | 345 400 164 | |

^{a/} Détails dans l'annexe à l'état II.

Programmes spéciaux (y compris fonds d'affectation spéciale)
(En dollars des Etats-Unis)

| | ACTIF | | | PASSIF | | |
|---|----------------------------|----------------------|--------------|---------------------------|-------------------|--------------------------------------|
| | Dépôts à vue et à terme | Sommes à recevoir | Total, actif | Engagements non réglés | Sommes à payer | Total, passif, réserves et soldes |
| AFRIQUE | | | | | | |
| Afrique de l'Est et corne de l'Afrique | | | | | | |
| Opération d'urgence dans la corne de l'Afrique | 12 721 205 | 2 289 115 | 15 010 320 | 5 699 383 | 9 310 937 | 15 010 320 |
| Réfugiés à Djibouti | (11 828) | 12 921 | 1 093 | | 1 093 | 1 093 |
| Réfugiés en Ethiopie | 1 819 827 | 258 933 | 2 078 760 | 1 784 607 | 294 153 | 2 078 760 |
| Réfugiés au Kenya | 112 937 | 1 500 000 | 1 612 937 | 71 737 | 1 541 200 | 1 612 937 |
| Reboisement au Soudan | 131 817 | | 131 817 | 131 815 | 2 | 131 817 |
| Réfugiés en République-Unie de Tanzanie | (65 293) | 150 549 | 85 256 | 16 300 | 68 956 | 85 256 |
| Réfugiés en Ouganda | 180 159 | | 180 159 | 33 894 | 146 265 | 180 159 |
| Afrique australe | | | | | | |
| Opération de rapatriement des réfugiés mozambicains | (659 036) | 1 712 543 | 1 053 507 | 3 456 | 1 050 051 | 1 053 507 |
| Mozambicains au Malawi | 463 625 | | 463 625 | 19 094 | 444 531 | 463 625 |
| Rapatriés mozambicains | 334 690 | | 334 690 | | 334 690 | 334 690 |
| Réfugiés en Namibie | 47 873 | | 47 873 | 47 873 | | 47 873 |
| Réfugiés en Afrique du Sud | 414 248 | 876 000 | 1 290 248 | 186 313 | 1 103 935 | 1 290 248 |
| Afrique de l'Ouest et Afrique centrale | | | | | | |
| Opération d'urgence au Burundi et au Rwanda | 33 209 594 | 17 723 840 | 50 933 434 | 39 340 585 | 11 592 849 | 50 933 434 |
| Opération de rapatriement de réfugiés angolais | 1 859 786 | 220 114 | 2 079 900 | 2 261 178 | 18 722 | 2 079 900 |
| Rapatriement de réfugiés libériens | 5 499 185 | 849 127 | 6 348 312 | 5 350 618 | 997 694 | 6 348 312 |
| Réfugiés maliens au Burkina Faso | (16 713) | 18 133 | 1 420 | | 1 420 | 1 420 |
| Réfugiés en République centrafricaine | 978 | | 978 | 978 | | 978 |
| Réfugiés angolais au Congo | (26 194) | 26 194 | | | | |
| Libériens en Guinée | 88 444 | | 88 444 | 26 988 | 61 456 | 88 444 |
| Réfugiés en Gambie | (4 098) | 4 098 | | | | |
| Réfugiés en Côte d'Ivoire | 373 184 | | 373 184 | 131 329 | 241 855 | 373 184 |
| Réfugiés au Libéria | (44 625) | 44 625 | | | | |
| Réfugiés au Mali | (44 499) | 44 499 | | | | |
| Rapatriements au Mali et au Niger | 345 549 | 715 183 | 1 060 732 | 1 029 411 | 31 321 | 1 060 732 |
| Réfugiés/rapatriés du Mali et du Niger | 935 142 | | 935 142 | | 935 142 | 935 142 |
| Réfugiés au Niger | (5 730) | 25 287 | 19 557 | | 19 557 | 19 557 |
| Assistance aux rapatriés et réfugiés au Rwanda | 4 773 212 | 13 223 344 | 17 996 556 | 13 905 806 | 4 090 750 | 17 996 556 |
| Réfugiés au Rwanda | 60 739 | | 60 739 | | 60 739 | 60 739 |
| Réfugiés au Sénégal | 143 943 | | 143 943 | 64 362 | 79 581 | 143 943 |
| Rapatriement/réinsertion des réfugiés sierra-léoniens | 158 377 | | 158 377 | 158 377 | | 158 377 |
| Rapatriement de réfugiés togolais | 524 851 | | 524 851 | 115 285 | 409 566 | 524 851 |

Annexe à l'état II (suite)

| | ACTIF | | | PASSIF | | | |
|--|----------------------------|----------------------|--------------|---------------------------|-------------------|-----------------------|--------------------------------------|
| | Dépôts à vue et à terme | Sommes à recevoir | Total, actif | Engagements non réglés | Sommes à payer | Réserves et soldes | Total, passif, réserves et soldes |
| AFRIQUE (suite) | | | | | | | |
| Education des réfugiés en Afrique de l'Ouest | 7 023 | | 7 023 | 7 023 | | | 7 023 |
| Réfugiés au Zaïre | 388 686 | 315 259 | 703 925 | 631 716 | | 72 209 | 703 925 |
| Ensemble de l'Afrique | | | | | | | |
| Fonds pour l'éducation des réfugiés | 160 329 | | 160 329 | 5 738 | | 154 591 | 160 329 |
| Activités environnementales en Afrique | 431 004 | | 431 004 | 431 004 | | | 431 004 |
| ASIE ET OCEANIE | | | | | | | |
| Rapatriés cambodgiens | 2 166 388 | 307 142 | 2 423 530 | 1 059 268 | | 1 364 262 | 2 423 530 |
| Plan d'action globale en faveur des réfugiés indochinois | 9 178 654 | 1 705 423 | 10 884 077 | 1 927 042 | | 8 957 035 | 10 884 077 |
| Réfugiés en Asie | 39 410 | | 39 410 | 12 390 | | 27 020 | 39 410 |
| Rapatriement de réfugiés du Bangladesh vers le Myanmar | 519 105 | 23 060 | 542 165 | 542 124 | | 41 | 542 165 |
| Activités environnementales en Asie | 10 522 | | 10 522 | 10 522 | | | 10 522 |
| Activités d'information au Japon | 84 127 | | 84 127 | 67 127 | | 17 000 | 84 127 |
| Rapatriés sri-lankais | 71 836 | | 71 836 | 71 836 | | | 71 836 |
| Rapatriement et réinsertion de réfugiés du Myanmar | 2 155 400 | | 2 155 400 | | | 2 155 400 | 2 155 400 |
| Réfugiés au Népal | 460 057 | | 460 057 | 137 093 | | 322 964 | 440 057 |
| Assistance aux rapatriés/personnes déplacées à Sri Lanka | 4 371 | | 4 371 | | | 4 371 | 4 371 |
| Réfugiés en Thaïlande | | 803 200 | 803 200 | 803 200 | | | 803 200 |
| EUROPE | | | | | | | |
| Assistance humanitaire dans l'ex-Yougoslavie | 29 412 057 | 24 800 924 | 54 212 981 | 21 207 230 | | 33 055 751 | 54 212 981 |
| Personnes déplacées en Arménie | (7 552) | 7 552 | | | | | |
| Activités de suivi (CEI) | 1 803 469 | 429 617 | 2 333 086 | 2 233 086 | | | 2 233 086 |
| Pays de la CEI | 7 225 176 | | 7 225 176 | | | 7 225 176 | 7 225 176 |
| Appui administratif en France | 332 492 | 509 338 | 841 830 | 58 685 | | 783 145 | 841 830 |
| Réfugiés en Allemagne | 62 057 | | 62 057 | 12 057 | | 50 000 | 62 057 |
| Campagne de sensibilisation du public au Royaume-Uni | 115 524 | | 115 524 | 66 125 | | 50 399 | 115 524 |
| Campagne de sensibilisation du public en Italie | 241 160 | | 241 160 | 160 911 | | 80 249 | 241 160 |
| Réfugiés en Irlande | 7 693 | | 7 693 | | | 7 693 | 7 693 |
| Magazine concernant les réfugiés en Espagne | 17 122 | 23 009 | 40 131 | 23 212 | | 16 919 | 40 131 |
| Campagne de sensibilisation du public en Espagne | 25 128 | | 25 128 | | | 25 128 | 25 128 |
| AMERIQUES ET CARAIBES | | | | | | | |
| Réfugiés guatémaltèques | 99 784 | | 99 784 | 97 846 | | 1 938 | 99 784 |
| Rapatriement et réinsertion des réfugiés guatémaltèques | 2 349 197 | | 2 349 197 | | | 2 349 197 | 2 349 197 |

| | ACTIF | | | PASSIF | | |
|--|----------------------------|----------------------|--------------|---------------------------|-------------------|-----------------------|
| | Dépôts à vue et à terme | Sommes à recevoir | Total, actif | Engagements non réglés | Sommes à payer | Réserves et soldes |
| Total, passif, réserves et soldes | | | | | | |
| AMERIQUES ET CARAIRES (suite) | | | | | | |
| Education des réfugiés en Amérique latine | 9 257 | | 9 257 | 9 252 | | 5 |
| Rapatriés guatémaltèques du Mexique | (692 716) | 1 277 693 | 584 977 | 584 977 | | |
| Réfugiés en El Salvador | (398) | 398 | | | | |
| Campagne de sensibilisation du public aux Etats-Unis | 1 779 | | 1 779 | | 1 779 | 1 779 |
| Conférences aux Etats-Unis | 29 434 | | 29 434 | | 29 434 | 29 434 |
| ASIE CENTRALE, ASIE DU SUD-OUEST, AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT | | | | | | |
| Programme de rapatriement de réfugiés afghans | 4 175 261 | 1 037 447 | 5 212 708 | 3 710 942 | 1 501 766 | 5 212 708 |
| Opération de Chypre | (2 666 775) | 8 775 903 | 6 109 128 | 1 904 874 | 4 204 254 | 6 109 128 |
| Réfugiés sahraouis en Algérie | (33 859) | 67 492 | 33 633 | 28 880 | 4 753 | 33 633 |
| Suivi des activités (CEI) | 15 290 | | 15 290 | 15 290 | | 15 290 |
| Réfugiés en République islamique d'Iran | 1 713 078 | | 1 713 078 | 48 383 | 1 664 695 | 1 713 078 |
| Réfugiés en Iraq | 2 643 100 | | 2 643 100 | 299 177 | 2 343 923 | 2 643 100 |
| Réfugiés en Mauritanie | 305 538 | 343 752 | 649 290 | 317 815 | 331 475 | 649 290 |
| Rapatriés maliens et nigériens | 98 385 | | 98 385 | 98 365 | | 98 385 |
| Réfugiés afghans au Pakistan | 1 424 | | 1 424 | | 1 424 | 1 424 |
| Rapatriement de réfugiés tadjiks | 241 312 | 96 154 | 337 466 | 329 139 | 8 327 | 337 466 |
| Rapatriement et réinsertion de réfugiés tadjiks | 4 284 194 | | 4 284 194 | | 4 284 194 | 4 284 194 |
| Programme de rapatriement au Sahara occidental | 3 413 617 | 4 000 000 | 1 413 617 | 16 957 | 7 396 660 | 7 413 617 |
| AUTRES PROGRAMMES | | | | | | |
| Fonds à destination non spécifiée | 986 371 | | 986 371 | | 986 371 | 986 371 |
| Activités d'appel de fonds/d'information | 3 682 886 | 100 000 | 3 782 886 | 752 402 | 3 030 484 | 3 782 886 |
| Fonds de secours aux réfugiés - Japon | 1 084 560 | | 1 084 560 | | 1 084 560 | 1 084 560 |
| Fonds de réserve italien | 332 226 | | 332 226 | | 332 226 | 332 226 |
| Administrateurs auxiliaires (bureaux extérieurs) | 4 793 751 | 1 017 074 | 5 810 825 | 521 324 | 5 289 501 | 5 810 825 |
| Recrutement de personnel | 116 127 | | 116 127 | | 116 127 | 116 127 |
| Frais généraux d'administration | 347 569 | | 347 569 | 63 188 | 284 381 | 347 569 |
| Projets d'éducation des réfugiés (IDAFI) | 5 461 | | 5 461 | 5 323 | 138 | 5 461 |
| Enfants réfugiés | 356 032 | 1 267 000 | 1 623 032 | 2 760 | 1 620 272 | 1 623 032 |

Annexe à l'état II (suite)

| | ACTIF | | | PASSIF | | |
|---|----------------------------|----------------------|--------------------|---------------------------|--------------------|--|
| | Dépôts à vue et à terme | Sommes à recevoir | Total, actif | Engagements non réglés | Sommes à payer | Réserves et soldes |
| AUTRES PROGRAMMES (suite) | | | | | | Total, passif, réserves et soldes |
| Femmes réfugiées | 120 987 | | 120 987 | 120 987 | | 120 987 |
| Projets relatifs à l'environnement | 825 836 | 1 429 899 | 2 255 735 | 478 775 | | 2 255 735 |
| Médaille Nansen | 100 000 | | 100 000 | | | 100 000 |
| Divers contrats de consultants | 271 454 | 298 063 | 569 517 | 54 471 | | 569 517 |
| Déplacements de population | 221 257 | | 221 257 | 28 778 | | 221 257 |
| Fonds pour l'élaboration de projets | 230 428 | | 230 428 | 87 961 | | 230 428 |
| Aide et projets de développement en faveur des réfugiés | 100 738 | 35 375 | 136 113 | 5 000 | | 136 113 |
| Administrateurs auxiliaires (siège) | 996 013 | 118 341 | 1 114 354 | 52 780 | | 1 114 354 |
| Prix | 47 189 | | 47 189 | | | 47 189 |
| Promotion des activités de réinstallation | 1 281 199 | 340 000 | 1 621 199 | 67 774 | | 1 621 199 |
| Activités du programme (CEI) | (94 704) | 169 779 | 75 075 | 75 075 | | 75 075 |
| Télécommunications | 180 688 | | 180 688 | 180 105 | | 180 688 |
| Ensemble | 45 309 | (45 309) | | | | 583 |
| Total | 150 200 846 | 88 948 090 | 239 148 936 | 109 604 398 | 129 544 538 | 239 148 936 |

Mouvements de trésorerie pour l'année terminée le 31 décembre 1997

Mouvements de trésorerie pour l'année terminée le 31 décembre 1997

| | Programmes généraux | | | Programmes et comptes spéciaux | | | | | | | Total |
|--|---|------------------|----------------------|---|--|---------------------------------|--------------------------|---|--------------------------|---------------|---------------|
| | Fonds de roulement et fonds de garantie | Programme annuel | Fonds extraordinaire | Fonds pour le rapatriement librement consenti | Programmes spéciaux (y compris fonds d'affectation spéciale) | Compte d'éducation des réfugiés | Plan d'assurance maladie | Fonds auto-renouvelable pour le logement du personnel | Activités rémunératrices | | |
| Disponibilité au titre des opérations | | | | | | | | | | | |
| Excédent (déficit) net des recettes par rapport aux dépenses (état I) | 11 977 080 | (51 197 755) | 165 658 | (13 284 974) | (95 448 518) | (223 959) | 881 157 | (302 448) | (178 893) | (147 828 450) | (149 062 874) |
| Augmentation (diminution) des contributions à recevoir | - | 42 138 802 | (165 714) | (1 940 000) | 95 097 183 | - | - | - | - | 135 130 271 | 14 474 815 |
| Augmentation (diminution) des autres sommes à recevoir | - | (1 851 240) | (39 386) | (40 000) | (256 297) | - | - | 60 709 | - | (2 128 193) | (4 859 668) |
| Augmentation (diminution) des autres actifs | - | (1 015 271) | - | - | - | - | - | - | - | (1 015 271) | (90 775) |
| Augmentation (diminution) des engagements non réglés | - | 600 872 | - | - | - | - | - | - | - | 600 872 | (8 434 601) |
| Augmentation (diminution) des sommes à payer | - | (13 276 843) | (4 778 365) | 915 088 | (37 822 884) | (216 933) | - | 23 585 | 55 316 | (84 982 128) | (3 522 800) |
| Augmentation (diminution) des autres engagements | - | 131 120 | - | - | - | - | - | - | - | 131 120 | (192 978) |
| À déduire : intérêts créditeurs | (11 835 938) | - | - | - | - | - | - | - | - | (11 835 938) | (13 005 582) |
| Ajustements de change | - | 6 470 903 | - | - | - | - | - | - | - | 6 470 903 | 4 128 878 |
| MONTANT NET DES DISPONIBILITES AU TITRE DES OPERATIONS | 141 142 | (17 989 512) | (4 818 776) | (14 349 888) | (38 230 516) | (440 892) | 881 157 | (218 152) | (121 377) | (75 178 814) | (158 565 585) |
| Disponibilités au titre des activités de placement et de financement | | | | | | | | | | | |
| Plus : intérêts créditeurs | 11 835 938 | - | - | - | - | - | - | - | - | 11 835 938 | 13 005 582 |
| Ajustements de change | - | (8 470 903) | - | - | - | - | - | - | - | (8 470 903) | (4 128 878) |
| MONTANT NET DES DISPONIBILITES AU TITRE DES ACTIVITES DE PLACEMENT ET DE FINANCEMENT | 11 835 938 | (8 470 903) | - | - | - | - | - | - | - | 5 365 035 | 8 876 684 |
| Disponibilités provenant d'autres sources | | | | | | | | | | | |
| Annulation d'engagements afférents aux périodes précédentes | - | 20 440 780 | 1 372 691 | 705 528 | 48 559 882 | 112 084 | - | 20 950 | 212 338 | 69 425 249 | 71 680 695 |
| Virements sur ou à partir d'autres fonds | (17 468 811) | 9 339 040 | (1 538 349) | 11 813 065 | (2 644 945) | - | - | 500 000 | - | - | - |
| MONTANT NET DES DISPONIBILITES PROVENANT D'AUTRES SOURCES | (17 468 811) | 29 779 820 | (165 658) | 12 519 591 | 43 914 937 | 112 084 | - | 520 950 | 212 338 | 69 425 249 | 71 680 695 |
| Augmentation (diminution) nette des dépôts à vue et à terme | (5 491 731) | 5 309 405 | (4 984 434) | (1 830 397) | 5 684 421 | (328 808) | 881 157 | 302 788 | 80 959 | (388 530) | (78 028 186) |
| DEPOTS A VUE ET A TERME, DEBUT D'EXERCICE | 50 000 000 | 4 524 685 | 12 624 567 | 2 927 579 | 144 516 425 | 733 705 | 6 041 492 | 586 294 | 901 728 | 222 838 475 | 300 884 681 |
| DEPOTS A VUE ET A TERME, FIN D'EXERCICE | 44 508 269 | 9 834 090 | 7 640 133 | 1 097 282 | 150 200 848 | 404 897 | 6 902 649 | 869 092 | 962 657 | 222 449 945 | 222 828 476 |

Tableaux afférents aux états financiers

Tableau 1

Contributions pour l'exercice terminé le 31 décembre 1997 - Contributions de gouvernements,
contributions intergouvernementales et contributions privées

(En dollars des Etats-Unis)

| Rapport 1. Contributions par catégorie de donateur | Contributions en espèces | | Contributions en nature | | Total |
|---|------------------------------|--------------------------|---------------------------|-----------------------|-------------|
| | Contributions non acquittées | Contributions acquittées | Contributions non livrées | Contributions livrées | |
| <u>Contributions de gouvernements</u> | | | | | |
| Programmes généraux | | | | | |
| Programme annuel | 8 951 304 | 298 487 | 100 794 | | 307 539 884 |
| Fonds extraordinaire | 2 330 000 | 1 000 000 | 285 714 | | 3 615 714 |
| Rapatriement librement consenti | 1 940 000 | | | | 1 940 000 |
| AFRIQUE | | | | | |
| Afrique de l'Est et corne de l'Afrique | | | | | |
| Opération d'urgence dans la corne de l'Afrique | 2 289 115 | 12 348 149 | | | 14 637 264 |
| Réfugiés en Ethiopie | | 396 165 | | | 396 165 |
| Réfugiés au Kenya | 1 500 000 | 271 739 | | | 1 771 739 |
| Réfugiés en Ouganda | | 903 265 | | | 903 265 |
| Afrique australe | | | | | |
| Réfugiés en Afrique du Sud | 876 000 | | | | 876 000 |
| Afrique de l'Ouest et Afrique centrale | | | | | |
| Opération d'urgence au Burundi et au Rwanda | 4 543 567 | 67 191 650 | | 19 264 | 71 754 481 |
| Opération de rapatriement de réfugiés angolais | 169 779 | 15 166 136 | | | 15 335 915 |
| Rapatriement de réfugiés libériens | 169 779 | 10 625 123 | 679 348 | | 11 474 250 |
| Réfugiés dans les pays du Centre de l'Afrique | | 57 058 | | | 57 058 |
| Libériens en Guinée | | 528 518 | | | 528 518 |
| Réfugiés en Côte d'Ivoire | | 509 286 | | | 509 286 |
| Réfugiés/rapatriés du Mali et du Niger | 434 531 | 8 262 220 | | | 8 696 751 |
| Assistance aux rapatriés et réfugiés au Rwanda | 3 914 545 | 29 998 558 | 1 500 597 | | 35 413 700 |
| Réfugiés au Sénégal | | 199 411 | | | 199 411 |
| Rapatriement/réinsertion de réfugiés sierra-léoniens | | 260 114 | | | 260 116 |
| Rapatriement de réfugiés togolais | | 885 616 | | | 885 616 |
| ASIE ET OCEANIE | | | | | |
| Rapatriés cambodgiens | 307 142 | 2 667 210 | | | 2 974 352 |
| Plan d'action global en faveur des réfugiés indochinois | 1 500 000 | 8 000 000 | | | 9 500 000 |
| Réfugiés en Asie | | 39 702 | | | 39 702 |
| Rapatriement de réfugiés du Bangladesh vers le Myanmar | | 6 540 332 | | | 6 540 332 |
| Rapatriés sri-lankais | | 2 698 358 | | | 2 698 358 |
| Réfugiés au Népal | | 300 494 | | | 300 494 |
| EUROPE | | | | | |
| Assistance humanitaire dans l'ex-Yougoslavie | 6 169 779 | 114 718 974 | | 69 007 | 120 957 760 |
| Activités de suivi (CEI) | | 9 389 506 | | | 9 389 506 |
| Appui administratif en France | 509 338 | | | | 509 338 |
| Réfugiés en Allemagne | | 120 000 | | | 120 000 |
| Réfugiés en Irlande | | 55 992 | | | 55 992 |
| Magazine concernant les réfugiés en Espagne | 23 009 | 52 489 | | | 75 498 |

Tableau 1 (suite)

| Rapport 1. Contributions par catégorie de donateur | Contributions en espèces | | Contributions en nature | | Total |
|--|------------------------------|--------------------------|---------------------------|-----------------------|-------------|
| | Contributions non acquittées | Contributions acquittées | Contributions non livrées | Contributions livrées | |
| AMERIQUES ET CARAIBES | | | | | |
| Réfugiés guatémaltèques | | 143 156 | | | 143 156 |
| Rapatriés guatémaltèques du Mexique | 17 606 | 5 182 168 | | | 5 199 774 |
| ASIE CENTRALE, DU SUD-OUEST, AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT | | | | | |
| Programme de rapatriement de réfugiés afghans | | 5 826 907 | | | 5 826 907 |
| Opération de Chypre | 6 600 000 | | | | 6 600 000 |
| Réfugiés en Mauritanie | | 875 793 | | | 875 793 |
| Rapatriement de réfugiés tadjiks | 96 154 | 4 217 253 | | | 4 313 407 |
| AUTRES PROGRAMMES | | | | | |
| Divers | | 1 800 | | | 1 800 |
| Activités d'appel de fonds/d'information | 100 000 | | | | 100 000 |
| Administrateurs auxiliaires (bureaux extérieurs) | 1 017 074 | 6 775 840 | | | 7 792 914 |
| Projets d'éducation des réfugiés (DAFI) | | 2 140 315 | | | 2 140 315 |
| Enfants réfugiés | 1 267 000 | 429 479 | | | 1 696 479 |
| Projets relatifs à l'environnement | 1 429 899 | 1 744 100 | | | 3 173 999 |
| Médaille Nansen | | 100 000 | | | 100 000 |
| Divers contrats de consultants | 298 063 | 458 880 | | | 756 943 |
| Déplacements de population | | 203 210 | | | 203 210 |
| Promotion de l'aide aux réfugiés | 35 375 | | | | 35 375 |
| Administrateur auxiliaires (siège) | 118 341 | 769 084 | | | 887 425 |
| Promotion des activités de réinstallation | 340 000 | 448 276 | | | 788 276 |
| Activités du programme (CEI) | 169 779 | 9 176 929 | | | 9 344 708 |
| Total, contributions de gouvernements | 47 117 179 | 430 167 041 | 2 566 455 | 88 271 | 679 938 946 |
| <u>Contributions d'organisation intergouvernementales</u> | | | | | |
| Programmes généraux | | | | | |
| Programme annuel | 3 056 581 | 1 490 919 | | | 4 547 500 |
| Fonds extraordinaire | 50 000 | | | | 50 000 |
| AFRIQUE | | | | | |
| Afrique de l'Est et corne de l'Afrique | | | | | |
| Opération d'urgence dans la corne de l'Afrique | | 50 000 | | | 50 000 |
| Réfugiés en Ethiopie | 252 058 | 1 217 578 | | | 1 469 636 |
| Réfugiés en République-Unie de Tanzanie | 116 233 | | | | 116 233 |
| Afrique de l'Ouest et Afrique centrale | | | | | |
| Opération d'urgence au Burundi et au Rwanda | 6 612 736 | 43 280 904 | | | 49 893 640 |
| Rapatriés maliens et nigériens | 280 652 | 285 714 | | | 566 366 |
| Assistance aux rapatriés et réfugiés au Rwanda | 7 781 123 | 15 260 965 | | | 23 042 088 |

Tableau 1 (suite)

| Rapport 1. Contributions par catégorie de donateur | Contributions en espèces | | Contributions en nature | | Total |
|---|------------------------------|--------------------------|---------------------------|-----------------------|-------------|
| | Contributions non acquittées | Contributions acquittées | Contributions non livrées | Contributions livrées | |
| ASIE ET OCEANIE | | | | | |
| Rapatriement de réfugiés du Bangladesh vers le Myanmar | 23 060 | 21 972 | | | 45 032 |
| EUROPE | | | | | |
| Assistance humanitaire dans l'ex-Yougoslavie | 11 597 126 | 24 236 237 | | | 35 833 363 |
| Activités de suivi (CEI) | 67 492 | 277 081 | | | 344 573 |
| AMERIQUES ET CARAIBES | | | | | |
| Réfugiés au Chili (CE - espèces) | | 50 896 | | | 50 896 |
| Réfugiés guatémaltèques | | 179 817 | | | 179 817 |
| Rapatriés guatémaltèques du Mexique | | 281 570 | | | 281 570 |
| ASIE CENTRALE, ASIE DU SUD-OUEST, AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT | | | | | |
| Programme de rapatriement de réfugiés afghans | 995 501 | | | | 995 501 |
| Réfugiés sahraouis en Algérie | 67 492 | 267 261 | | | 334 753 |
| Réfugiés en Mauritanie | 95 613 | | | | 95 613 |
| AUTRES PROGRAMMES | | | | | |
| Femmes réfugiées | | 25 000 | | | 25 000 |
| Total, contributions d'organisation intergouvernementales | 30 995 667 | 84 925 914 | | | 117 921 581 |
| <u>Contributions de sources non gouvernementales/privées</u> | | | | | |
| Programmes généraux | | | | | |
| Programme annuel | | 2 726 327 | | | 2 726 327 |
| Fonds extraordinaire | | 109 982 | | | 109 982 |
| AFRIQUE | | | | | |
| Afrique de l'Est et corne de l'Afrique | | | | | |
| Opération d'urgence dans la corne de l'Afrique | | 212 565 | | | 212 565 |
| Afrique de l'Ouest et Afrique centrale | | | | | |
| Opération d'urgence au Burundi et au Rwanda | | 2 568 955 | | | 2 568 955 |
| Opération de rapatriement de réfugiés angolais | 50 335 | 104 010 | | | 154 345 |
| Rapatriés libériens | | 163 | | | 163 |
| Réfugiés/rapatriés du Mali et du Niger | | 347 930 | | | 347 930 |
| Assistance aux réfugiés et rapatriés au Rwanda | 27 079 | 1 294 456 | | | 1 321 535 |
| Ensemble de l'Afrique | | | | | |
| Fonds pour l'éducation des réfugiés | | 5 391 | | | 5 391 |
| ASIE ET OCEANIE | | | | | |
| Plan d'action global en faveur des réfugiés indochinois | | 104 930 | | | 104 930 |
| Rapatriés sri-lankais | | 150 | | | 150 |

Tableau 1 (suite)

| Rapport 1. Contributions par catégorie de donateur | Contributions en espèces | | Contributions en nature | | Total |
|---|------------------------------|--------------------------|---------------------------|-----------------------|-------------|
| | Contributions non acquittées | Contributions acquittées | Contributions non livrées | Contributions livrées | |
| EUROPE | | | | | |
| Assistance humanitaire dans l'ex-Yougoslavie | 53 691 | 537 342 | | | 591 033 |
| Activités de suivi (CEI) | | 159 683 | | | 159 683 |
| AMERIQUES ET CARAIBES | | | | | |
| Rapatriés guatémaltèques du Mexique | 59 583 | 188 254 | | | 247 837 |
| ASIE CENTRALE, ASIE DU SUD-OUEST, AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT | | | | | |
| Programme de rapatriement de réfugiés afghans | 41 946 | 63 281 | | | 105 227 |
| AUTRES PROGRAMMES | | | | | |
| Activités d'appel de fonds/d'information | | 32 189 | | | 32 189 |
| Divers contrats de consultants | | 75 000 | | | 75 000 |
| Prix | | 5 000 | | | 5 000 |
| Activités du programme (CEI) | | 13 368 | | | 13 368 |
| Total, contributions de sources non gouvernementales | 232 634 | 8 548 976 | | | 8 781 610 |
| Total général | 78 345 480 | 725 641 931 | 2 566 455 | 88 271 | 806 642 137 |

Tableau 1 (suite)

| Rapport 2. Contributions par programme | Contributions en espèces | | Contributions en nature | | Total |
|---|------------------------------|--------------------------|---------------------------|-----------------------|-------------|
| | Contributions non acquittées | Contributions acquittées | Contributions non livrées | Contributions livrées | |
| Programmes généraux | | | | | |
| Programme annuel | 12 007 885 | 302 705 030 | 100 794 | | 314 813 711 |
| Fonds extraordinaire | 2 380 000 | 1 109 982 | 285 714 | | 3 775 696 |
| Rapatriement librement consenti | 1 940 000 | | | | 1 940 000 |
| Total, programmes généraux | 14 327 885 | 303 815 012 | 386 510 | | 320 529 407 |
| AFRIQUE | | | | | |
| Afrique de l'Est et corne de l'Afrique | | | | | |
| Opération d'urgence dans la corne de l'Afrique | 2 289 115 | 12 610 714 | | | 14 899 829 |
| Réfugiés en Ethiopie | 252 058 | 1 613 743 | | | 1 865 801 |
| Réfugiés au Kenya | 1 500 000 | 271 739 | | | 1 771 739 |
| Réfugiés en République-Unie de Tanzanie | 116 233 | | | | 116 233 |
| Réfugiés en Ouganda | | 903 265 | | | 903 265 |
| Total, Afrique de l'Est et corne de l'Afrique | 4 157 486 | 15 399 461 | | | 19 556 867 |
| Afrique australe | | | | | |
| Réfugiés en Afrique du Sud | 876 000 | | | | 876 000 |
| Total, Afrique australe | 876 000 | | | | 876 000 |
| Afrique de l'Ouest et Afrique centrale | | | | | |
| Opération d'urgence au Burundi et au Rwanda | 11 156 303 | 113 041 509 | | 19 264 | 124 217 076 |
| Opération de rapatriement de réfugiés angolais | 220 114 | 15 270 146 | | | 15 490 260 |
| Rapatriement de réfugiés libériens | 169 779 | 10 625 286 | 679 348 | | 11 474 413 |
| Réfugiés dans les pays d'Afrique centrale | | 57 058 | | | 57 058 |
| Libériens en Guinée | | 528 518 | | | 528 518 |
| Réfugiés en Côte d'Ivoire | | 509 286 | | | 509 286 |
| Réfugiés/rapatriés du Mali et du Niger | 715 183 | 8 895 844 | | | 9 611 047 |
| Assistance aux rapatriés et réfugiés au Rwanda | 11 722 747 | 46 553 979 | 1 500 597 | | 59 777 323 |
| Réfugiés au Sénégal | | 199 411 | | | 199 411 |
| Rapatriement/réintégration de réfugiés sierra-léoniens | | 260 116 | | | 260 116 |
| Rapatriement des réfugiés togolais | | 885 616 | | | 885 616 |
| Total, Afrique de l'Ouest et Afrique centrale | 23 984 126 | 196 826 789 | 2 179 945 | 19 264 | 223 010 124 |
| Ensemble de l'Afrique | | | | | |
| Fonds pour l'éducation des réfugiés | | 5 391 | | | 5 391 |
| Total, ensemble de l'Afrique | | 5 391 | | | 5 391 |
| ASIE ET OCEANIE | | | | | |
| Rapatriés cambodgiens | 307 142 | 2 667 210 | | | 2 974 352 |
| Plan d'action global en faveur des réfugiés indochinois | 1 500 000 | 8 104 930 | | | 9 604 930 |
| Réfugiés en Asie | | 39 702 | | | 39 702 |
| Rapatriement de réfugiés du Bangladesh vers le Myanmar | 23 060 | 6 562 304 | | | 6 505 364 |
| Rapatriés sri-lankais | | 2 698 509 | | | 2 698 508 |
| Réfugiés au Népal | | 300 494 | | | 300 494 |
| Total, Asie et Océanie | 1 830 202 | 20 373 148 | | | 22 203 350 |

Tableau 1 (suite)

| Rapport 2. Contributions par programme | Contributions en espèces | | Contributions en nature | | Total |
|--|------------------------------|--------------------------|---------------------------|-----------------------|-------------|
| | Contributions non acquittées | Contributions acquittées | Contributions non livrées | Contributions livrées | |
| EUROPE | | | | | |
| Assistance humanitaire dans l'ex-Yougoslavie | 17 820 596 | 139 492 553 | | 69 007 | 157 382 156 |
| Activités de suivi (CEI) | 67 492 | 9 826 270 | | | 9 893 762 |
| Appui administratif en France | 509 338 | | | | 509 338 |
| Réfugiés en Allemagne | | 120 000 | | | 120 000 |
| Réfugiés en Irlande | | 55 992 | | | 55 992 |
| Magazine concernant les réfugiés en Espagne | 23 009 | 52 489 | | | 75 498 |
| Total, Europe | 18 420 435 | 149 547 304 | | 69 007 | 168 036 746 |
| AMERIQUES ET CARAIBES | | | | | |
| Réfugiés au Chili (CE - espèces) | | 50 896 | | | 50 896 |
| Réfugiés guatémaltèques | | 322 973 | | | 322 973 |
| Réfugiés guatémaltèques du Mexique | 77 189 | 5 651 992 | | | 5 729 181 |
| Total, Amériques et Caraïbes | 77 189 | 6 025 861 | | | 6 103 050 |
| ASIE CENTRALE, ASIE DU SUD-OUEST, AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT | | | | | |
| Programme de rapatriement de réfugiés afghans | 1 037 447 | 5 890 188 | | | 6 927 635 |
| Opération de Chypre | 6 600 000 | | | | 6 600 000 |
| Réfugiés sahraouis en Algérie | 67 492 | 267 261 | | | 334 753 |
| Réfugiés en Mauritanie | 95 613 | 875 793 | | | 971 406 |
| Rapatriement des réfugiés tadjiks | 96 154 | 4 217 253 | | | 4 313 407 |
| Total, Asie centrale, Asie du Sud-Ouest, Afrique du Nord et Moyen-Orient | 7 896 706 | 11 250 495 | | | 19 147 201 |
| AUTRES PROGRAMMES | | | | | |
| Divers | | 1 800 | | | 1 800 |
| Activités d'appel de fonds/d'information | 100 000 | 32 189 | | | 132 189 |
| Administrateurs auxiliaires (bureaux extérieurs) | 1 017 074 | 6 775 840 | | | 1 792 914 |
| Projets d'éducation des réfugiés | | 2 140 315 | | | 2 140 315 |
| Enfants réfugiés | 1 267 000 | 429 479 | | | 1 696 479 |
| Femmes réfugiées | | 25 000 | | | 25 000 |
| Projets relatifs à l'environnement | 1 429 899 | 1 744 100 | | | 3 173 999 |
| Médaille Nansen | | 100 000 | | | 100 000 |
| Divers contrats de consultants | 298 063 | 533 880 | | | 831 943 |
| Déplacements de population | | 203 210 | | | 203 210 |
| Aide et projets de développement en faveur des réfugiés | 35 375 | | | | 35 375 |
| Administrateurs auxiliaires (siège) | 118 341 | 769 084 | | | 887 425 |
| Prix | | 5 000 | | | 5 000 |
| Promotion des activités de réinstallation | 340 000 | 448 276 | | | 788 276 |
| Activités du programme (CEI) | 169 779 | 9 190 297 | | | 9 360 076 |
| Total, divers | 4 775 531 | 22 398 470 | | | 27 174 001 |
| Total général | 78 345 480 | 725 641 931 | 2 566 455 | 88 271 | 806 642 137 |

Tableau 1 (suite)

| Rapport 3. Contributions par donateur | Contributions en espèces | | Contributions en nature | | Total |
|--|------------------------------|--------------------------|---------------------------|-----------------------|------------|
| | Contributions non acquittées | Contributions acquittées | Contributions non livrées | Contributions livrées | |
| <u>Contributions de gouvernements</u> | | | | | |
| AFRIQUE DU SUD | | | | | |
| Opération de rapatriement des réfugiés angolais | | 136 593 | | | 136 593 |
| Assistance aux rapatriés et aux réfugiés au Rwanda | | 22 766 | | | 22 766 |
| Total, Afrique du Sud | | 159 359 | | | 159 359 |
| ALGERIE | | | | | |
| Programme annuel | | 50 000 | | | 50 000 |
| ALLEMAGNE | | | | | |
| Programme annuel | | 5 443 529 | 100 796 | | 5 544 325 |
| Fonds extraordinaire | | | 285 714 | | 285 714 |
| Opération d'urgence dans la corne de l'Afrique | | 288 235 | | | 288 235 |
| Réfugiés en Ethiopie | | 396 165 | | | 396 165 |
| Réfugiés aux Kenya | | 271 739 | | | 271 739 |
| Réfugiés en Ouganda | | 845 765 | | | 845 765 |
| Opération d'urgence au Burundi et au Rwanda | | 1 766 090 | | | 1 766 090 |
| Opération de rapatriement de réfugiés angolais | | 404 624 | | | 404 624 |
| Rapatriement de réfugiés libériens | | | 679 348 | | 679 348 |
| Assistance aux rapatriés et aux réfugiés au Rwanda | | | 1 130 952 | | 1 130 952 |
| Réfugiés libériens en Guinée | | 528 518 | | | 528 518 |
| Réfugiés en Côte d'Ivoire | | 509 286 | | | 509 286 |
| Réfugiés au Sénégal | | 199 411 | | | 199 411 |
| Rapatriement/réintégration de réfugiés sierra-léoniens | | 260 116 | | | 260 116 |
| Réfugiés au Népal | | 300 494 | | | 300 494 |
| Assistance humanitaire dans l'ex-Yougoslavie | | 2 891 382 | | | 2 891 382 |
| Activités de suivi (CEI) | | 281 250 | | | 281 250 |
| Réfugiés guatémaltèques | | 143 156 | | | 143 156 |
| Administrateurs auxiliaires (bureaux extérieurs) | | 263 825 | | | 263 825 |
| Administrateurs auxiliaires (siège) | | 81 189 | | | 81 189 |
| Sous-projets d'éducation des réfugiés (DAFI) | | 2 140 315 | | | 2 140 315 |
| Total, Allemagne | | 17 015 089 | 2 196 810 | | 19 211 899 |
| ARABIE SAOUDITE | | | | | |
| Programme annuel | 100 000 | 10 000 | | | 110 000 |
| Opération d'urgence au Burundi et au Rwanda | | 350 000 | | | 350 000 |
| Assistance aux rapatriés et aux réfugiés au Rwanda | | 150 000 | | | 150 000 |
| Total, Arabie saoudite | 100 000 | 510 000 | | | 610 000 |
| ARGENTINE | | | | | |
| Programme annuel | | 20 000 | | | 20 000 |
| AUSTRALIE | | | | | |
| Programme annuel | | 10 714 286 | | | 10 714 286 |
| Opération d'urgence dans la corne de l'Afrique | | 613 281 | | | 613 281 |
| Opération d'urgence au Burundi et au Rwanda | | 781 250 | | | 781 250 |
| Rapatriés cambodgiens | | 352 113 | | | 352 113 |
| Rapatriement de réfugiés du Bangladesh vers le Myanmar | | 234 375 | | | 234 375 |
| Réfugiés en Asie | | 24 802 | | | 24 802 |
| Assistance humanitaire dans l'ex-Yougoslavie | | 763 359 | | | 763 359 |
| Total, Australie | | 13 483 466 | | | 13 483 466 |

Tableau 1 (suite)

| Rapport 3. Contributions par donateur | Contributions en espèces | | Contributions en nature | | Total |
|--|------------------------------|--------------------------|---------------------------|-----------------------|------------|
| | Contributions non acquittées | Contributions acquittées | Contributions non livrées | Contributions livrées | |
| AUTRICHE | | | | | |
| Programme annuel | | 374 719 | | | 374 719 |
| Opération d'urgence au Burundi et au Rwanda | | 73 394 | | | 73 394 |
| Assistance aux rapatriés et aux Réfugiés au Rwanda | | 449 541 | | | 449 541 |
| Administrateurs auxiliaires (bureaux extérieurs) | | 10 305 | | | 10 305 |
| Total, Autriche | | 907 959 | | | 907 959 |
| BELGIQUE | | | | | |
| Programme annuel | 2 060 439 | 57 243 | | | 2 117 682 |
| Opération d'urgence au Burundi et au Rwanda | 1 542 567 | | | | 1 542 567 |
| Assistance aux rapatriés et aux réfugiés au Rwanda | 718 391 | | | | 718 391 |
| Administrateurs auxiliaires (bureaux extérieurs) | | 594 570 | | | 594 570 |
| Total, Belgique | 4 321 397 | 651 813 | | | 4 973 210 |
| BENIN | | | | | |
| Programme annuel | | 5 000 | | | 5 000 |
| BERMUDES | | | | | |
| Programme annuel | | 5 000 | | | 5 000 |
| CANADA | | | | | |
| Programme annuel | | 8 646 567 | | | 8 646 567 |
| Opération d'urgence au Burundi et au Rwanda | | 729 927 | | | 729 927 |
| Assistance aux rapatriés et aux réfugiés au Rwanda | | 3 665 736 | 369 645 | | 4 035 381 |
| Rapatriés cambodgiens | | 352 113 | | | 352 113 |
| Assistance humanitaire dans l'ex-Yougoslavie | | 2 167 883 | | | 2 167 883 |
| Rapatriés guatémaltèques du Mexique | 17 606 | 346 715 | | | 364 321 |
| Programme de rapatriement de réfugiés afghans | | 735 294 | | | 735 294 |
| Administrateurs auxiliaires (bureaux extérieurs) | | 208 633 | | | 208 633 |
| Divers contrats de consultants | | 359 880 | | | 359 880 |
| Total, Canada | 17 606 | 17 212 748 | 369 645 | | 17 599 999 |
| CHILI | | | | | |
| Programme annuel | | 20 000 | | | 20 000 |
| CHINE | | | | | |
| Programme annuel | 250 000 | | | | 250 000 |
| CHYPRE | | | | | |
| Programme annuel | | 6 054 | | | 6 054 |
| Opération d'urgence au Burundi et au Rwanda | | 2 000 | | | 2 000 |
| Assistance humanitaire dans l'ex-Yougoslavie | | 3 000 | | | 3 000 |
| Total, Chypre | | 11 054 | | | 11 054 |
| COLOMBIE | | | | | |
| Programme annuel | | 19 275 | | | 19 275 |
| COSTA RICA | | | | | |
| Programme annuel | | 14 457 | | | 14 457 |

Tableau 1 (suite)

| Rapport 3. Contributions par donateur | Contributions en espèces | | Contributions en nature | | Total |
|---|------------------------------|--------------------------|---------------------------|-----------------------|-------------|
| | Contributions non acquittées | Contributions acquittées | Contributions non livrées | Contributions livrées | |
| DANEMARK | | | | | |
| Programme annuel | | 18 030 975 | | | 18 030 975 |
| Opération d'urgence dans la corne de l'Afrique | | 2 682 563 | | | 2 682 563 |
| Opération d'urgence au Burundi et au Rwanda | | 2 318 393 | | | 2 318 393 |
| Opération de rapatriement de réfugiés angolais | | 1 545 595 | | | 1 545 595 |
| Rapatriement de réfugiés libériens | | 2 831 595 | | | 2 831 595 |
| Assistance aux rapatriés et aux réfugiés au Rwanda | | 1 517 953 | | | 1 517 953 |
| Rapatriement de réfugiés du Mali et du Niger | | 447 094 | | | 447 094 |
| Rapatriés cambodgiens | | 745 156 | | | 745 156 |
| Rapatriement de réfugiés du Bangladesh vers le Myanmar | | 1 192 250 | | | 1 192 250 |
| Rapatriés sri-lankais | | 894 188 | | | 894 188 |
| Assistance humanitaire dans l'ex-Yougoslavie | | 3 091 190 | | | 3 091 190 |
| Activités de suivi (CEI) | | 2 627 512 | | | 2 627 512 |
| Réfugiés guatémaltèques du Mexique | | 1 043 220 | | | 1 043 220 |
| Rapatriement de réfugiés tadjiks | | 1 117 735 | | | 1 117 735 |
| Administrateurs auxiliaires (bureaux extérieurs) | 12 275 | 1 376 822 | | | 1 389 097 |
| Administrateurs auxiliaires (siège) | | 170 656 | | | 170 656 |
| Enfants réfugiés | | 223 547 | | | 223 547 |
| Divers contrats de consultants | 298 063 | | | | 298 063 |
| Total, Danemark | 310 338 | 41 856 444 | | | 42 166 782 |
| DJIBOUTI | | | | | |
| Programme annuel | 1 000 | 2 000 | | | 3 000 |
| ESPAGNE | | | | | |
| Programme annuel | 15 246 | 2 009 045 | | | 2 024 291 |
| Magazine concernant les réfugiés en Espagne | 23 009 | 52 489 | | | 75 498 |
| Total, Espagne | 38 255 | 2 061 534 | | | 2 099 789 |
| ETATS-UNIS D'AMERIQUE | | | | | |
| Programme annuel | 500 000 | 107 146 455 | | | 107 646 455 |
| Opération d'urgence dans la corne de l'Afrique | 1 500 000 | 4 000 000 | | | 5 500 000 |
| Réfugiés au Kenya | 1 500 000 | | | | 1 500 000 |
| Opération d'urgence au Burundi et au Rwanda | 3 000 000 | 25 600 000 | | | 28 600 000 |
| Opération de rapatriement de réfugiés angolais | | 4 000 000 | | | 4 000 000 |
| Rapatriement de réfugiés libériens | | 5 000 000 | | | 5 000 000 |
| Assistance aux rapatriés et aux réfugiés au Rwanda | 3 000 000 | 12 000 000 | | | 15 000 000 |
| Rapatriement de réfugiés du Mali et du Niger | | 3 250 000 | | | 3 250 000 |
| Plan d'action global en faveur des réfugiés indochinois | 1 500 000 | 1 000 000 | | | 2 500 000 |
| Rapatriement de réfugiés du Bangladesh vers le Myanmar | | 1 600 000 | | | 1 600 000 |
| Assistance humanitaire dans l'ex-Yougoslavie | 6 000 000 | 38 000 000 | | | 44 000 000 |
| Réfugiés en Allemagne | | 120 000 | | | 120 000 |
| Rapatriés guatémaltèques du Mexique | | 1 000 000 | | | 1 000 000 |
| Programme de rapatriement de réfugiés afghans | | 1 500 000 | | | 1 500 000 |
| Opération de Chypre | 6 600 000 | | | | 6 600 000 |
| Réfugiés en Mauritanie | | 600 000 | | | 600 000 |
| Rapatriement de réfugiés tadjiks | | 1 030 000 | | | 1 030 000 |
| Activités du programme (CEI) | | 8 000 000 | | | 8 000 000 |
| Promotion des activités de réinstallation | 340 000 | | | | 340 000 |
| Projets relatifs à l'environnement | 200 000 | 200 000 | | | 400 000 |
| Administrateurs auxiliaires (bureaux extérieurs) | 600 000 | 900 000 | | | 1 500 000 |
| Aide et projets de développement en faveur des réfugiés | 35 375 | | | | 35 375 |
| Enfants réfugiés | 1 267 000 | 100 000 | | | 1 367 000 |
| Divers contrats de consultants | | 99 000 | | | 99 000 |
| Total, Etats-Unis d'Amérique | 26 042 375 | 215 145 455 | | | 241 187 830 |

Tableau 1 (suite)

| Rapport 3. Contributions par donateur | Contributions en espèces | | Contributions en nature | | Total |
|--|------------------------------|--------------------------|---------------------------|-----------------------|------------|
| | Contributions non acquittées | Contributions acquittées | Contributions non livrées | Contributions livrées | |
| FINLANDE | | | | | |
| Programme annuel | | 7 847 005 | | | 7 847 005 |
| Opération d'urgence dans la corne de l'Afrique | | 1 132 268 | | | 1 132 268 |
| Opération d'urgence au Burundi et au Rwanda | | 1 828 555 | | | 1 828 555 |
| Assistance humanitaire dans l'ex-Yougoslavie | | 731 355 | | | 731 355 |
| Activités de suivi (CEI) | | 456 563 | | | 456 563 |
| Programme de rapatriement de réfugiés afghans | | 548 516 | | | 548 516 |
| Rapatriement de réfugiés tadjiks | | 186 064 | | | 186 064 |
| Activités du programme (CEI) | | 91 312 | | | 91 312 |
| Administrateurs auxiliaires (bureaux extérieurs) | | 111 122 | | | 111 122 |
| Administrateurs auxiliaires (siège) | | 100 405 | | | 100 405 |
| Total, Finlande | | 13 033 165 | | | 13 033 165 |
| FRANCE | | | | | |
| Programme annuel | 2 546 689 | 2 226 027 | | | 4 772 716 |
| Opération d'urgence dans la corne de l'Afrique | 84 890 | | | | 84 890 |
| Opération d'urgence au Burundi et au Rwanda | | 1 580 561 | | | 1 580 561 |
| Opération de rapatriement de réfugiés angolais | 169 779 | | | | 169 779 |
| Rapatriement de réfugiés libériens | 169 779 | | | | 169 779 |
| Assistance aux rapatriés et aux réfugiés au Rwanda | | 85 616 | | | 85 616 |
| Rapatriement de réfugiés du Mali et du Niger | | 222 603 | | | 222 603 |
| Rapatriement de réfugiés togolais | | 85 616 | | | 85 616 |
| Rapatriés cambodgiens | 169 779 | | | | 169 779 |
| Assistance humanitaire dans l'ex-Yougoslavie | 169 779 | 342 466 | | | 512 245 |
| Appui administratif en France | 509 338 | | | | 509 338 |
| Réfugiés en Mauritanie | | 34 247 | | | 34 247 |
| Activités du programme (CEI) | 169 779 | 85 617 | | | 255 396 |
| Administrateurs auxiliaires (bureaux extérieurs) | | 715 068 | | | 715 068 |
| Total, France | 3 989 812 | 5 377 821 | | | 9 367 633 |
| GHANA | | | | | |
| Programme annuel | | 5 000 | | | 5 000 |
| GRECE | | | | | |
| Programme annuel | | 300 000 | | | 300 000 |
| HONG KONG | | | | | |
| Réfugiés en Asie | | 14 900 | | | 14 900 |
| HONGRIE | | | | | |
| Programme annuel | | 40 000 | | | 40 000 |
| INDE | | | | | |
| Programme annuel | | 5 540 | | | 5 540 |
| INDONESIE | | | | | |
| Programme annuel | | 4 000 | | | 4 000 |
| Opération d'urgence au Burundi et au Rwanda | | 10 000 | | | 10 000 |
| Rapatriement de réfugiés du Bangladesh vers le Myanmar | | 10 000 | | | 10 000 |
| Total, Indonésie | | 24 000 | | | 24 000 |

Tableau 1 (suite)

| Rapport 3. Contributions par donateur | Contributions en espèces | | Contributions en nature | | Total |
|---|------------------------------|--------------------------|---------------------------|-----------------------|-------------|
| | Contributions non acquittées | Contributions acquittées | Contributions non livrées | Contributions livrées | |
| IRLANDE | | | | | |
| Programme annuel | | 2 085 190 | | | 2 085 190 |
| Opération d'urgence au Burundi et au Rwanda | | 352 665 | | | 352 665 |
| Rapatriement de réfugiés du Mali et du Niger | | 73 206 | | | 73 206 |
| Réfugiés en Irlande | | 55 992 | | | 55 992 |
| Total, IRLANDE | | 2 567 053 | | | 2 567 053 |
| ISLANDE | | | | | |
| Programme annuel | | 62 788 | | | 62 788 |
| ITALIE | | | | | |
| Programme annuel | | 7 395 168 | | | 7 395 168 |
| Réfugiés en Ouganda | | 57 500 | | | 57 500 |
| Assistance humanitaire dans l'ex-Yougoslavie | | 1 311 475 | | | 1 311 475 |
| Administrateurs auxiliaires (bureaux extérieurs) | 401 099 | 9 097 | | | 410 196 |
| Administrateurs auxiliaires (siège) | 118 341 | 32 965 | | | 151 306 |
| Total, Italie | 519 440 | 8 804 205 | | | 9 325 645 |
| JAPON | | | | | |
| Programme annuel | 3 120 000 | 20 740 000 | | | 23 060 000 |
| Fonds extraordinaire | 2 330 000 | 1 000 000 | | | 3 330 000 |
| Rapatriement librement consenti | 1 940 000 | | | | 1 940 000 |
| Opération d'urgence dans la corne de l'Afrique | | 2 300 000 | | | 2 300 000 |
| Réfugiés en Afrique du Sud | 876 000 | | | | 876 000 |
| Opération d'urgence au Burundi et au Rwanda | | 19 556 461 | | | 19 556 461 |
| Opération de rapatriement de réfugiés angolais | | 2 000 000 | | | 2 000 000 |
| Assistance aux rapatriés et aux réfugiés au Rwanda | | 10 000 000 | | | 10 000 000 |
| Rapatriement de réfugiés du Mali et du Niger | | 2 210 000 | | | 2 210 000 |
| Rapatriement de réfugiés togolais | | 800 000 | | | 800 000 |
| Rapatriés cambodgiens | | 800 000 | | | 800 000 |
| Plan d'action global en faveur des réfugiés indochinois | | 7 000 000 | | | 7 000 000 |
| Rapatriement de réfugiés du Bangladesh vers le Myanmar | | 2 500 000 | | | 2 500 000 |
| Rapatriés sri-lankais | | 1 000 000 | | | 1 000 000 |
| Assistance humanitaire dans l'ex-Yougoslavie | | 43 570 000 | | | 43 570 000 |
| Activités de suivi (CEI) | | 205 000 | | | 205 000 |
| Rapatriés guatémaltèques du Mexique | | 600 000 | | | 600 000 |
| Projets relatifs à l'environnement | 1 100 000 | 1 300 000 | | | 2 400 000 |
| Activités d'appel de fonds/d'information | 100 000 | | | | 100 000 |
| Administrateurs auxiliaires (bureaux extérieurs) | | 1 233 795 | | | 1 233 795 |
| Administrateurs auxiliaires (siège) | | 284 143 | | | 284 143 |
| Déplacements de populations | | 203 210 | | | 203 210 |
| Total, Japon | 9 466 000 | 117 302 609 | | | 126 768 609 |
| KOWEÏT | | | | | |
| Programme annuel | 200 000 | | | | 200 000 |
| Rapatriement de réfugiés libériens | | 50 165 | | | 50 165 |
| Total, Koweït | 200 000 | 50 165 | | | 250 165 |
| LIBAN | | | | | |
| Programme annuel | | 3 000 | | | 3 000 |
| LIECHTENSTEIN | | | | | |
| Programme annuel | | 32 895 | | | 32 895 |
| Assistance aux rapatriés et aux réfugiés au Rwanda | | 7 042 | | | 7 042 |
| Total, Liechtenstein | | 39 937 | | | 39 937 |

Tableau 1 (suite)

| Rapport 3. Contributions par donateur | Contributions en espèces | | Contributions en nature | | Total |
|--|------------------------------|--------------------------|---------------------------|-----------------------|------------|
| | Contributions non acquittées | Contributions acquittées | Contributions non livrées | Contributions livrées | |
| LUXEMBOURG | | | | | |
| Programme annuel | | 114 939 | | | 114 939 |
| Opération d'urgence au Burundi et au Rwanda | | 143 678 | | | 143 678 |
| Assistance aux rapatriés et aux réfugiés au Rwanda | 96 154 | 143 678 | | | 239 832 |
| Rapatriement de réfugiés du Mali et du Niger | 82 418 | 172 410 | | | 254 828 |
| Rapatriés cambodgiens | 137 363 | | | | 137 363 |
| Rapatriement de réfugiés tadjiks | 96 154 | | | | 96 154 |
| Total, Luxembourg | 412 089 | 574 705 | | | 986 794 |
| MADAGASCAR | | | | | |
| Programme annuel | | 101 | | | 101 |
| MALAISIE | | | | | |
| Programme annuel | | 20 000 | | | 20 000 |
| MAROC | | | | | |
| Programme annuel | | 15 000 | | | 15 000 |
| MEXIQUE | | | | | |
| Programme annuel | | 100 000 | | | 100 000 |
| MONACO | | | | | |
| Programme annuel | | 7 042 | | | 7 042 |
| NAMIBIE | | | | | |
| Opération de rapatriement de réfugiés angolais | | 1 000 | | | 1 000 |
| NORVEGE | | | | | |
| Programme annuel | | 23 660 420 | | | 23 660 420 |
| Opération d'urgence dans la corne de l'Afrique | | 643 502 | | | 643 502 |
| Opération d'urgence au Burundi et au Rwanda | | 2 989 537 | | 19 264 | 3 008 801 |
| Opération de rapatriement de réfugiés angolais | | 1 345 895 | | | 1 345 895 |
| Rapatriement de réfugiés libériens | | 901 258 | | | 901 258 |
| Assistance aux rapatriés et aux réfugiés au Rwanda | 100 000 | 1 494 768 | | | 1 594 768 |
| Rapatriement de réfugiés du Mali et du Niger | | 413 793 | | | 413 793 |
| Rapatriés cambodgiens | | 417 828 | | | 417 828 |
| Rapatriement de réfugiés du Bangladesh vers le Myanmar | | 229 709 | | | 229 709 |
| Rapatriés sri-lankais | | 139 276 | | | 139 276 |
| Assistance humanitaire dans l'ex-Yougoslavie | | 2 297 090 | | | 2 297 090 |
| Activités de suivi (CEI) | | 551 724 | | | 551 724 |
| Rapatriés guatémaltèques du Mexique | | 1 139 601 | | | 1 139 601 |
| Programme de rapatriement de réfugiés afghans | | 573 729 | | | 573 729 |
| Promotion des activités de réinstallation | | 448 276 | | | 448 276 |
| Administrateurs auxiliaires (bureaux extérieurs) | | 338 205 | | | 338 205 |
| Administrateurs auxiliaires (siège) | | 28 013 | | | 28 013 |
| Médaille Nansen | | 80 000 | | | 80 000 |
| Enfants réfugiés | | 105 932 | | | 105 932 |
| Total, Norvège | 100 000 | 37 798 556 | | 19 264 | 37 917 820 |
| NOUVELLE-ZELANDE | | | | | |
| Programme annuel | | 1 042 383 | | | 1 042 383 |
| Opération d'urgence au Burundi et au Rwanda | | 381 600 | | | 381 600 |
| Assistance aux rapatriés et aux réfugiés au Rwanda | | 138 300 | | | 138 300 |
| Total, Nouvelle-Zélande | | 1 562 283 | 1 562 283 | | |

Tableau 1 (suite)

| Rapport 3. Contributions par donateur | Contributions en espèces | | Contributions en nature | | Total |
|--|------------------------------|--------------------------|---------------------------|-----------------------|------------|
| | Contributions non acquittées | Contributions acquittées | Contributions non livrées | Contributions livrées | |
| PANAMA | | | | | |
| Programme annuel | | 500 | | | 500 |
| PAYS-BAS | | | | | |
| Programme annuel | | 26 726 415 | | | 26 726 415 |
| Opération d'urgence au Burundi et au Rwanda | | 3 092 784 | | | 3 092 784 |
| Opération de rapatriement de réfugiés angolais | | 2 497 637 | | | 2 497 637 |
| Assistance humanitaire dans l'ex-Yougoslavie | | 7 731 959 | | | 7 731 959 |
| Activités de suivi (CEI) | | 874 266 | | | 874 266 |
| Programme de rapatriement de réfugiés afghans | | 523 560 | | | 523 560 |
| Réfugiés en Mauritanie | | 241 546 | | | 241 546 |
| Rapatriement de réfugiés tadjiks | | 1 005 025 | | | 1 005 025 |
| Projets relatifs à l'environnement | 129 899 | 150 000 | | | 279 899 |
| Administrateurs auxiliaires (bureaux extérieurs) | 3 700 | 857 193 | | | 860 893 |
| Total, Pays-Bas | 133 599 | 43 700 385 | | | 43 833 984 |
| PHILIPPINES | | | | | |
| Programme annuel | 3 000 | 2 430 | | | 5 430 |
| Opération d'urgence au Burundi et au Rwanda | 1 000 | 2 000 | | | 3 000 |
| Assistance humanitaire dans l'ex-Yougoslavie | | 1 000 | | | 1 000 |
| Total, Philippines | 4 000 | 5 430 | | | 9 430 |
| PORTUGAL | | | | | |
| Programme annuel | | 107 500 | | | 107 500 |
| Opération de rapatriement de réfugiés angolais | | 1 050 000 | | | 1 050 000 |
| Total, Portugal | | 1 157 500 | | | 1 157 500 |
| REPUBLIQUE DE COREE | | | | | |
| Programme annuel | | 1 500 000 | | | 1 500 000 |
| Administrateurs auxiliaires (bureaux extérieurs) | | 69 652 | | | 69 652 |
| Total, République de Corée | | 1 569 652 | | | 1 569 652 |
| ROYAUME-UNI | | | | | |
| Programme annuel | | 8 064 516 | | | 8 064 516 |
| Opération d'urgence au Burundi et au Rwanda | | 1 592 300 | | | 1 592 300 |
| Opération de rapatriement des réfugiés angolais | | 166 667 | | | 166 667 |
| Réfugiés dans des pays d'Afrique centrale | | 57 058 | | | 57 058 |
| Rapatriement de réfugiés du Mali et du Niger | | 416 667 | | | 416 667 |
| Rapatriement de réfugiés du Bangladesh vers le Myanmar | | 247 682 | | | 247 682 |
| Assistance humanitaire dans l'ex-Yougoslavie | | 5 705 912 | | | 5 705 912 |
| Programme de rapatriement de réfugiés afghans | | 1 290 322 | | | 1 290 322 |
| Activités du programme (CEI) | | 1 000 000 | | | 1 000 000 |
| Total, Royaume-Uni | | 18 541 124 | | | 18 541 124 |
| SAINT-MARIN | | | | | |
| Programme annuel | | 23 973 | | | 23 973 |
| SAINT-SIEGE | | | | | |
| Opération de rapatriement de réfugiés angolais | | 65 000 | | | 65 000 |
| Assistance aux rapatriés et aux réfugiés au Rwanda | | 60 000 | | | 60 000 |
| Assistance humanitaire dans l'ex-Yougoslavie | | 80 000 | | | 80 000 |
| Total, Saint-Siège | | 205 000 | | | 205 000 |

Tableau 1 (suite)

| Rapport 3. Contributions par donateur | Contributions en espèces | | Contributions en nature | | Total |
|--|------------------------------|--------------------------|---------------------------|-----------------------|------------|
| | Contributions non acquittées | Contributions acquittées | Contributions non livrées | Contributions livrées | |
| SRI LANKA | | | | | |
| Programme annuel | 4 930 | | | | 4 930 |
| SUEDE | | | | | |
| Programme annuel | | 34 787 442 | | | 34 787 442 |
| Opération d'urgence au Burundi et au Rwanda | | 2 631 580 | | | 2 631 580 |
| Opération de rapatriement de réfugiés angolais | | 1 953 125 | | | 1 953 125 |
| Rapatriement de réfugiés libériens | | 1 315 789 | | | 1 315 789 |
| Assistance aux rapatriés et aux réfugiés au Rwanda | | 263 158 | | | 263 158 |
| Rapatriement de réfugiés du Mali et du Niger | | 651 042 | | | 651 042 |
| Rapatriement de réfugiés du Bangladesh vers le Myanmar | | 526 316 | | | 526 316 |
| Rapatriés sri-lankais | | 664 894 | | | 664 894 |
| Assistance humanitaire dans l'ex-Yougoslavie | | 3 947 368 | | 69 007 | 4 016 375 |
| Activités de suivi (CEI) | | 1 314 217 | | | 1 314 217 |
| Rapatriés guatémaltèques du Mexique | | 1 052 632 | | | 1 052 632 |
| Programme de rapatriement de réfugiés afghans | | 651 042 | | | 651 042 |
| Rapatriement de réfugiés tadjiks | | 526 316 | | | 526 316 |
| Administrateurs auxiliaires (bureaux extérieurs) | | 87 553 | | | 87 553 |
| Administrateurs auxiliaires (siège) | | 71 713 | | | 71 713 |
| Total, Suède | | 50 444 187 | | 69 007 | 50 513 194 |
| SUISSE | | | | | |
| Programme annuel | | 8 965 517 | | | 8 965 517 |
| Opération d'urgence dans la corne de l'Afrique | 704 225 | 688 300 | | | 1 392 525 |
| Opération d'urgence au Burundi et au Rwanda | | 1 398 875 | | | 1 398 875 |
| Rapatriement de réfugiés libériens | | 526 316 | | | 526 316 |
| Rapatriement de réfugiés du Mali et du Niger | 352 113 | 405 405 | | | 757 518 |
| Assistance humanitaire dans l'ex-Yougoslavie | | 2 083 535 | | | 2 083 535 |
| Activités de suivi (CEI) | | 3 078 974 | | | 3 078 974 |
| Rapatriement de réfugiés tadjiks | | 352 113 | | | 352 113 |
| Projets relatifs à l'environnement | | 94 100 | | | 94 100 |
| Médaille Nansen | | 20 000 | | | 20 000 |
| Divers | | 1 800 | | | 1 800 |
| Total, Suisse | 1 056 338 | 17 614 935 | | | 18 671 273 |
| SUISSE (commune de Cologny) | | | | | |
| Programme annuel | | 4 225 | | | 4 225 |
| Programme de rapatriement de réfugiés afghans | | 4 444 | | | 4 444 |
| Total, Suisse (commune de Cologny) | | 8 669 | | | 8 669 |
| THAILANDE | | | | | |
| Programme annuel | | 15 000 | | | 15 000 |
| Opération d'urgence du Burundi et au Rwanda | | 10 000 | | | 10 000 |
| Total, Thaïlande | | 25 000 | | | 25 000 |
| TUNISIE | | | | | |
| Programme annuel | | 9 163 | | | 9 163 |
| TURQUIE | | | | | |
| Programme annuel | 150 000 | | | | 150 000 |
| Total, contributions de gouvernements | | | | | |

Tableau 1 (suite)

| Rapport 3. Contributions par donateur | Contributions en espèces | | Contributions en nature | | Total |
|--|------------------------------|--------------------------|---------------------------|-----------------------|-------------|
| | Contributions non acquittées | Contributions acquittées | Contributions non livrées | Contributions livrées | |
| <u>Contributions intergouvernementales</u> | | | | | |
| COMMUNAUTE EUROPEENNE | | | | | |
| Programme annuel | 3 056 581 | 1 490 919 | | | 4 547 500 |
| Réfugiés en République-Unie de Tanzanie | 116 233 | | | | 116 233 |
| Réfugiés en Ethiopie | 252 058 | 1 217 578 | | | 1 469 636 |
| Opération d'urgence au Burundi et au Rwanda | 6 612 736 | 43 280 904 | | | 49 893 640 |
| Assistance aux rapatriés et aux réfugiés au Rwanda | 7 781 123 | 15 260 965 | | | 23 042 088 |
| Rapatriement de réfugiés du Mali et du Niger | 280 652 | 285 714 | | | 566 366 |
| Rapatriement de réfugiés du Bangladesh vers le Myanmar | 23 060 | 21 972 | | | 45 032 |
| Assistance humanitaire dans l'ex-Yougoslavie | 11 597 126 | 24 236 237 | | | 35 833 363 |
| Activités de suivi (CEI) | 67 492 | 277 081 | | | 344 573 |
| Réfugiés au Chili (CE - espèces) | | 50 896 | | | 50 896 |
| Programme de rapatriement de réfugiés afghans | 995 501 | | | | 995 501 |
| Réfugiés en Mauritanie | 95 613 | | | | 95 613 |
| Réfugiés sahraouis en Algérie | 67 492 | 267 261 | | | 334 753 |
| Total, Communauté européenne | 30 945 667 | 86 389 527 | | | 117 335 194 |
| ORGANISATION DE L'UNITE AFRICAINE | | | | | |
| Fonds extraordinaire | 50 000 | | | | 50 000 |
| Opération d'urgence dans la corne de l'Afrique | | 50 000 | | | 50 000 |
| Total, Organisation de l'unité africaine | 50 000 | 50 000 | | | 100 000 |
| FNUAP | | | | | |
| Femmes réfugiés | | 25 000 | | | 25 000 |
| PNUD | | | | | |
| Réfugiés guatémaltèques | | 179 817 | | | 179 817 |
| Rapatriés guatémaltèques du Mexique | | 281 570 | | | 281 570 |
| Total, PNUD | | 461 387 | | | 461 387 |
| Total, contributions d'organisations intergouvernementales | 30 995 667 | 86 925 914 | | | 117 921 581 |

Tableau 1 (suite)

| Rapport 3. Contributions par donateur | Contributions en espèces | | Contributions en nature | | Total |
|--|------------------------------|--------------------------|---------------------------|-----------------------|-----------|
| | Contributions non acquittées | Contributions acquittées | Contributions non livrées | Contributions livrées | |
| <u>Contributions de sources non gouvernementales/privées</u> | | | | | |
| BANQUE CANTRADE (SUISSE) | | | | | |
| Programme annuel | | 9 500 | | | 9 500 |
| CHEESE FESTA COMMITTEE (JAPON) | | | | | |
| Programme annuel | | 9 506 | | | 9 506 |
| COMITE DE SOLIDARITE AVEC LES REFUGIES INDOCHINOIS | | | | | |
| Plan d'action global en faveur des réfugiés indochinois | | 100 000 | | | 100 000 |
| COMITE BELGE (BELGIQUE) | | | | | |
| Assistance aux rapatriés et aux réfugiés au Rwanda | | 100 000 | | | 100 000 |
| CONSEIL DANOIS POUR LES REFUGIES | | | | | |
| Activités du programme (CEI) | | 13 368 | | | 13 368 |
| DEUTSCHE STIFTUNG (ALLEMAGNE) | | | | | |
| Rapatriement des réfugiés du Mali et du Niger | | 347 930 | | | 347 930 |
| ESPANA CON ACNUR (ESPAGNE) | | | | | |
| Programme annuel | | 179 856 | | | 179 856 |
| Fonds extraordinaire | | 109 982 | | | 109 982 |
| Opération d'urgence au Burundi et au Rwanda | | 25 180 | | | 25 180 |
| Opération de rapatriement de réfugiés angolais | 50 335 | | | | 50 335 |
| Assistance aux rapatriés et aux réfugiés au Rwanda | 27 079 | 392 912 | | | 419 991 |
| Assistance humanitaire dans l'ex-Yougoslavie | 53 691 | 266 187 | | | 319 878 |
| Rapatriés guatémaltèques du Mexique | 59 583 | 188 254 | | | 247 837 |
| Programme de rapatriement de réfugiés afghans | 41 946 | | | | 41 946 |
| Total, España con acnur (Espagne) | 232 634 | 1 162 371 | | | 1 395 005 |
| FEDERATION DES SYNDICATS DES TRAVAILLEURS DE L'ELECTRICITE (JAPON) | | | | | |
| Programme annuel | | 17 271 | | | 17 271 |
| FIFA (SUISSE) | | | | | |
| Programme annuel | | 15 165 | | | 15 165 |
| CONSEIL FINLANDAIS POUR LES REFUGIES | | | | | |
| Opération d'urgence au Burundi et au Rwanda | | 19 370 | | | 19 370 |
| FORD FOUNDATION (ETATS-UNIS D'AMERIQUE) | | | | | |
| Divers contrats de consultants | | 75 000 | | | 75 000 |
| HIKOYOSHI MAKI (JAPON) | | | | | |
| Opération d'urgence au Burundi et au Rwanda | | 8 065 | | | 8 065 |
| S.A.R. LE PRINCE ABDUL AZIZ (ARABIE SAOUDITE) | | | | | |
| Programme annuel | | 13 333 | | | 13 333 |
| COMITE OLYMPIQUE INTERNATIONAL (SUISSE) | | | | | |
| Activités d'appel de fonds/d'information | | 22 500 | | | 22 500 |
| JAPAN TIMES (JAPON) | | | | | |
| Opération d'urgence au Burundi et au Rwanda | | 38 843 | | | 38 843 |
| JCLARWF (JAPON) | | | | | |
| Programme annuel | | 66 667 | | | 66 667 |

Tableau 1 (suite)

| Rapport 3. Contributions par donateur | Contributions en espèces | | Contributions en nature | | Total |
|--|------------------------------|--------------------------|---------------------------|-----------------------|-----------|
| | Contributions non acquittées | Contributions acquittées | Contributions non livrées | Contributions livrées | |
| JINRUI AIZEN-KAI SOHONBU (JAPON) | | | | | |
| Assistance aux rapatriés et aux réfugiés au Rwanda | | 17 094 | | | 17 094 |
| JUSCO CO. (JAPON) | | | | | |
| Opération d'urgence au Burundi et au Rwanda | | 13 158 | | | 13 158 |
| Assistance aux rapatriés et aux réfugiés au Rwanda | | 342 249 | | | 342 249 |
| Total, Jusco Co. (Japon) | | 355 407 | | | 355 407 |
| JYODOSHU (JAPON) | | | | | |
| Opération d'urgence au Burundi et au Rwanda | | 23 622 | | | 23 622 |
| KANTO GOLF ASSOCIATION (JAPON) | | | | | |
| Assistance aux rapatriés et aux réfugiés au Rwanda | | 93 732 | | | 93 732 |
| KOMEITO FUKUOKA (JAPON) | | | | | |
| Programme annuel | | 15 683 | | | 15 683 |
| LINTZ CORPORATION (JAPON) | | | | | |
| Programme annuel | | 44 470 | | | 44 470 |
| M. HIRATA (JAPON) | | | | | |
| Activités de suivi (CEI) | | 15 748 | | | 15 748 |
| MAINICHI SHIMBUN (JAPON) | | | | | |
| Opération d'urgence au Burundi et au Rwanda | | 34 677 | | | 34 677 |
| Activités de suivi (CEI) | | 8 065 | | | 8 065 |
| Total Mainichi Shimbun (Japon) | | 42 742 | | | 42 742 |
| AUTRES PROGRAMMES | | | | | |
| Programme annuel | | 917 788 | | | 917 788 |
| Opération d'urgence dans la corne de l'Afrique | | 107 | | | 107 |
| Opération d'urgence au Burundi et au Rwanda | | 2 169 019 | | | 2 169 019 |
| Opération de rapatriement de réfugiés angolais | | 5 000 | | | 5 000 |
| Rapatriement de réfugiés libériens | | 163 | | | 163 |
| Assistance aux rapatriés et aux réfugiés au Rwanda | | 27 921 | | | 27 921 |
| Fonds d'éducation | | 5 391 | | | 5 391 |
| Plan d'action global pour les réfugiés indochinois | | 4 930 | | | 4 930 |
| Rapatriés sri-lankais | | 150 | | | 150 |
| Assistance humanitaire dans l'ex-Yougoslavie | | 233 114 | | | 233 114 |
| Activités de suivi (CEI) | | 860 | | | 860 |
| Prix | | 5 000 | | | 5 000 |
| Activités d'appel de fonds/d'information | | 4 000 | | | 4 000 |
| Total, autres programmes | | 3 373 443 | | | 3 373 443 |
| M. R. LAURENS (ITALIE) | | | | | |
| Opération d'urgence au Burundi et au Rwanda | | 39 216 | | | 39 216 |
| NIHON RODOO KUMAI SOORENGOOKAI | | | | | |
| Opération d'urgence au Burundi et au Rwanda | | 176 991 | | | 176 991 |
| NIPPON FOUNDATION (JAPON) | | | | | |
| Programme annuel | | 1 000 000 | | | 1 000 000 |
| NISHINO TOMOTERU (JAPON) | | | | | |
| Programme annuel | | 8 065 | | | 8 065 |

Tableau 1 (suite)

| Rapport 3. Contributions par donateur | Contributions en espèces | | Contributions en nature | | Total |
|---|------------------------------|--------------------------|---------------------------|-----------------------|-------------|
| | Contributions non acquittées | Contributions acquittées | Contributions non livrées | Contributions livrées | |
| R.J. REYNOLDS TOBACCO INT. S.A. (SUISSE) | | | | | |
| Activités de suivi (CEI) | | 36 000 | | | 36 000 |
| RADDA BARNEN (SUEDE) | | | | | |
| Programme annuel | | 35 596 | | | 35 596 |
| SCHWEIZ. OEKUM. FLUECHTLINGSHILFE | | | | | |
| Programme annuel | | 105 634 | | | 105 634 |
| SHINNYOEN (JAPON) | | | | | |
| Assistance humanitaire dans l'ex-Yougoslavie | | 20 052 | | | 20 052 |
| Programme de rapatriement de réfugiés afghans | | 63 281 | | | 63 281 |
| Total, Shinnyoen (Japon) | | 83 333 | | | 83 333 |
| SOCIETE DE BANQUES SUISSES | | | | | |
| Programme annuel | | 71 551 | | | 71 551 |
| Assistance aux rapatriés et aux réfugiés au Rwanda | | 10 000 | | | 10 000 |
| Total, Société de banques suisses | | 81 551 | | | 81 551 |
| SOGO SECURITY SERVICES (JAPON) | | | | | |
| Programme annuel | | 16 530 | | | 16 530 |
| SOKA GAKKAI YOUTH PEACE CONF. (JAPON) | | | | | |
| Programme annuel | | 65 000 | | | 65 000 |
| Opération d'urgence dans la corne de l'Afrique | | 212 458 | | | 212 458 |
| Total, Soka Gaikkai Youth Peace Conf. (Japon) | | 277 458 | | | 277 458 |
| SOROPTIMIST INTERN. OF THE AMERICAS (JAPON) | | | | | |
| Opération d'urgence au Burundi et au Rwanda | | 29 414 | | | 29 414 |
| Assistance aux rapatriés et aux réfugiés au Rwanda | | 31 547 | | | 31 547 |
| Activités d'appel de fonds/d'information | | 5 689 | | | 5 689 |
| Total, Soroptimist Intern. of the Americas (Japon) | | 66 670 | | | 66 670 |
| STICHTING VLUCHTELING (PAYS-BAS) | | | | | |
| Programme annuel | | 49 505 | | | 49 505 |
| Opération d'urgence au Burundi et au Rwanda | | 99 010 | | | 99 010 |
| Opération de rapatriement de réfugiés angolais | | 99 010 | | | 99 010 |
| Activités de suivi (CEI) | | 99 010 | | | 99 010 |
| Total, Stichting Vluchteling (Pays-Bas) | | 346 535 | | | 346 535 |
| TREE OF LIFE (JAPON) | | | | | |
| Programme annuel | | 66 684 | | | 66 684 |
| UNITED KINGDOM FOR UNHCR (ROYAUME-UNI) | | | | | |
| Programme annuel | | 18 523 | | | 18 523 |
| Opération d'urgence au Burundi et au Rwanda | | 69 381 | | | 69 381 |
| Assistance aux rapatriés et aux réfugiés au Rwanda | | 101 990 | | | 101 990 |
| Assistance humanitaire dans l'ex-Yougoslavie | | 17 989 | | | 17 989 |
| Total, United Kingdom for UNHCR (Royaume-Uni) | | 207 883 | | | 207 883 |
| Total des contributions de sources non gouvernementales/privées | 232 634 | 8 548 976 | | | 8 781 610 |
| Total général | 78 345 480 | 725 641 931 | 2 566 455 | 88 271 | 806 642 137 |

Tableau 2

Etat, au 31 décembre 1997, des contributions non acquittées afférentes à des années antérieures
(En dollars des Etats-Unis)

| Donateur | Année | Contributions en espèces | Contributions en nature | Total |
|--|-------|-----------------------------|----------------------------|-------------------|
| <u>Contributions de gouvernements</u> | | | | |
| ALGERIE | | | | |
| Programme annuel | 1996 | 50 000 | | 50 000 |
| | | 50 000 | | 50 000 |
| ALLEMAGNE | | | | |
| Programme annuel | 1996 | | 98 491 | 98 491 |
| | | | 98 491 | 98 491 |
| ESPAGNE | | | | |
| Divers fonds d'affectation spéciale | 1991 | 4 000 000 | | 4 000 000 |
| | | 4 000 000 | | 4 000 000 |
| ETATS-UNIS D'AMERIQUE | | | | |
| Plan d'action global en faveur des réfugiés indochinois | 1996 | 135 165 | | 135 165 |
| Opération de Chypre | 1996 | 2 175 903 | | 2 175 903 |
| Divers fonds d'affectation spéciale | 1995 | | 362 125 | 362 125 |
| | | 2 311 068 | 362 125 | 2 673 193 |
| JAMAHIRIYA ARABE LIBYENNE | | | | |
| Programme annuel | 1994 | 10 000 | | 10 000 |
| | | 10 000 | | 10 000 |
| SOUDAN | | | | |
| Programme annuel | 1995 | 2 500 | | 2 500 |
| | | 2 500 | | 2 500 |
| Total, contributions de gouvernements | | 6 373 568 | 468 616 | 6 834 184 |
| <u>Contributions d'organisations intergouvernementales</u> | | | | |
| COMMUNAUTE EUROPEENNE | | | | |
| Programme annuel | 1994 | 787 282 | | 787 282 |
| Programme annuel | 1995 | 109 336 | | 109 336 |
| Programme annuel | 1996 | 374 088 | 30 160 | 404 248 |
| Opération dans la région des Grands Lacs (à l'exception du Rwanda) | 1994 | 11 968 | | 11 968 |
| Opération dans la région des Grands Lacs (à l'exception du Rwanda) | 1995 | 919 861 | | 919 861 |
| Opération dans la région des Grands Lacs (à l'exception du Rwanda) | 1996 | 5 326 249 | | 5 326 249 |
| Plan d'action global en faveur des réfugiés indochinois | 1994 | 17 186 | | 17 186 |
| Rapatriés mozambicains | 1995 | 1 689 135 | | 1 689 135 |
| Divers fonds d'affectation spéciale | 1993 | 44 625 | | 44 625 |
| Divers fonds d'affectation spéciale | 1994 | 67 989 | 271 300 | 339 289 |
| Divers fonds d'affectation spéciale | 1995 | 106 802 | 720 000 | 826 802 |
| Divers fonds d'affectation spéciale | 1996 | 1 581 284 | | 1 581 284 |
| Assistance humanitaire dans l'ex-Yougoslavie | 1996 | 6 980 328 | | 6 980 328 |
| | | 18 016 133 | 1 021 460 | 19 037 593 |
| Total, contributions d'organisations non gouvernementales | | 18 016 133 | 1 021 460 | 19 037 593 |
| Total général | | 24 389 701 | 1 482 076 | 25 871 777 |

Tableau 3

Programmes généraux : Etat, au 31 décembre 1997, des allocations et dépenses
(En dollars des Etats-Unis)

| Programme annuel | Allocations | | | Dépenses | | | Solde |
|---|-------------|-------------|-------------|--------------------------|---------------------------|-------------|-----------|
| | Initiales | Transférées | Révisées | Paiements/ livraisons | Engagements non réglés | Total | |
| <u>Afrique centrale et Afrique de l'Ouest</u> | | | | | | | |
| Afrique de l'Ouest | 94 000 | 102 000 | 196 000 | 52 353 | 38 763 | 91 116 | 104 884 |
| Bénin | 1 346 100 | 105 437 | 1 451 537 | 1 230 304 | 109 114 | 1 339 420 | 112 117 |
| Burkina Faso | 438 700 | 165 000 | 603 700 | 443 618 | 70 311 | 513 929 | 89 771 |
| Cameroun | 623 300 | 219 382 | 833 682 | 633 655 | 84 333 | 717 988 | 115 694 |
| Congo | 279 200 | (39 900) | 239 300 | 9 728 | 24 272 | 34 000 | 205 300 |
| Côte d'Ivoire | 13 395 300 | 221 058 | 13 616 358 | 10 872 205 | 1 037 956 | 11 910 161 | 1 706 197 |
| Djibouti | 2 032 800 | 680 207 | 2 713 007 | 2 217 441 | 483 169 | 2 700 610 | 12 397 |
| Erythrée | 913 500 | (95 480) | 818 020 | 729 154 | 47 981 | 777 135 | 40 885 |
| Ethiopie | 14 783 800 | 3 357 049 | 18 140 849 | 15 884 325 | 1 800 584 | 17 684 909 | 455 940 |
| Gabon | 161 900 | 16 400 | 178 300 | 121 494 | 56 806 | 178 300 | |
| Gambie | 281 900 | 108 978 | 390 878 | 253 593 | 99 863 | 353 456 | 37 422 |
| Ghana | 1 534 900 | 733 671 | 2 268 571 | 1 667 828 | 208 889 | 1 876 717 | 391 854 |
| Guinée | 21 315 000 | 5 144 418 | 26 461 418 | 24 820 008 | 743 539 | 25 563 547 | 897 871 |
| Guinée-Bissau | 605 200 | (28 402) | 576 798 | 387 194 | 71 504 | 458 698 | 118 100 |
| Kenya | 17 334 800 | 3 620 091 | 20 954 891 | 18 629 721 | 2 310 793 | 20 940 514 | 14 177 |
| Libéria | 4 734 000 | (2 302 268) | 2 431 732 | 2 187 321 | 91 291 | 2 278 612 | 153 120 |
| Mali | 554 000 | (97 700) | 456 300 | 424 953 | 6 945 | 431 898 | 24 402 |
| Mauritanie | 2 152 100 | (743 728) | 1 408 372 | 1 028 621 | 70 009 | 1 098 630 | 309 742 |
| Niger | 349 000 | (5 800) | 343 200 | 237 600 | 77 00 | 314 600 | 28 600 |
| Nigéria | 754 700 | 730 487 | 1 485 187 | 1 359 052 | 102 535 | 1 441 587 | 43 600 |
| Ouganda | 24 781 500 | 58 966 | 24 840 466 | 21 369 750 | 1 242 316 | 22 612 066 | 2 228 400 |
| République centrafricaine | 3 055 500 | 21 252 | 3 076 752 | 2 755 699 | 320 186 | 3 075 885 | 867 |
| République démocratique du Congo | 5 856 100 | 851 935 | 6 708 035 | 4 727 983 | 1 543 096 | 6 271 079 | 436 956 |
| Sénégal | 3 029 800 | (16 435) | 3 013 365 | 2 540 100 | 237 165 | 2 777 265 | 236 100 |
| Sierra Leone | 744 100 | 779 541 | 1 523 641 | 924 486 | 166 755 | 1 091 241 | 432 400 |
| Somalie | 196 000 | 23 500 | 219 500 | 189 672 | 7 878 | 197 550 | 21 950 |
| Soudan | 10 370 300 | 157 374 | 10 527 674 | 8 157 884 | 2 116 172 | 10 274 056 | 253 818 |
| Tchad | 111 400 | 50 650 | 162 050 | 107 673 | 34 327 | 142 000 | 20 050 |
| Togo | 499 400 | (8 600) | 490 000 | 364 168 | 64 832 | 429 000 | 61 800 |
| Total, Afrique centrale et Afrique de l'Ouest | 132 328 100 | 13 802 083 | 146 130 183 | 124 307 583 | 13 268 386 | 137 575 969 | 8 554 214 |
| <u>Opérations en Afrique australe</u> | | | | | | | |
| Afrique du Sud | 2 550 000 | 442 242 | 2 992 242 | 2 557 113 | 386 361 | 2 943 474 | 48 768 |
| Angola | 636 200 | (22 000) | 614 200 | 120 872 | 728 | 121 600 | 492 600 |
| Botswana | 565 400 | (215 725) | 349 675 | 325 920 | 90 | 326 010 | 23 665 |
| Congo | 298 300 | 41 740 | 340 040 | 224 837 | 75 163 | 300 000 | 40 040 |
| Lesotho | 20 100 | 8 501 | 28 601 | 28 601 | | 28 601 | |
| Madagascar | 60 000 | (650) | 59 350 | 44 486 | 5 514 | 50 000 | 9 350 |
| Malawi | 1 562 800 | (184 258) | 1 378 542 | 1 321 507 | 29 427 | 1 350 934 | 27 608 |
| Mozambique | 934 900 | 77 634 | 1 012 534 | 976 775 | 30 759 | 1 007 534 | 5 000 |
| Namibie | 560 100 | 328 237 | 888 337 | 696 688 | 137 067 | 833 755 | 54 582 |
| République démocratique du Congo | 489 900 | (25 500) | 444 400 | 402 507 | 10 893 | 413 400 | 31 000 |
| Swaziland | 998 400 | (362 119) | 636 281 | 586 852 | 22 491 | 609 343 | 26 938 |
| Zambie | 2 164 300 | 743 587 | 2 907 887 | 2 688 688 | 144 975 | 2 833 663 | 74 224 |
| Zimbabwe | 894 200 | 52 509 | 946 709 | 851 071 | 20 218 | 871 289 | 75 420 |
| Total, opérations en Afrique australe | 11 714 600 | 884 198 | 12 598 798 | 10 825 917 | 863 686 | 11 689 603 | 909 195 |
| <u>Région des Grands Lacs</u> | | | | | | | |
| République-Unie de Tanzanie | 2 133 500 | (210 748) | 1 922 752 | 1 752 606 | 115 486 | 1 868 092 | 54 660 |
| Total, région des Grands Lacs | 2 133 500 | (210 748) | 1 922 752 | 1 752 606 | 115 486 | 1 868 092 | 54 660 |

Tableau 3 (suite)

| Programme annuel | Allocations | | | Dépenses | | | Solde |
|---|-------------|-------------|------------|--------------------------|---------------------------|------------|-----------|
| | Initiales | Transférées | Révisées | Paiements/ livraisons | Engagements non réglés | Total | |
| <u>Europe</u> | | | | | | | |
| Albanie | 302 100 | 182 081 | 484 181 | 301 303 | 119 426 | 420 729 | 63 452 |
| Allemagne | 2 857 900 | (296 926) | 2 560 974 | 2 019 415 | 55 750 | 2 075 165 | 485 809 |
| Arménie | 1 345 800 | 437 523 | 1 783 323 | 1 413 715 | 221 408 | 1 635 123 | 148 200 |
| Autres pays d'Europe | 726 700 | | 726 700 | 458 960 | 86 040 | 545 000 | 181 700 |
| Autriche | 1 991 900 | (47 610) | 1 944 290 | 1 651 038 | 152 458 | 1 803 494 | 140 794 |
| Azerbaïdjan | | 326 700 | 326 700 | 122 536 | 77 464 | 200 000 | 126 700 |
| Bélarus | 591 000 | 59 773 | 650 773 | 612 429 | 38 112 | 650 541 | 232 |
| Belgique | 1 673 400 | (215 176) | 1 458 224 | 1 293 762 | 88 562 | 1 382 324 | 75 900 |
| Bulgarie | 897 400 | 81 178 | 978 578 | 858 548 | 5 670 | 864 218 | 114 360 |
| Chypre | 33 900 | 10 000 | 43 900 | 39 441 | 39 | 39 500 | 4 400 |
| Espagne | 1 004 700 | (90 643) | 914 057 | 813 265 | 31 065 | 844 330 | 69 727 |
| Etats baltes | 801 500 | 848 300 | 1 649 800 | 632 953 | 1 016 847 | 1 649 800 | |
| Fédération de Russie | 9 596 500 | (118 911) | 9 477 589 | 8 567 513 | 241 159 | 8 808 672 | 668 917 |
| France | 2 231 700 | (254 575) | 1 977 125 | 1 721 166 | 85 441 | 1 806 607 | 170 518 |
| Grèce | 2 035 000 | (218 541) | 1 816 459 | 1 587 459 | 30 040 | 1 617 499 | 198 960 |
| Hongrie | 2 676 000 | (743 997) | 1 932 003 | 1 527 508 | 54 072 | 1 581 580 | 350 423 |
| Irlande | 82 600 | 64 700 | 127 300 | 40 627 | 15 488 | 56 115 | 71 185 |
| Italie | 2 012 900 | (145 865) | 1 867 035 | 1 715 313 | 50 516 | 1 765 829 | 101 206 |
| Malte | 400 000 | (10 900) | 389 100 | 275 000 | 24 080 | 299 080 | 90 020 |
| Pays-Bas | 231 700 | 2 900 | 234 600 | 213 477 | 14 059 | 227 536 | 7 064 |
| Pologne | 642 300 | (47 246) | 595 054 | 564 139 | 28 917 | 593 056 | 1 998 |
| Portugal | 651 300 | 40 426 | 691 726 | 584 580 | 10 546 | 595 126 | 96 660 |
| République de Moldova | | 472 033 | 472 033 | 367 257 | 61 900 | 429 157 | 42 876 |
| République tchèque | 1 067 300 | (17 311) | 1 049 989 | 939 125 | 12 670 | 951 795 | 98 194 |
| Roumanie | 825 000 | 262 900 | 1 987 900 | 978 767 | 13 459 | 992 226 | 95 674 |
| Royaume-Uni | 1 574 500 | 202 723 | 1 777 223 | 1 631 259 | 144 514 | 1 775 773 | 1 450 |
| Slovaquie | 955 500 | 151 411 | 1 106 911 | 903 197 | 72 274 | 975 471 | 131 440 |
| Suède | 1 327 900 | (4 194) | 1 323 706 | 1 098 547 | 50 200 | 1 148 747 | 174 959 |
| Suisse | 854 900 | (115 600) | 739 300 | 548 462 | 103 248 | 651 710 | 87 590 |
| Turquie | 5 526 500 | (963 455) | 4 563 045 | 4 460 030 | 75 015 | 4 535 045 | 28 000 |
| Ukraine | 1 710 500 | 1 224 231 | 2 934 731 | 2 802 515 | 129 703 | 2 932 218 | 2 513 |
| Total, Europe | 46 608 400 | 1 075 929 | 47 684 329 | 40 743 326 | 3 110 142 | 43 853 468 | 3 830 861 |
| <u>Opération spéciale dans l'ex-Yougoslavie</u> | | | | | | | |
| Allemagne | | 340 135 | 340 135 | 320 874 | 19 261 | 340 135 | |
| Autriche | | 160 500 | 160 500 | 113 121 | | 113 121 | 47 379 |
| Belgique | | 166 900 | 166 900 | 126 245 | 6 500 | 132 745 | 34 155 |
| Ex-République yougoslave de | | | | | | | |
| Macédoine | 2 300 900 | (350 370) | 1 950 530 | 1 204 698 | 319 826 | 1 524 524 | 426 006 |
| Slovénie | 2 376 600 | (251 415) | 2 125 185 | 1 992 421 | 30 172 | 2 022 593 | 102 592 |
| Suède | | 123 108 | 123 108 | 103 108 | 14 891 | 118 079 | 5 029 |
| Yougoslavie | 223 900 | (30 400) | 193 500 | 132 377 | 7 923 | 140 300 | 53 200 |
| Total, opération spéciale dans l'ex-Yougoslavie | 4 901 400 | 158 458 | 5 059 858 | 3 992 924 | 398 573 | 4 391 497 | 668 361 |

Tableau 3 (suite)

| Programme annuel | Allocations | | | Dépenses | | | Solde |
|-------------------------------|-------------------|------------------|-------------------|--------------------------|---------------------------|-------------------|------------------|
| | Initiales | Transférées | Révisées | Paiements/ livraisons | Engagements non réglés | Total | |
| Asie et Océanie | | | | | | | |
| Australie | 1 097 500 | (17 686) | 1 079 814 | 1 046 670 | 33 144 | 1 079 814 | |
| Bangladesh | 4 376 000 | (1 344 663) | 3 031 337 | 2 792 612 | 160 010 | 2 952 622 | 78 715 |
| Cambodge | 585 000 | (150 642) | 434 358 | 386 152 | 25 906 | 412 058 | 22 300 |
| Chine | 2 164 800 | 870 958 | 3 035 758 | 2 920 505 | 112 123 | 3 032 628 | 3 130 |
| Hong Kong (Chine) | 2 746 500 | 1 117 918 | 3 864 418 | 3 804 204 | 26 627 | 3 830 831 | 33 587 |
| Inde | 4 664 000 | (1 708 543) | 2 955 457 | 2 521 743 | 106 168 | 2 627 911 | 327 546 |
| Indonésie | 320 000 | 437 175 | 757 175 | 701 617 | 23 388 | 725 005 | 32 170 |
| Japon | 3 407 300 | (999 305) | 2 407 995 | 2 368 088 | 17 002 | 2 385 090 | 22 905 |
| Malaisie | 706 800 | 114 911 | 821 711 | 759 382 | 23 663 | 783 045 | 38 666 |
| Népal | 5 992 500 | 140 643 | 6 133 143 | 5 534 899 | 206 001 | 5 740 900 | 392 243 |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | | 152 476 | 152 476 | 141 539 | | 141 139 | 10 937 |
| Philippines | 756 200 | 160 764 | 916 964 | 813 473 | 46 540 | 860 013 | 56 951 |
| Singapour | 30 000 | 73 200 | 103 200 | 63 426 | 5 174 | 68 600 | 34 600 |
| Sri Lanka | 53 000 | (600) | 52 400 | 41 055 | 45 | 41 100 | 11 300 |
| Thaïlande | 6 432 800 | 326 992 | 6 759 792 | 4 576 107 | 344 704 | 4 920 811 | 1 838 981 |
| Autres pays d'Asie | 35 600 | 185 604 | 221 204 | 133 499 | 60 876 | 194 375 | 26 829 |
| Total, Asie et Océanie | 33 388 000 | (640 798) | 32 727 202 | 28 604 971 | 1 191 371 | 29 796 342 | 2 930 860 |
| Amériques | | | | | | | |
| Amérique latine, Nord-Ouest | 220 100 | 319 800 | 539 900 | 348 579 | 46 163 | 392 742 | 147 158 |
| Amérique latine, Nord | 1 395 900 | 220 245 | 1 616 145 | 1 096 639 | 182 027 | 1 278 666 | 337 479 |
| Amérique latine, Sud | 30 000 | 50 000 | 80 000 | 68 541 | 11 459 | 80 000 | |
| Argentine | 1 902 400 | 152 716 | 2 055 116 | 1 980 074 | 55 260 | 2 035 334 | 19 782 |
| Belize | 1 095 600 | (108 670) | 986 930 | 842 626 | 36 718 | 879 344 | 107 584 |
| Bolivie | 209 500 | | 209 500 | 187 750 | 800 | 188 550 | 20 950 |
| Brésil | 1 884 500 | (6 451) | 1 878 049 | 1 607 331 | 9 100 | 1 616 431 | 261 618 |
| Canada | 1 129 800 | (63 753) | 1 066 047 | 918 542 | 42 092 | 960 634 | 105 413 |
| Chili | 219 300 | (1 000) | 218 300 | 192 430 | 1 966 | 194 396 | 23 904 |
| Colombie | 76 900 | (76 900) | | | | | |
| Costa Rica | 1 080 400 | (476 577) | 603 823 | 599 395 | 4 428 | 603 823 | |
| Cuba | 147 100 | 200 919 | 348 019 | 271 473 | 76 527 | 348 000 | 19 |
| El Salvador | 250 300 | 31 998 | 282 298 | 277 418 | | 277 418 | 4 880 |
| Equateur | 71 200 | (71 200) | | | | | |
| Etats-Unis d'Amérique | 2 801 200 | 1 303 298 | 4 104 498 | 3 840 457 | 218 041 | 4 058 498 | 46 000 |
| Guatemala | 219 300 | 4 603 | 223 903 | 215 316 | 6 635 | 221 951 | 1 952 |
| Honduras | 41 600 | (41 600) | | | | | |
| Mexique | 7 295 000 | 2 728 399 | 10 023 399 | 8 844 297 | 391 510 | 9 235 807 | 787 592 |
| Nicaragua | 102 800 | 2 102 | 104 902 | 90 227 | | 90 227 | 14 675 |
| Paraguay | 22 400 | | 22 400 | 18 400 | | 18 400 | 4 000 |
| Pérou | 111 000 | | 111 000 | 100 000 | 500 | 100 500 | 10 500 |
| République dominicaine | 609 800 | (119 616) | 490 184 | 461 839 | 10 504 | 472 343 | 17 841 |
| Uruguay | 121 800 | | 121 800 | 115 600 | | 115 600 | 6 200 |
| Venezuela | 1 444 100 | 207 414 | 1 651 514 | 1 628 988 | 30 526 | 1 651 514 | |
| Total, Amériques | 22 482 000 | 4 255 727 | 26 737 727 | 23 695 922 | 1 124 256 | 24 820 178 | 1 917 549 |

Tableau 3 (suite)

| Programme annuel | Allocations | | | Dépenses | | | Solde |
|---|-------------|--------------|-------------|--------------------------|---------------------------|-------------|------------|
| | Initiales | Transférées | Révisées | Paiements/ livraisons | Engagements non réglés | Total | |
| <u>Asie centrale, Asie du Sud-Ouest, Afrique du Nord et Moyen-Orient</u> | | | | | | | |
| Afghanistan | 424 900 | (24 900) | 400 000 | 198 804 | 21 196 | 220 000 | 180 000 |
| Algérie | 4 542 700 | 930 658 | 5 473 358 | 2 083 760 | 2 682 277 | 4 766 037 | 707 321 |
| Arabie Saoudite | 1 415 900 | (85 898) | 1 330 002 | 1 164 911 | 42 175 | 1 207 086 | 122 916 |
| Egypte | 4 532 100 | 46 911 | 4 579 011 | 3 975 131 | 161 216 | 4 136 347 | 442 664 |
| Iran (République islamique d') | 14 214 300 | 754 259 | 14 968 559 | 11 375 458 | 2 924 802 | 14 300 260 | 668 299 |
| Iraq | 3 844 900 | 528 883 | 4 373 783 | 3 796 738 | 412 739 | 4 209 477 | 164 306 |
| Jamahiriya arabe libyenne | 1 287 500 | 332 026 | 1 619 526 | 955 647 | 423 422 | 1 379 069 | 240 457 |
| Jordanie | 1 466 900 | (20 765) | 1 446 135 | 1 297 491 | 65 540 | 1 363 031 | 83 104 |
| Kazakhstan | | 315 000 | 315 000 | 266 760 | | 266 760 | 48 240 |
| Kirghizistan | | 555 000 | 555 000 | 497 328 | 2 672 | 500 000 | 55 000 |
| Koweït | 771 200 | 43 968 | 815 168 | 755 663 | 24 079 | 779 742 | 35 426 |
| Liban | 1 501 400 | 243 629 | 1 745 029 | 1 718 841 | 18 163 | 1 737 004 | 8 025 |
| Maroc | 240 000 | (1 900) | 238 100 | 204 270 | 7 730 | 212 000 | 26 100 |
| Moyen-Orient | 211 000 | (27 000) | 184 000 | 160 269 | 13 731 | 174 000 | 10 000 |
| Ouzbékistan | 1 377 000 | (1 037 000) | 340 000 | 251 567 | 35 015 | 286 582 | 53 418 |
| Pakistan | 11 159 800 | 926 583 | 12 086 383 | 11 030 435 | 664 389 | 11 694 824 | 391 559 |
| République arabe syrienne | 2 348 100 | (40 314) | 2 307 786 | 2 237 592 | 20 467 | 2 258 059 | 49 727 |
| Républiques d'Asie centrale | 2 477 600 | 750 198 | 3 227 798 | 3 038 665 | 189 131 | 3 227 796 | |
| Tadjikistan | 480 000 | (33 000) | 447 000 | 218 290 | 41 710 | 260 000 | 187 000 |
| Tunisie | 517 700 | (60 803) | 456 897 | 394 667 | 7 275 | 401 942 | 54 955 |
| Turkménistan | | 200 000 | 200 000 | 109 269 | 40 731 | 150 000 | 50 000 |
| Yémen | 2 256 700 | 110 190 | 2 366 890 | 2 103 619 | 222 996 | 2 326 615 | 40 275 |
| Total, Asie centrale, Asie du Sud-Ouest, Afrique du Nord et Moyen-Orient | | | | | | | |
| | 55 069 700 | 4 405 723 | 59 475 423 | 47 835 175 | 8 021 456 | 55 856 631 | 3 618 792 |
| <u>Autres programmes</u> | | | | | | | |
| Autres programmes | 50 892 200 | (21 064 129) | 29 828 071 | 9 025 105 | 3 191 841 | 12 216 946 | 17 611 125 |
| Total, autres programmes | 50 892 200 | (21 064 129) | 29 828 071 | 9 025 105 | 3 191 841 | 12 216 946 | 17 611 125 |
| <u>Siège</u> | | | | | | | |
| Division des relations extérieures | 561 100 | (561 100) | | | | | |
| Div. de la gestion des ressources humaines | 2 006 200 | 210 083 | 2 216 283 | 2 153 377 | 62 906 | 2 216 283 | |
| Div. de la protection internationale | | 248 300 | 248 300 | 246 146 | 1 815 | 247 961 | 339 |
| Div. de l'appui aux programmes et aux opérations | 1 373 000 | (89 401) | 1 283 599 | 1 218 942 | 48 700 | 1 267 642 | 15 957 |
| Div. du Contrôleur | 3 190 400 | 823 051 | 4 013 451 | 3 135 992 | 68 456 | 3 204 448 | 809 003 |
| Direction exécutive et gestion | 1 177 900 | 238 934 | 1 416 834 | 1 343 877 | 72 957 | 1 416 834 | |
| Siège | 31 853 000 | (3 064 700) | 28 788 300 | 27 538 177 | 1 036 119 | 28 574 296 | 214 004 |
| Siège en général | 3 671 300 | (946 342) | 2 724 958 | 2 023 557 | 514 215 | 2 537 772 | 187 186 |
| Activités conjointes des Nations Unies | 3 400 600 | (409 600) | 2 991 000 | 2 757 226 | 96 677 | 2 853 903 | 137 097 |
| Bureau régional pour l'Afrique | 234 500 | 176 200 | 410 700 | 389 384 | 21 316 | 410 700 | |
| Bur. rég. pour les Amériques | 151 900 | (726) | 151 174 | 149 069 | 2 105 | 151 174 | |
| Bur. rég. pour l'Asie et l'Océanie | 230 900 | 13 742 | 244 642 | 242 651 | 1 991 | 244 642 | |
| Bur. rég. pour l'Europe | 263 300 | 119 116 | 382 416 | 361 011 | 21 405 | 382 416 | |
| Bur. rég. pour l'Asie centrale, l'Asie du Sud-Ouest, l'Afrique du Nord et le Moyen-Orient | | 78 000 | 78 000 | 67 742 | | 67 742 | 8 258 |
| Total, Siège | 48 114 100 | (3 166 443) | 44 947 657 | 41 627 151 | 1 948 662 | 43 575 813 | 1 371 844 |
| Total, programme annuel | 407 612 000 | (500 000) | 407 112 000 | 332 410 680 | 33 233 859 | 365 644 539 | 41 467 461 |

Tableau 3 (suite)

Allocations au titre du Fonds extraordinaire

| Fonds extraordinaire | Allocations | | | Dépenses | | | Solde |
|--|-------------|-------------|------------|--------------------------|---------------------------|-----------|------------|
| | Initiales | Transférées | Révisées | Palements/ livraisons | Engagements non réglés | Total | |
| <u>Afrique centrale et Afrique de l'Ouest</u> | | | | | | | |
| Guinée | | 1 000 000 | 1 000 000 | 714 286 | 285 714 | 1 000 000 | |
| Kenya | | 1 500 000 | 1 500 000 | 500 | 1 499 500 | 1 500 000 | |
| Total, Afrique centrale et Afrique de l'Ouest | | 2 500 000 | 2 500 000 | 714 786 | 1 785 214 | 2 500 000 | |
| <u>Opérations en Afrique australe</u> | | | | | | | |
| Zambie | | 575 894 | 575 894 | 575 894 | | 575 894 | |
| Total, opérations en Afrique australe | | 575 894 | 575 894 | 575 894 | | 575 894 | |
| <u>Autres programmes</u> | | | | | | | |
| Autres programmes | 25 000 | (3 075 894) | 21 924 106 | 130 382 | 559 618 | 690 000 | 21 234 106 |
| Total, autres programmes | 25 000 | (3 075 894) | 21 924 106 | 130 382 | 559 618 | 690 000 | 21 234 106 |
| Total, Fonds extraordinaire | 25 000 000 | | 25 000 000 | 1 421 062 | 2 344 832 | 3 765 894 | 21 234 106 |

Tableau 3 (suite)

Allocations au titre du Fonds de rapatriement librement consenti

| Rapatriement librement consenti | Allocations | | | Dépenses | | Total | Solde |
|--|-------------|--------------|------------|--------------------------|---------------------------|------------|-----------|
| | Initiales | Transférées | Révisées | Paiements/ livraisons | Engagements non réglés | | |
| <u>Afrique centrale et Afrique de l'Ouest</u> | | | | | | | |
| Afrique de l'Ouest | | 10 000 | 10 000 | 7 431 | 2 569 | 10 000 | |
| Guinée | | 500 000 | 500 000 | 257 136 | 242 864 | 500 000 | |
| Kenya | | 495 914 | 495 914 | 407 841 | 88 073 | 495 914 | |
| Libéria | | 50 000 | 50 000 | 22 665 | 27 335 | 50 000 | |
| Mali | | 5 000 000 | 5 000 000 | 5 000 000 | | 5 000 000 | |
| Niger | | 737 910 | 737 910 | 580 090 | 157 820 | 737 910 | |
| Sierra Leone | | 2 700 000 | 2 700 000 | 2 549 953 | 150 047 | 2 700 000 | |
| Tchad | | 250 000 | 250 000 | 221 869 | 28 131 | 250 000 | |
| Total, Afrique centrale et Afrique de l'Ouest | | 9 743 824 | 9 743 824 | 9 046 984 | 696 839 | 9 743 824 | |
| <u>Opérations en Afrique australe</u> | | | | | | | |
| Angola | | 2 890 000 | 2 890 000 | 1 049 723 | 1 840 277 | 2 890 000 | |
| Zambie | | 110 000 | 110 000 | 104 933 | 5 067 | 110 000 | |
| Total, opérations en Afrique australe | | 3 000 000 | 3 000 000 | 1 154 656 | 1 845 344 | 3 000 000 | |
| <u>Europe</u> | | | | | | | |
| Fédération de Russie | | 102 700 | 102 700 | 79 776 | 22 924 | 102 700 | |
| Géorgie | | 1 782 216 | 1 782 216 | 1 597 311 | 184 905 | 1 782 216 | |
| Royaume-Uni | | 64 000 | 64 000 | 34 531 | 29 449 | 64 000 | |
| Turquie | | 110 000 | 110 000 | 32 901 | 77 099 | 110 000 | |
| Total, Europe | | 2 058 916 | 2 058 916 | 1 744 519 | 314 397 | 2 058 916 | |
| <u>Asie et Océanie</u> | | | | | | | |
| Sri Lanka | | 436 000 | 436 000 | 339 472 | 95 528 | 435 000 | 1 000 |
| Total, Asie et Océanie | | 436 000 | 436 000 | 339 472 | 95 528 | 435 000 | 1 000 |
| <u>Amériques</u> | | | | | | | |
| Cuba | | 240 000 | 240 000 | 224 569 | 15 431 | 240 000 | |
| République dominicaine | | 14 800 | 14 800 | 6 985 | 7 835 | 14 800 | |
| Total, Amériques | | 254 800 | 254 800 | 231 534 | 23 266 | 254 800 | |
| <u>Asie centrale, Asie du Sud-Ouest, Afrique du Nord et Moyen-Orient</u> | | | | | | | |
| Iraq | | 28 000 | 28 000 | 7 430 | 20 570 | 28 000 | |
| Jamahiriya arabe libyenne | | 75 000 | 75 000 | 31 366 | 43 634 | 75 000 | |
| Moyen-Orient | | 59 000 | 59 000 | 24 673 | 34 327 | 59 000 | |
| Total, Asie centrale, Asie du Sud-Ouest, Afrique du Nord et Moyen-Orient | | 162 000 | 162 000 | 63 469 | 98 531 | 162 000 | |
| <u>Autres programmes</u> | | | | | | | |
| Fonds pour le rapatriement librement consenti | 20 000 000 | (15 655 540) | 4 344 460 | | | | 4 344 460 |
| Total, autres programmes | 20 000 000 | (15 655 540) | 4 344 460 | | | | 4 344 468 |
| Total, Fonds pour le rapatriement librement consenti | 20 000 000 | | 20 000 000 | 12 580 635 | 3 073 905 | 15 654 540 | 4 345 460 |

Tableau 4

Comptes spéciaux : état, au 31 décembre 1997, des fonds alloués disponibles

(En dollars des Etats-Unis)

| | Fonds alloués | | | Dépenses | | | Solde |
|--|---------------|------------|---------|--------------------------|---------------------------|---------|--------|
| | Initiaux | Transférés | Révisés | Paiements/ livraisons | Engagements non réglés | Total | |
| COMPTE D'EDUCATION DES REFUGIES | | | | | | | |
| Amérique latine, Sud | 16 700 | | 16 700 | 16 665 | | 16 665 | 35 |
| Bangladesh | 18 000 | | 18 000 | 2 076 | 11 229 | 13 305 | 4 695 |
| Botswana | 18 200 | | 18 200 | 52 | 17 996 | 18 048 | 152 |
| Burkina Faso | 10 200 | | 10 200 | 1 395 | 8 723 | 10 118 | 82 |
| Burundi | | 11 400 | 11 400 | 11 374 | | 11 374 | 26 |
| Congo | 16 000 | (11 400) | 4 600 | | | | 4 600 |
| Ethiopie | 4 800 | | 4 800 | | | | 4 800 |
| Ghana | | 6 300 | 6 300 | 66 | 6 234 | 6 300 | |
| Kenya | 15 800 | | 15 800 | 9 970 | 951 | 10 921 | 4 879 |
| Libéria | 36 000 | | 36 000 | 4 480 | 22 420 | 26 900 | 9 100 |
| Mali | 4 500 | | 4 500 | | | | 4 500 |
| Niger | 8 700 | (6 300) | 2 400 | | | | 2 400 |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | | 8 700 | 8 700 | 8 344 | 326 | 8 670 | 30 |
| République centrafricaine | 24 000 | | 24 000 | | 9 600 | 9 600 | 14 400 |
| République démocratique du Congo | 71 500 | | 71 500 | | 57 613 | 57 613 | 13 887 |
| République dominicaine | 5 600 | | 5 600 | 4 286 | 1 046 | 5 332 | 268 |
| Sénégal | 14 200 | (8 700) | 5 500 | | | | 5 500 |
| Soudan | 14 600 | | 14 600 | 8 277 | 4 743 | 13 020 | 1 580 |
| Autres programmes | 35 000 | | 35 000 | 1 754 | 33 246 | 35 000 | |
| Total, Compte d'éducation des réfugiés | 313 800 | | 313 800 | 68 738 | 174 128 | 242 866 | 70 934 |

Tableau 4 (suite)

| | Dépenses | | | Total | Solde |
|---|-------------------|-----------------------|------------------------|---------|---------|
| | Fonds disponibles | Palements/ livraisons | Engagements non réglés | | |
| LOGEMENT DU PERSONNEL | 1 415 289 | 506 494 | 133 123 | 639 617 | 775 672 |
| Activités rémunératrices | | | | | |
| Vente de matériel d'information | 1 286 989 | 294 302 | 305 698 | 600 000 | 686 989 |
| Collecte de fonds dans le secteur privé | | | | | |
| Total, activités rémunératrices | 1 286 989 | 294 302 | 305 698 | 600 000 | 686 989 |

Tableau 5

Programmes spéciaux, y compris les fonds d'affectation spéciale :
état au 31 décembre 1997, des fonds disponibles

(En dollars des Etats-Unis)

| | Dépenses | | | | |
|--|-------------------|-----------------------|------------------------|-------------|------------|
| | Fonds disponibles | Paiements/ livraisons | Engagements non réglés | Total | Solde |
| AFRIQUE | | | | | |
| Afrique de l'Est et corne de l'Afrique | | | | | |
| Opération d'urgence dans la corne de l'Afrique | 29 813 671 | 14 850 219 | 5 652 515 | 20 502 734 | 9 310 937 |
| Réfugiés à Djibouti | 1 094 | | | | 1 094 |
| Réfugiés en Ethiopie | 2 126 088 | 47 328 | 1 784 607 | 1 831 935 | 294 153 |
| Réfugiés au Kenya | 1 863 781 | 250 844 | 71 737 | 322 581 | 1 541 200 |
| Reboisement au Soudan | 131 817 | | 131 815 | 131 815 | 2 |
| Réfugiés en République-Unie de Tanzanie | 128 070 | 42 814 | 16 300 | 59 114 | 68 956 |
| Réfugiés en Ouganda | 1 425 429 | 1 246 507 | 32 657 | 1 279 164 | 144 265 |
| Afrique australe | | | | | |
| Opération de rapatriement des réfugiés mozambicains | 1 207 193 | 153 686 | 3 456 | 157 142 | 1 050 051 |
| Mozambicains au Malawi | 784 531 | 320 906 | 19 094 | 340 000 | 444 531 |
| Rapatriés mozambicains | 334 6909 | | | | 334 690 |
| Réfugiés en Namibie | 47 873 | | 47 873 | 47 873 | |
| Réfugiés en Afrique du Sud | 1 850 898 | 560 650 | 186 313 | 746 963 | 1 103 935 |
| Afrique de l'ouest et Afrique centrale | | | | | |
| Opération d'urgence au Burundi et au Rwanda | 156 875 036 | 114 765 955 | 30 516 232 | 145 282 187 | 11 592 849 |
| Opération de rapatriement des réfugiés angolais | 16 726 361 | 14 782 388 | 1 925 251 | 16 707 639 | 18 722 |
| Rapatriement au Libéria | 11 915 342 | 5 567 030 | 5 350 618 | 10 917 648 | 997 694 |
| Réfugiés maliens au Burkina Faso | 1 420 | | | | 1 420 |
| Réfugiés dans des pays d'Afrique centrale | 57 058 | 56 080 | 978 | 57 058 | |
| Libériens en Guinée | 528 456 | 440 012 | 26 988 | 467 000 | 61 456 |
| Réfugiés libériens en Côte d'Ivoire | 528 134 | 154 950 | 131 329 | 286 279 | 241 855 |
| Réfugiés/rapatriés maliens et nigériens | 8 337 846 | 7 277 114 | 1 029 411 | 8 306 525 | 31 321 |
| Rapatriement et réintégration des réfugiés du Mali et du Niger | 935 142 | | | | 935 142 |
| Réfugiés au Niger | 19 557 | | | | 19 557 |
| Assistance aux rapatriés et aux réfugiés au Rwanda | 73 426 397 | 55 429 841 | 13 905 806 | 69 335 647 | 4 090 750 |
| Réfugiés au Rwanda | 60 739 | | | | 60 739 |
| Réfugiés au Sénégal | 281 237 | 137 294 | 64 362 | 201 656 | 79 581 |
| Rapatriement/Réintégration des réfugiés sierra-léoniens | 260 116 | 101 739 | 158 377 | 260 116 | |
| Rapatriement des réfugiés togolais | 1 739 788 | 1 214 937 | 115 285 | 1 330 222 | 409 566 |
| Education des réfugiés en Afrique de l'Ouest | 596 217 | 589 194 | 7 023 | 596 217 | |
| Réfugiés en République démocratique du Congo | 72 209 | | | | 72 209 |
| Ensemble de l'Afrique | | | | | |
| Fonds pour l'éducation des réfugiés | 154 591 | | | | 154 591 |
| Activités concernant l'environnement en Afrique | 1 063 876 | 632 872 | 431 004 | 1 063 876 | |
| ASIE ET OCEANIE | | | | | |
| Rapatriés cambodgiens | 3 274 194 | 850 664 | 1 059 268 | 1 909 932 | 1 364 262 |
| Plan d'action global en faveur des réfugiés indochinois | 23 773 841 | 13 042 907 | 1 773 899 | 14 816 806 | 8 957 035 |
| Réfugiés en Asie | 39 702 | 292 | 12 390 | 12 682 | 27 020 |
| Rapatriement de réfugiés du Bangladesh vers le Myanmar | 8 394 223 | 7 852 067 | 542 115 | 8 394 182 | 41 |
| Projets concernant l'environnement en Asie | 20 449 | 9 927 | 10 522 | 20 449 | |
| Activités d'information au Japon | 302 661 | 218 534 | 67 127 | 285 661 | 17 000 |
| Rapatriés sri-lankais | 5 945 686 | 5 873 850 | 71 836 | 5 945 686 | |
| Rapatriement et réintégration des réfugiés du Myanmar | 2 155 400 | | | | 2 155 400 |
| Réfugiés au Népal | 679 020 | 218 963 | 137 093 | 356 056 | 322 964 |
| Assistance aux rapatriés/personnes déplacées à Sri Lanka | 4 371 | | | | 4 371 |

Tableau 5 (suite)

| | Dépenses | | | | Solde |
|---|-------------------|-----------------------|------------------------|-------------|------------|
| | Fonds disponibles | Paiements/ livraisons | Engagements non réglés | Total | |
| EUROPE | | | | | |
| Assistance humanitaire dans l'ex-Yougoslavie | 208 843 462 | 155 133 724 | 20 703 987 | 175 837 711 | 33 005 751 |
| Activités de suivi (CEI) | 19 600 100 | 17 747 015 | 1 853 085 | 19 600 100 | |
| Pays de la CEI | 7 225 176 | | | | 7 225 176 |
| Appui administratif en France | 1 229 346 | 387 516 | 58 685 | 446 201 | 783 145 |
| Réfugiés en Allemagne | 120 000 | 57 943 | 12 057 | 70 000 | 50 000 |
| Sensibilisation de l'opinion publique au Royaume-Uni | 267 799 | 152 275 | 65 125 | 217 400 | 50 399 |
| Sensibilisation de l'opinion publique en Italie | 731 269 | 490 109 | 160 911 | 651 020 | 80 249 |
| Réfugiés en Irlande | 55 992 | 48 299 | | 48 299 | 7 693 |
| Magazine concernant les réfugiés en Espagne | 87 814 | 47 683 | 23 212 | 70 895 | 16 919 |
| Sensibilisation de l'opinion publique en Espagne | 129 313 | 104 185 | | 104 185 | 25 128 |
| Réfugiés dans l'ex-Yougoslavie | 10 000 000 | 10 000 000 | | 10 000 000 | |
| AMERIQUES ET CARAIBES | | | | | |
| Réfugiés au Chili (CE - espèces) | 53 573 | 53 573 | | 53 573 | |
| Réfugiés guatémaltèques | 445 398 | 345 614 | 97 846 | 443 460 | 1 938 |
| Rapatriement et réintégration des réfugiés guatémaltèques | 2 349 197 | | | | 2 349 197 |
| Education des réfugiés en Amérique latine | 472 949 | 463 692 | 9 252 | 472 944 | 5 |
| Rapatriement de réfugiés guatémaltèques du Mexique | 7 726 303 | 7 141 326 | 584 977 | 7 726 303 | |
| Sensibilisation de l'opinion publique aux Etats-Unis | 241 779 | 240 000 | | 240 000 | 1 779 |
| Conférences aux Etats-Unis | 29 434 | | | | 29 434 |
| ASIE CENTRALE, ASIE DU SUD-OUEST, AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT | | | | | |
| Programme de rapatriement des réfugiés afghans | 21 334 364 | 16 122 850 | 3 709 748 | 19 832 598 | 1 501 766 |
| Opération de Chypre | 13 496 707 | 7 387 579 | 1 904 874 | 9 292 453 | 4 204 254 |
| Réfugiés sahraouis en Algérie | 334 753 | 301 120 | 28 880 | 330 000 | 4 753 |
| Activités de suivi (CEI) | 85 888 | 70 598 | 15 290 | 85 888 | |
| Réfugiés en République islamique d'Iran | 1 964 695 | 251 617 | 48 383 | 300 000 | 1 664 695 |
| Réfugiés en Iraq | 3 304 833 | 740 783 | 220 127 | 960 910 | 2 343 923 |
| Réfugiés en Mauritanie | 1 114 608 | 653 418 | 129 715 | 783 133 | 331 475 |
| Rapatriés maliens et nigériens | 726 000 | 627 615 | 98 385 | 726 000 | |
| Réfugiés afghans au Pakistan | 1 424 | | | | 1 424 |
| Rapatriement des réfugiés tadjiks | 1 329 065 | 991 599 | 329 139 | 1 320 738 | 8 327 |
| Rapatriement et réintégration des réfugiés tadjiks | 4 284 194 | | | | 4 284 194 |
| Programme de rapatriement au Sahara occidental | 7 787 691 | 294 075 | 16 957 | 311 032 | 7 396 659 |
| AUTRES PROGRAMMES | | | | | |
| Fonds non alloués | 986 371 | | | | 986 371 |
| Activités de collecte de fonds/d'information | 5 215 384 | 1 448 150 | 736 750 | 2 184 900 | 3 030 484 |
| Fonds japonais de secours pour les réfugiés | 1 084 560 | | | | 1 084 560 |
| Fonds italien de réserve | 332 226 | | | | 332 226 |
| Administrateurs auxiliaires (bureaux extérieurs) | 11 885 348 | 6 074 523 | 521 324 | 6 595 847 | 5 289 501 |
| Recrutement de personnel | 116 127 | | | | 116 127 |
| Frais généraux d'administration | 6 653 058 | 6 305 489 | 63 188 | 6 368 677 | 284 381 |
| Projet d'éducation des réfugiés (DAFI) | 1 315 248 | 1 309 787 | 5 323 | 1 315 110 | 138 |
| Enfants réfugiés | 1 643 032 | 20 000 | 2 760 | 22 760 | 1 620 272 |
| Femmes réfugiés | 25 000 | | 25 000 | 25 000 | |
| Projets relatifs à l'environnement | 4 014 247 | 1 758 608 | 478 678 | 2 237 286 | 1 776 961 |
| Médaille Nansen | 200 000 | 100 000 | | 100 000 | 100 000 |
| Divers contrats de consultants | 968 535 | 399 018 | 54 471 | 453 489 | 515 046 |
| Déplacements de populations | 363 010 | 141 754 | 28 778 | 170 532 | 192 478 |

Tableau 5 (suite)

| | Dépenses | | | Total | Solde |
|---|-------------------|-----------------------|------------------------|-------------|-------------|
| | Fonds disponibles | Paiements/ livraisons | Engagements non réglés | | |
| AUTRES PROGRAMMES (suite) | | | | | |
| Fonds pour l'élaboration de projets | 242 467 | 12 039 | 87 961 | 100 000 | 142 467 |
| Aide et projets de développement en faveur des réfugiés | 152 273 | 16 160 | 5 000 | 21 160 | 131 113 |
| Administrateurs auxiliaires (siège) | 2 942 234 | 1 827 880 | 52 780 | 1 880 660 | 1 061 574 |
| Prix | 47 189 | | | | 47 189 |
| Activités d'aide à la réinstallation | 1 758 425 | 137 226 | 67 774 | 205 000 | 1 553 425 |
| Activités du programme (CEI) | 2 166 161 | 2 091 086 | 75 075 | 2 166 161 | |
| Télécommunications | 775 194 | 594 506 | 180 105 | 774 611 | 583 |
| Total | 716 063 419 | 488 779 998 | 97 738 883 | 586 518 881 | 129 544 538 |

Tableau 6

Etat, au 31 décembre 1997, des projets d'exercices antérieurs financés par tous les fonds

(En dollars des Etats-Unis)

| Fonds par pays/zone | <u>Engagements</u> <u>non réglés au</u> <u>1er janvier</u> | <u>Paiements</u> <u>effectués en 1997</u> | <u>Engagements</u> <u>annulés en 1997</u> | <u>Engagements</u> <u>non réglés</u> |
|--|--|--|--|---|
| PROGRAMME ANNUEL | | | | |
| Afghanistan | 133 726 | 106 434 | 27 292 | |
| Afrique de l'Ouest | 51 808 | 2 725 | 49 083 | |
| Afrique du Sud | 171 406 | 64 139 | 107 267 | |
| Albanie | 28 815 | 8 055 | 20 760 | |
| Algérie | 1 886 909 | 1 477 304 | 343 335 | 66 270 |
| Allemagne | 240 530 | 81 588 | 158 942 | |
| Amérique latine (Nord) | 351 661 | 132 879 | 218 782 | |
| Amérique latine (Nord-Ouest) | 48 082 | 14 597 | 33 485 | |
| Amérique latine (Sud) | 15 533 | 5 265 | 10 268 | |
| Angola | 43 620 | 8 042 | 35 578 | |
| Appui sur le terrain | 141 081 | 10 681 | 130 400 | |
| Arabie saoudite | 34 761 | 8 816 | 25 945 | |
| Argentine | 42 080 | 18 279 | 23 801 | |
| Arménie | 203 872 | 111 039 | 92 833 | |
| Australie | 56 384 | 14 731 | 41 653 | |
| Autriche | 154 626 | 65 407 | 89 219 | |
| Bangladesh | 414 087 | 76 331 | 337 756 | |
| Bélarus | 84 622 | 3 207 | 81 415 | |
| Belgique | 130 820 | 77 854 | 52 966 | |
| Belize | 80 580 | 56 776 | 23 804 | |
| Bénin | 178 623 | 61 620 | 117 003 | |
| Botswana | 74 927 | 72 194 | 2 731 | |
| Brésil | 47 456 | 11 417 | 34 039 | |
| Bulgarie | 36 675 | 1 222 | 35 453 | |
| Burkina Faso | 256 203 | 69 033 | 187 170 | |
| Cambodge | 14 240 | 1 327 | 12 913 | |
| Cameroun | 109 226 | 78 256 | 30 971 | |
| Canada | 1 922 | | 1 922 | |
| Chine | 58 190 | 34 281 | 23 909 | |
| Chypre | 1 276 | | 1 276 | |
| Congo | 288 645 | 98 506 | 108 024 | 82 115 |
| Costa Rica | 5 442 | | 5 442 | |
| Côte d'Ivoire | 1 089 134 | 557 007 | 423 692 | 108 435 |
| Cuba | 23 210 | | 23 210 | |
| Division de l'appui opérationnel et des programmes | 17 021 | 632 | 16 389 | |
| Djibouti | 206 817 | 133 134 | 73 683 | |
| Egypte | 248 154 | 78 583 | 169 571 | |
| El Salvador | 5 569 | 772 | 4 797 | |
| Erythrée | 172 893 | 98 736 | 74 157 | |
| Espagne | 60 910 | 4 725 | 56 185 | |
| Etats baltes | 74 093 | 30 945 | 43 148 | |
| Etats-Unis d'Amérique | 295 269 | 213 347 | 81 922 | |
| Ethiopie | 2 949 221 | 1 288 977 | 1 205 086 | 455 158 |
| Ex-République yougoslave de Macédoine | 388 109 | 345 901 | 42 208 | |
| Fédération de Russie | 753 638 | 377 476 | 376 162 | |
| France | 172 681 | 96 368 | 76 313 | |
| Gabon | 39 588 | 5 385 | 34 203 | |
| Gambie | 121 741 | 104 013 | 17 728 | |
| Ghana | 416 186 | 25 267 | 390 919 | |

Tableau 6 (suite)

| Fonds par pays/zone | <u>Engagements</u> <u>non réglés au</u> <u>1er janvier</u> | <u>Paielements</u> <u>effectués en 1997</u> | <u>Engagements</u> <u>annulés en 1997</u> | <u>Engagements</u> <u>non réglés</u> |
|---|--|--|--|---|
| PROGRAMME ANNUEL (suite) | | | | |
| Grèce | 49 964 | 37 286 | 12 678 | |
| Guatemala | 6 994 | 3 081 | 3 913 | |
| Guinée | 1 343 549 | 999 698 | 343 851 | |
| Guinée-Bissau | 470 476 | 81 251 | 389 225 | |
| Hong Kong (Chine) | 25 680 | 11 554 | 14 126 | |
| Hongrie | 65 985 | 42 261 | 23 724 | |
| Inde | 180 569 | 39 796 | 140 773 | |
| Indonésie | 41 095 | 15 098 | 25 997 | |
| Iran (République islamique d') | 3 657 398 | 3 116 344 | 541 052 | |
| Iraq | 752 173 | 226 411 | 509 389 | 16 373 |
| Italie | 54 541 | 51 298 | 3 243 | |
| Jamahiriya arabe libyenne | 173 836 | 1 714 | 172 122 | |
| Japon | 27 602 | 24 466 | 3 136 | |
| Jordanie | 29 429 | 2 037 | 27 392 | |
| Kenya | 1 624 163 | 1 616 129 | 463 034 | |
| Koweït | 40 924 | 11 920 | 29 004 | |
| Lesotho | 1 352 | 514 | 838 | |
| Liban | 11 361 | 2 276 | 9 085 | |
| Libéria | 823 167 | 636 679 | 186 488 | |
| Madagascar | 7 268 | 4 481 | 2 787 | |
| Malaisie | 81 441 | 26 961 | 54 480 | |
| Malawi | 28 257 | 25 387 | 2 870 | |
| Mali | 70 163 | 5 382 | 64 781 | |
| Malte | 19 810 | | 19 810 | |
| Maroc | 37 393 | 1 030 | 36 363 | |
| Mauritanie | 337 557 | 291 622 | 45 935 | |
| Mexique | 518 676 | 193 029 | 325 647 | |
| Moyen-Orient | 57 531 | 18 000 | 39 531 | |
| Mozambique | 33 813 | 13 245 | 20 568 | |
| Namibie | 124 770 | 115 443 | 9 327 | |
| Népal | 415 057 | 148 604 | 263 468 | 2 985 |
| Niger | 58 896 | 8 135 | 50 761 | |
| Nigéria | 40 726 | 12 768 | 27 958 | |
| Ouganda | 4 817 084 | 2 618 331 | 2 040 023 | 158 730 |
| Ouzbékistan | 292 689 | 161 921 | 60 768 | 70 000 |
| Pakistan | 1 295 973 | 735 428 | 552 751 | 7 794 |
| Papouasie-Nouvelle-Guinée | 123 564 | 3 921 | 119 643 | |
| Paraguay | 1 250 | 1 250 | | |
| Pays-Bas | 7 260 | | 7 260 | |
| Philippines | 109 270 | 9 485 | 99 785 | |
| Pologne | 14 720 | 12 927 | 1 793 | |
| Portugal | 98 343 | 82 933 | 15 410 | |
| République arabe syrienne | 69 717 | 24 381 | 45 336 | |
| République centrafricaine | 927 028 | 522 774 | 404 254 | |
| République démocratique du Congo | 2 012 217 | 1 388 298 | 443 885 | 180 034 |
| République dominicaine | 3 422 | | 3 422 | |
| République tchèque | 17 593 | 3 246 | 12 247 | 2 100 |
| République-Unie de Tanzanie | 2 497 563 | 2 230 204 | 267 359 | |
| Républiques d'Asie centrale | 356 627 | 114 700 | 241 927 | |
| Roumanie | 18 687 | 225 | 18 462 | |
| Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord | 116 644 | 34 396 | 82 248 | |

Tableau 6 (suite)

| Fonds par pays/zone | Engagements non réglés au 1er janvier | Paielements effectués en 1997 | Engagements annulés en 1997 | Engagements non réglés |
|--|---|----------------------------------|--------------------------------|---------------------------|
| PROGRAMME ANNUEL (suite) | | | | |
| Sénégal | 364 654 | 205 212 | 159 442 | |
| Siège | 2 144 201 | 384 827 | 1 759 374 | |
| Siège (ensemble) | 278 299 | 194 871 | 83 428 | |
| Sierra Leone | 399 773 | 377 468 | 22 305 | |
| Singapour | 6 755 | | 6 755 | |
| Slovaquie | 26 895 | 11 766 | 15 129 | |
| Slovénie | 203 582 | 191 984 | 11 598 | |
| Somalie | 54 960 | 2 613 | 52 347 | |
| Soudan | 2 799 762 | 1 262 176 | 1 420 776 | 116 810 |
| Sri Lanka | 4 377 | | 4 377 | |
| Suède | 31 636 | 21 817 | 9 819 | |
| Suisse | 23 446 | 44 | 23 402 | |
| Swaziland | 17 461 | 11 701 | 5 760 | |
| Tadjikistan | 48 173 | 37 395 | 10 778 | |
| Tchad | 19 497 | 11 396 | 8 101 | |
| Thaïlande | 772 594 | 301 689 | 440 745 | 30 160 |
| Togo | 102 892 | 25 060 | 77 832 | |
| Tunisie | 54 622 | 27 600 | 27 022 | |
| Turquie | 194 106 | 35 935 | 158 171 | |
| Ukraine | 153 107 | 125 925 | 27 182 | |
| Venezuela | 73 160 | 54 115 | 19 045 | |
| Yémen | 693 006 | 317 580 | 375 426 | |
| Yougoslavie | 5 939 | 4 608 | 1 331 | |
| Zambie | 183 802 | 60 396 | 123 406 | |
| Zimbabwe | 23 678 | 3 220 | 20 458 | |
| Autres pays d'Europe | 167 594 | 60 066 | 107 528 | |
| Autres programmes | 2 150 058 | 884 256 | 1 258 562 | 5 240 |
| Formation | 401 627 | 47 705 | 353 922 | |
| Total, programme annuel | 47 813 005 | 26 070 021 | 20 440 780 | 1 302 204 |
| FONDS EXTRAORDINAIRE | | | | |
| Autres programmes | 124 291 | 27 590 | 96 701 | |
| Ghana | 399 242 | 370 508 | 28 354 | 380 |
| Iran (République islamique d') | 864 473 | 341 379 | 523 094 | |
| Iraq | 808 101 | 293 924 | 514 177 | |
| République-Unie de Tanzanie | 14 431 | | 14 431 | |
| Rwanda | 4 718 095 | 4 718 095 | | |
| Sierra Leone | 195 934 | | 195 934 | |
| Total, fonds extraordinaire | 7 124 567 | 5 751 496 | 1 372 691 | 380 |
| FONDS POUR LE RAPATRIEMENT LIBREMENT CONSENTI | | | | |
| Afghanistan | 71 782 | 3 926 | 67 856 | |
| Algérie | 62 141 | 8 526 | 52 835 | 780 |
| Burkina Faso | 576 473 | 381 005 | 195 269 | 199 |
| Cambodge | 57 010 | 4 972 | 52 038 | |
| Fédération de Russie | 75 820 | 22 265 | 53 555 | |
| Ghana | 103 333 | 103 333 | | |
| Iraq | 10 922 | 1 298 | 9 624 | |
| Jamahiriya arabe libyenne | 10 674 | | 10 674 | |
| Mali | 69 416 | 69 416 | | |

Tableau 6 (suite)

| Fonds par pays/zone | Engagements non réglés au 1er janvier | Palements effectués en 1997 | Engagements annulés en 1997 | Engagements non réglés |
|--|---|--------------------------------|--------------------------------|---------------------------|
| FONDS POUR LE RAPATRIEMENT LIBREMENT CONSENTI (suite) | | | | |
| Mauritanie | 152 738 | 29 091 | 123 647 | |
| Moyen-Orient | 7 622 | 632 | 6 990 | |
| Niger | 684 304 | 637 193 | 45 536 | 1 575 |
| Sierra Leone | 194 163 | 190 636 | 2 704 | 823 |
| Soudan | 1 980 | | 1 980 | |
| Yémen | 83 818 | | 83 818 | |
| Total, fonds pour le rapatriement librement consenti | 2 162 196 | 1 452 293 | 706 526 | 3 377 |
| Total, programmes généraux | 57 099 768 | 33 273 810 | 22 519 997 | 1 305 961 |
| COMPTE D'EDUCATION DES REFUGIES | | | | |
| Autres programmes | 28 389 | 6 281 | 22 108 | |
| Bangladesh | 15 962 | 13 643 | 2 319 | |
| Bénin | 7 748 | 4 622 | 3 124 | |
| Botswana | 3 283 | 1 337 | 1 946 | |
| Burkina Faso | 7 965 | 5 495 | 2 470 | |
| Burundi | 13 219 | | 13 219 | |
| Cameroun | 10 141 | 8 614 | 1 527 | |
| Congo | 25 555 | 4 280 | 11 740 | 9 535 |
| Egypte | 6 330 | 5 779 | 551 | |
| Ethiopie | 6 133 | 5 829 | 304 | |
| Gabon | 20 000 | 5 292 | 14 708 | |
| Ghana | 29 135 | 27 029 | 2 106 | |
| Kenya | 1 250 | | 1 250 | |
| Libéria | 25 799 | 14 996 | 10 803 | |
| Niger | 7 444 | 5 510 | 1 934 | |
| République centrafricaine | 11 604 | 11 604 | | |
| République démocratique du Congo | 98 532 | 94 898 | | 3 634 |
| République dominicaine | 2 653 | 2 643 | 10 | |
| République-Unie de Tanzanie | 25 026 | 24 444 | 562 | |
| Sénégal | 12 436 | 10 424 | 2 012 | |
| Sierra Leone | 20 989 | 7 299 | 13 699 | |
| Soudan | 20 617 | 18 282 | 2 335 | |
| Swaziland | 4 020 | 665 | 3 355 | |
| Total, compte d'éducation des réfugiés | 404 230 | 278 977 | 112 084 | 13 169 |
| FONDS AUTORENOUVELABLES POUR LE LOGEMENT DU PERSONNEL | | | | |
| Autres programmes | 109 537 | 88 587 | 20 950 | |
| Total, logement du personnel | 109 537 | 88 587 | 20 950 | |
| ACTIVITES REMUNERATRICES | | | | |
| Autres programmes | 250 382 | 38 046 | 212 336 | |
| Total, activités rémunératrices | 250 382 | 38 046 | 212 336 | |
| Total, comptes spéciaux | 764 149 | 405 610 | 345 370 | 13 169 |

Tableau 6 (suite)

Programmes spéciaux (y compris les fonds d'affectation spéciale)

| Fonds par pays/zone | <u>Engagements non réglés au 1er janvier</u> | <u>Paiements effectués en 1997</u> | <u>Engagements annulés en 1997</u> | <u>Engagements non réglés</u> |
|---|--|--|--|-----------------------------------|
| PROGRAMMES SPECIAUX (Y COMPRIS LES FONDS D'AFFECTATION SPECIALE) | | | | |
| AFRIQUE | | | | |
| Afrique orientale et corne de l'Afrique | | | | |
| Opération d'urgence dans la corne de l'Afrique | 8 68 684 | 5 710 537 | 2 929 279 | 46 868 |
| Réfugiés à Djibouti | 32 889 | 32 889 | | |
| Réfugiés en Ethiopie | 111 669 | 12 606 | 99 063 | |
| Réfugiés au Kenya | 147 824 | 25 607 | 122 217 | |
| Reboisement au Soudan | 141 454 | 70 922 | 70 552 | |
| Réfugiés au Soudan | 554 400 | 554 400 | | |
| Réfugiés en Ouganda | 969 804 | 816 530 | 152 037 | 1 237 |
| Afrique australe | | | | |
| Opération de rapatriement des réfugiés mozambicains | 1 190 627 | 819 024 | 371 603 | |
| Réfugiés en Namibie | 1 397 | | 1 397 | |
| Réfugiés en Afrique du Sud | 120 318 | 73 826 | 46 492 | |
| Afrique de l'Ouest et Afrique centrale | | | | |
| Opération d'urgence au Burundi et au Rwanda | 77 865 089 | 52 653 950 | 16 386 786 | 8 824 353 |
| Opération de rapatriement des réfugiés angolais | 3 940 868 | 2 853 812 | 951 129 | 135 927 |
| Rapatriement au Libéria | 85 957 | | 85 957 | |
| Réfugiés au Burundi | 17 375 | 106 | 17 269 | |
| Réfugiés maliens au Burkina Faso | 83 566 | 9 109 | 74 457 | |
| Réfugiés en Gambie | 1 175 | 542 | 633 | |
| Réfugiés en Côte d'Ivoire | 18 946 | 11 396 | 7 550 | |
| Réfugiés au Mali | 13 572 | 200 | 13 372 | |
| Rapatriés maliens et nigériens | 1 995 616 | 1 292 766 | 702 850 | |
| Réfugiés au Niger | 82 356 | 62 799 | 19 557 | |
| Réfugiés au Nigéria | 97 500 | 97 500 | | |
| Réfugiés au Sénégal | 233 453 | 203 808 | 29 645 | |
| Rapatriement des réfugiés togolais | 805 706 | 502 443 | 303 263 | |
| Education des réfugiés en Afrique de l'Ouest | 2 590 | 2 590 | | |
| Réfugiés en République démocratique du Congo | 631 716 | | | 631 716 |
| Ensemble de l'Afrique | | | | |
| Fonds pour l'éducation des réfugiés | 150 307 | 94 569 | 50 000 | 5 738 |
| ASIE ET OCEANIE | | | | |
| Programme d'action global pour les réfugiés indochinois | 3 466 895 | 2 264 229 | 1 049 523 | 153 143 |
| Rapatriement des réfugiés du Bangladesh vers le Myanmar | 753 982 | 210 950 | 543 023 | 9 |
| Rapatriés sri-lankais | 2 255 750 | 1 163 914 | 1 091 836 | |
| Réfugiés au Népal | 372 057 | 59 587 | 312 470 | |
| Réfugiés en Thaïlande | 803 200 | | | 803 200 |

Tableau 6 (suite)

| Fonds par pays/zone | Engagements non réglés au 1er janvier | Palements effectués en 1997 | Engagements annulés en 1997 | Engagements non réglés |
|---|---|--------------------------------|--------------------------------|---------------------------|
| PROGRAMMES SPECIAUX (Y COMPRIS LES FONDS D'AFFECTATION SPECIALE) (suite) | | | | |
| EUROPE | | | | |
| Assistance humanitaire dans l'ex-Yougoslavie | 25 817 473 | 11 168 081 | 14 146 149 | 503 243 |
| Campagne d'information en Albanie | 4 300 | | 4 300 | |
| Activités de suivi (CEI) | 2 882 283 | 1 587 654 | 914 628 | 380 001 |
| Sensibilisation du public au Royaume-Uni | 13 183 | 844 | 12 339 | |
| Sensibilisation du public en Italie | 82 619 | 63 350 | 19 269 | |
| Magazine concernant les réfugiés en Espagne | 17 340 | 16 907 | 433 | |
| Sensibilisation du public en Espagne | 4 112 | | 4 112 | |
| AMERIQUES ET CARAIBES | | | | |
| Réfugiés au Belize | 5 120 | | 5 120 | |
| Réfugiés au Chili (CE - espèces) | 36 316 | 36 316 | | |
| Réfugiés guatémaltèques | 126 022 | 107 829 | 18 193 | |
| Demandeurs d'asile haïtiens | 9 363 | | 9 353 | |
| Education des réfugiés en Amérique latine | 24 437 | | 24 437 | |
| Rapatriés guatémaltèques du Mexique | 1 030 630 | 248 053 | 782 577 | |
| Sensibilisation du public aux Etats-Unis d'Amérique | 115 318 | 115 318 | | |
| Conférences aux Etats-Unis d'Amérique | 32 450 | 3 016 | 29 434 | |
| ASIE CENTRALE, ASIE DU SUD-OUEST, AFRIQUE DU NORD ET MOYEN-ORIENT | | | | |
| Programme de rapatriement des réfugiés afghans | 4 140 403 | 2 382 039 | 1 757 250 | 1 194 |
| Opération de Chypre | 1 029 903 | 158 096 | 871 807 | |
| Réfugiés sahraouis en Algérie | 429 783 | 367 920 | 61 863 | |
| Personnes déplacées en République centrafricaine | 524 064 | 502 175 | 21 889 | |
| Réfugiés en République islamique d'Iran | 84 174 | 37 011 | 47 163 | |
| Réfugiés en Iraq | 1 535 875 | 505 021 | 951 804 | 79 050 |
| Réfugiés en Mauritanie | 615 000 | 288 932 | 138 768 | 188 100 |
| Réfugiés afghans au Pakistan | 8 501 | 8 501 | | |
| Réfugiés en Arabie saoudite | 6 459 | 2 124 | 4 335 | |
| Programme de rapatriement au Sahara occidental | 8 447 | 4 315 | 4 132 | |
| AUTRES PROGRAMMES | | | | |
| Activités d'appel de fonds/d'information | 1 329 840 | 768 348 | 545 840 | 15 652 |
| Administrateurs auxiliaires (bureaux extérieurs) | 543 030 | 97 862 | 445 168 | |
| Frais généraux d'administration | 143 406 | 76 340 | 67 066 | |
| Programme d'éducation des réfugiés (DAFI) | 85 469 | 21 266 | 64 203 | |
| Femmes réfugiées | 574 519 | 478 532 | | 95 987 |
| Projets relatifs à l'environnement | 78 536 | 59 487 | 18 952 | 97 |
| Divers contrats de consultants | 53 456 | 51 732 | 1 724 | |
| Déplacements de populations | 12 377 | 10 319 | 2 058 | |
| Fonds pour l'élaboration des projets | 21 409 | | 21 409 | |
| Assistance et projets de développement en faveur des réfugiés | 112 394 | 15 266 | 97 128 | |
| Administrateurs auxiliaires (siège) | 53 659 | 18 620 | 35 039 | |
| Total général | 147 227 282 | 88 801 884 | 46 559 882 | 11 865 515 |
| Total général, exercices précédents | 205 091 199 | 122 481 305 | 69 425 429 | 13 184 645 |

Tableau 7

Prêts accordés à des réfugiés ou en leur faveur

(En dollars des Etats-Unis)

| | Pour l'année 1997 | Montants cumulés au 31 décembre 1997 |
|---|----------------------|---|
| <u>Total des prêts accordés</u> | - | 16 362 777 |
| <u>Ajustements</u> | | |
| Sommes non utilisées remboursées par des agents d'exécution | - | (817 068) |
| Sommes transférées au Comité pour les réfugiés établi avec le Ministère autrichien de l'intérieur | - | (4 105 721) |
| Gains (pertes) de change | <u>(292 714)</u> | <u>5 816 272</u> |
| | | <u>17 256 260</u> |
| <u>Règlements</u> | | |
| Remboursements | (141 142) | (13 962 705) |
| Conversion de prêts en dons/passation par profits et pertes | - | (803 765) |
| Frais de recouvrement et autres frais des agents d'exécution | (18 222) | <u>(589 258)</u> |
| | | <u>(15 355 728)</u> |
| <u>Total des prêts non remboursés au 31 décembre 1997</u> | | 1 900 532 |
| Dont montants à rembourser dès réception à des agents d'exécution pour frais de recouvrement | | <u>(302 265)</u> |
| <u>Total des prêts remboursables au Haut Commissariat au 31 décembre 1997</u> | | <u>1 598 267 a/</u> |

a/ Ventilation selon l'origine des fonds

| | |
|----------------------------------|------------------|
| - Grands programmes d'assistance | 1 597 800 |
| - Fonds d'affectation spéciale | <u>467</u> |
| | <u>1 598 267</u> |

Tableau 8

Dépôts à vue ou à terme au 31 décembre 1997

(En dollars des Etats-Unis)

| Banques | Délais | Taux d'intérêt annuel (en pourcentage) | Echéance | Montant | Intérêts courus |
|--|-----------|--|----------|--------------------|--------------------|
| <u>Comptes à vue avec préavis de retrait</u> | | | | | |
| The Chase Mahattan Bank, New York | | | | | |
| Debt-for-Development Coalition | | 5,46990 | | <u>801 995</u> | |
| | | | | <u>801 995</u> | |
| <u>Comptes de dépôt</u> | | | | | |
| Citibank, Fiduciary Deposit | 129 jours | 5,68750 | 13.03.98 | 10 000 000 | 98 052 |
| Fuji Bank, Londres | 63 jours | 5,78125 | 07.01.98 | 10 000 000 | 89 930 |
| Fuji Bank, Londres | 70 jours | 5,78125 | 14.01.98 | 10 000 000 | 89 930 |
| Fuji Bank, Londres | 100 jours | 5,78125 | 13.02.98 | 10 000 000 | 89 931 |
| Fuji Bank, Londres | 160 jours | 5,81250 | 15.04.98 | 10 000 000 | 90 417 |
| Standard Chartered Bank, Londres | 57 jours | 5,75000 | 09.01.98 | 6 000 000 | 46 000 |
| Standard Chartered Bank, Londres | 60 jours | 5,75000 | 12.01.98 | 6 000 000 | 46 000 |
| The Bank of Tokyo-Mitsubishi, Londres | 61 jours | 6,18750 | 26.01.98 | 9 000 000 | 54 141 |
| Générale de Banque, Bruxelles | 61 jours | 5,77000 | 28.01.98 | 3 000 000 | 15 867 |
| ABM AMRO Bank, Amsterdam | 38 jours | 5,87000 | 09.01.98 | 24 000 000 | 113 487 |
| Banque Paribas (Suisse), Genève | 43 jours | 5,90625 | 16.01.98 | 4 000 000 | 17 719 |
| The Sakura Bank, Londres | 40 jours | 6,37500 | 20.01.98 | 7 000 000 | 24 792 |
| The Sakura Bank, Londres | 40 jours | 6,37500 | 20.01.98 | 3 000 000 | 10 825 |
| The Tokai Bank, Londres | 62 jours | 6,43750 | 19.02.98 | 10 000 000 | 21 458 |
| ABM AMRO Bank, Amsterdam | | | | | |
| NLG 7 500 000 | 14 jours | 3,20000 | 12.01.98 | 3 768 844 | 670 |
| AMB AMRO Bank, Amsterdam | | | | | |
| NLG 36 500 000 | 13 jours | 3,20000 | 12.01.98 | 18 341 709 | 1 630 |
| Générale de Banque, Bruxelles | | | | | |
| XEU 14 400 000 | 12 jours | 4,12500 | 12.01.98 | 16 197 975 | |
| Canadian Imperial Bank of Comm., Ottawa | | | | | |
| CAD 5 000 000 | 17 jours | 4,30000 | 15.01.98 | 3 521 127 | 841 |
| Swiss Bank Corporation, Genève | | | | | |
| CHF 2 000 000 | 7 jours | 1,60000 | 05.01.98 | 1 408 451 | 125 |
| Unibank A/S, Copenhagen | | | | | |
| DKR 146 000 000 | 14 jours | 3,72000 | 12.01.98 | 21 758 569 | 4 497 |
| Svenska Handelsbanken, Stockholm | | | | | |
| SKR 31 000 000 | 14 jours | 4,45000 | 12.01.98 | 4 078 947 | 1 008 |
| Christiania Bank, Oslo | | | | | |
| NKR 16 000 000 | 14 jours | 3,40000 | 12.01.98 | 2 228 412 | 421 |
| Banque Paribas, Paris | 6 jours | 5,87500 | 06.01.98 | 3 800 000 | |
| Banque paribas (Suisse), Genève | 6 jours | 6,0000 | 05.01.98 | <u>10 000 000</u> | <u>1 667</u> |
| | | | | <u>207 104 034</u> | <u>811 208</u> |

Tableau 9

Dépôts à vue et à terme, 1993-1997

(En milliards de dollars des Etats-Unis)

| | 1993 | 1994 | 1995 | 1996 | 1997 |
|---|----------------|----------------|----------------|----------------|----------------|
| <u>Encaisse au 31 décembre</u> | | | | | |
| Comptes courants | 25 484 | 20 239 | 28 244 | 16 666 | 14 667 |
| Comptes à terme sur 48 heures | 83 512 | 35 437 | 10 074 | 765 | 802 |
| Comptes de dépôt | <u>256 903</u> | <u>227 909</u> | <u>262 506</u> | <u>205 405</u> | <u>207 104</u> |
| | <u>365 899</u> | <u>283 505</u> | <u>300 824</u> | <u>222 836</u> | <u>222 573</u> |
| <u>Montant moyen des disponibilités pendant l'année</u> | | | | | |
| En comptes courants | 47 937 | 33 593 | 30 565 | 41 916 | 36 954 |
| Placements (comptes à vue et à terme, valeurs) | <u>279 160</u> | <u>266 957</u> | <u>244 315</u> | <u>227 470</u> | <u>196 666</u> |
| | <u>327 097</u> | <u>300 550</u> | <u>274 880</u> | <u>269 386</u> | <u>233 620</u> |
| <u>Intérêts créditeurs</u> | | | | | |
| Comptes courants | 1 228 | 846 | 1 064 | 1 158 | 823 |
| Placements | <u>11 354</u> | <u>13 648</u> | <u>14 251</u> | <u>11 848</u> | <u>11 013</u> |
| | <u>12 582</u> | <u>14 494</u> | <u>15 315</u> | <u>13 006</u> | <u>11 836</u> |
| <u>Taux moyen d'intérêt (en pourcentage)</u> | | | | | |
| Sur le montant moyen de l'encaisse | 3,85 % | 4,82 % | 5,57 % | 4,83 % | 5,07 % |
| Sur le montant moyen des fonds placés | 4,07 % | 5,11 % | 5,83 % | 5,21 % | 5,60 % |

Tableau 10

Avoirs en monnaies non convertibles au 31 décembre 1997

| Pays | Monnaie | Equivalent en dollars E.-U. |
|---------------------------------------|---------------------|-----------------------------|
| Afghanistan | Afghani | 25 706,95 |
| | Roupie pakistanaise | 27 565,79 |
| Albanie | Lek | 157,29 |
| Arménie | Dram | 5 874,96 |
| Burundi | Franc burundais | 3 849,97 |
| Egypte | Livre égyptienne | 7 489,22 |
| Ethiopie | Birr | 12 150,03 |
| Ex-République yougoslave de Macédoine | Dinar | 741,02 |
| Fédération de Russie | Rouble | 1 948,17 |
| Géorgie | Lari | 4 915,73 |
| | Kupon | 196,25 |
| | Rouble | 14 021,77 |
| Hongrie | Forint | 1 090,21 |
| Iran (République islamique d') | Rial | 96 977,20 |
| Iraq | Dinar irakien | 129,29 |
| Jordanie | Dinar jordanien | 5 674,79 |
| Kazakhstan | Tenge | 3 956,19 |
| Malawi | Kwacha du Malawi | 7 919,02 |
| Mauritanie | Ouguiya | 15 365,28 |
| Mozambique | Metical | 12 791,84 |
| Népal | Roupie népalaise | 4 056,17 |
| Ouzbékistan | Roupie pakistanaise | 4 318,15 |
| Pakistan | Som | 1 523,72 |
| Philippines | Peso philippin | 44 867 86 |
| République démocratique du Congo | Nouveau Zaïre | 7 053,63 |
| République tchèque | Koruna | 7 232,28 |
| République-Unie de Tanzanie | Shilling tanzanien | 120 073,89 |
| Roumanie | Leu | 1 232,02 |
| Rwanda | Franc rwandais | 222 253,25 |
| Somalie | Shilling somalien | 32,99 |
| Soudan | Livre soudanaise | 15 183,96 |
| Tadjikistan | Rouble tadjik | 80,97 |
| Turkménistan | Manat | 66,07 |
| Viet Nam | Dông | 3 233,84 |
| Yougoslavie | Nouveau dinar | 6 753,33 |
| Zambie | Kwacha zambienne | 1 602,30 |
| Total | | <u>688 085,40</u> |

Appendice

Dons extrabudgétaires en nature en 1997

(En dollars des Etats-Unis)

| | |
|--|------------------|
| Australie | 213 063 |
| Chine | 362 319 |
| Etats-Unis d'Amérique | 20 000 |
| Norvège | 322 146 |
| CARE Canada (Canada) | 120 000 |
| Fuji Optical Co., Ltd. (Japon) | 3 128 |
| Japanese Emergency NGOs (Japon) | 42 512 |
| DuPont de Nemours International, Genève (Suisse) | 950 000 |
| Total | 2 033 168 |

